CITÉ NOUVELLE

REVUE CATHOLIQUE D'ETUDE ET D'ACTION

10-25 AOUT 1942

EDITIONS PAYS DE FRANCE

BIMENSUELLE

N° 37

DIRECTION-RÉDACTION

" Pays de France ", 39, rue de Sèze, Lyon-6°

Téléphone : Lalande 30.29

Administration :

Pour le règlement des abonnements et toutes questions intéressant l'**Administration** de la **Revue**, adresser correspondance, mandats ou chèques postaux au nom de :

M. Lucien KELLER, Maison Saint-Bernard

ISSOUDUN (Indre) - Téléphone 4.52

Chèque Postal Lyon 904.40

AVIS TRÈS IMPORTANT

A nos abonnés dont le service se termine avec le présent numéro :

Pour éviter tout retard dans la réception de la Revue, nous vous prions de faire parvenir votre réabonnement *avant le* 15 *août*, à l'administration : *Editions « Pays de France », Issoudun*, Ch. P. L. KELLER, 904-40, à Lyon.

Sauf refus du numéro du 10-25 septembre, nous vous considérons réabonnés d'office pour un an et vous ferons présenter, à partir du 10 octobre, une traite postale augmentée de 10 francs de frais, soit 160 francs, sauf versement à cette date.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

Abonnement d'essai (non renouvelable) 3 mois	France . . . . . **40** francs Pays 1/2 tarif. . **48** francs Tarif postal plein **60** francs
France . . . le Numéro : **10** francs	6 mois : **80** francs Un an : **150** —

ÉTRANGER

Pays à 1/2 tarif, le Numéro : **11** francs	6 mois : **96** francs Un an : **180** —
Tarif postal plein, le numéro : **12** francs	6 mois : **120** francs Un an : **225** —

Comme l'année passée, il ne paraîtra en Août et Septembre qu'un seul numéro de Cité Nouvelle, qui portera les dates du 10-25.

FRANCHET D'ESPEREY, MARÉCHAL DE FRANCE

Un Chef d'Armée

La supériorité de Franchet d'Espérey, ce fut sa force en histoire. Elle s'affirma, disent ses contemporains, dès les examens d'entrée à Saint-Cyr. Ce n'est pas qu'il eut absolument le sens et le don de l'histoire ; peut-être appréciait-il trop exclusivement la France, ses actes, ses hommes, et cela peut nuire parfois à l'impartialité ; mais c'était l'une des formes de son ardent patriotisme. Dans l'histoire il avait surtout étudié les événements violents, révolutions, guerres et batailles. Il y avait puisé divers enseignements. Il s'était pénétré notamment de cette idée que ce sont les hommes — dignes de ce nom — qui conduisent les événements, à ce point que, si l'on substitue par la pensée, dans telle circonstance donnée, tel homme à tel autre, on peut croire que l'événement, parfois le cours même de l'histoire, en aurait pu être changé. Il avait observé aussi qu'au cours des guerres à travers les siècles de l'époque moderne, la civilisation, les facilités de la vie, n'avaient nullement amoindri la force de résistance des combattants, au contraire, qu'il était possible d'exiger, d'imposer et d'obtenir des efforts puissants, comme autrefois. Pénétré de ces idées : action personnelle du chef, efforts à exiger et à obtenir, il se formait naturellement un tempérament d'autorité, un caractère de chef.

Il rechercha les occasions d'action, les campagnes ; il débuta en Algérie, prit part à la campagne de Tunisie, à celle du Tonkin, à l'expédition internationale de Chine en 1900 ; il commanda les troupes au Maroc. Mais il ne s'éternisait pas hors de France. Après son passage à l'Ecole de guerre, il ne cessa de développer son instruction théorique et pratique,

exerça divers commandements, occupa différents postes, s'élevant progressivement dans la hiérarchie sous sa forme personnelle, forte et vive, non exempte d'une certaine rudesse, qui ne fait jamais tort à celui qui est toujours prêt à donner l'exemple. Ainsi sa formation, due à la fois à la recherche et à la pratique des initiatives et des responsabilités dès les grades subalternes, et à l'étude continue de tout le domaine militaire en France et à l'étranger, se trouva complète quand vint la grande épreuve. En 1914 il était prêt, complètement prêt, pour une guerre qui allait devenir européenne et mondiale.

Dès le début de l'année 1914, il commandait le 1er Corps d'Armée ; c'est avec lui qu'il entra en campagne. Ceux-là seuls qui ont pris une part personnelle et effective aux trois premiers mois de la guerre, depuis les armées de droite en Alsace, jusqu'à l'armée de gauche, savent ce que fut cette lutte incessante, de jour et de nuit, sans trève et sans repos, allant jusqu'à la limite des forces humaines, nécessitant des efforts individuels et collectifs tout à fait exceptionnels, en face d'un très rude et très vaillant adversaire. Là s'affirmait, à tous les degrés, la valeur du chef. Le général Franchet d'Espérey fut de ceux qui pensaient que la théorie nouvelle du Poste de Commandement, juste en elle-même, ne devait pas être étroite et bornée, qu'elle n'enlevait rien au devoir du chef, à l'obligation de donner l'exemple, de se trouver là où sont la peine et le danger, là où son action peut-être nécessaire et doit par conséquent s'exercer. La situation était chaque jour plus grave. Le 3 septembre, Joffre confia au général le commandement de la 4e armée, l'armée de gauche. Son rôle à la bataille de la Marne, qui reste l'un des événements mémorables de notre histoire, son activité, son esprit d'offensive audacieuse, persévérante, ont été mis en lumière, comme la résistance inébranlable de Foch à la tête d'une autre armée. Décidément il y avait parmi nous de très grands chefs.

Au cours des années qui suivirent, bientôt investi d'un commandement de groupe d'armées, Franchet d'Espérey ne cessa de s'affirmer par son activité, sa vigueur, ses exigences, sa volonté de voir partout de l'ordre, de la méthode, cherchant

et voulant toujours mieux, donnant partout l'exemple, pénétré aussi, comme il l'avait toujours été depuis le début de sa carrière, de cette ambition justifiée par le travail et l'expérience, par la conscience de la valeur acquise, qui est naturelle, logique et nécessaire à l'homme, au chef, pourvu simplement qu'elle ne porte jamais atteinte à la droiture et à la loyauté de celui qu'elle anime. — L'année 1916 fut l'année de Verdun ; il n'eut pas à y prendre une part effective, personnelle ; mais elle le frappa durement : c'est devant Verdun que tombèrent successivement son fils, jeune Sous-Lieutenant, et son frère, Lieutenant-Colonel. — L'année 1918 devait être l'année décisive. Elle vit aux prises des armées aguerries, sous des chefs tels que Foch et Ludendorf. Mars, avril, mai, furent des mois de luttes incessantes. Investi, au mois d'avril, du commandement en chef des armées alliées, Foch voulut obtenir partout des efforts d'offensive. C'est alors que Franchet d'Espérey fut relevé de son commandement en pleine bataille pour être envoyé en Orient.

Sur ce théâtre nouveau, où il assumait le premier rôle, il allait donner toute sa mesure. Il avait déjà parcouru ces pays d'Orient. Il avait notamment accompli en 1910 un voyage en Grèce, parcouru la frontière gréco-turque en Théssalie, comme s'il prévoyait la guerre balkanique en 1912. Cette fois il y allait pour commander, pour agir. Il y arrivait dans des circonstances particulières, sur lesquelles il n'est pas inutile de revenir. On nous permettra de le faire, comme ayant observé et connu, à diverses époques depuis 1908, les hommes et les événements d'Orient. L'entreprise d'Orient, décidée au début de 1915, aux Dardanelles, puis en Macédoine, n'était généralement pas vue avec faveur. La situation du général Sarrail était exceptionnellement difficile. Il semble que l'on n'en trouve pas de comparables dans l'histoire. Avec des forces modestes, surtout au début, il fallait secourir les Serbes, faire face aux armées bulgares et à des contingents allemands, autrichiens, à une direction supérieure allemande. L'armée anglo-française se trouvait dans un pays où l'on était entré avec le consentement du chef du gouvernement, mais non celui du

Souverain, chef de l'Etat, dans un pays par conséquent très divisé, tandis qu'une armée grecque mobilisée avait reçu alors la défense de s'engager et de nous seconder en quoi que ce fût, ce qui rendait la base d'opérations insuffisamment sûre et commode. — Au cours d'une courte mission en octobre-décembre 1915 à Athènes et à Salonique, j'avais eu l'occasion de voir et d'entendre les principaux personnages y compris le Roi Constantin. Lord Kitchener, de passage à Athènes, venant d'Egypte, ne tenait nullement au maintien de l'entreprise de Macédoine. Je voyais les choses autrement. Le 25 novembre, au moment où j'allais quitter Athènes, Venizelos, alors écarté du pouvoir, m'avait dit comme adieu : qui sait si ce n'est pas sur ce front d'Orient que la guerre sera gagnée ; je vous dis au revoir. — Mais il était alors peu écouté. — Rentré en France, j'avais constaté que le président Poincaré et le général Joffre, auxquels je m'efforçais de faire valoir à la fois les difficultés de l'armée d'Orient et les possibilités d'avenir, n'étaient pas favorables. Le président Poincaré m'avait congédié en me disant : nous ne pouvons pas disperser nos forces. Le général Joffre voulait bien envoyer de l'artillerie lourde à Sarrail, mais pas un Bataillon ; il parlait du camp retranché de Salonique, mais c'était tout. Seul le général Galliéni, Ministre de la guerre, voyait les choses de plus haut, m'écoutait avec attention et se renseignait ; mais il était déjà atteint du mal qui allait l'emporter. Nous avons su plus tard qu'au cours de ses visites aux armées, où il s'entretenait avec les chefs des grandes unités, le président Poincaré n'en avait trouvé qu'un seul, Franchet d'Espérey, pour se déclarer en faveur du front d'Orient et de l'avenir éventuel de ce côté.

On s'était néanmoins maintenu pendant plus de deux ans et demi dans une situation difficile, avec quelques succès tactiques, mais sans idée d'offensive. C'est dans ces conditions qu'arrivait le général Franchet d'Espérey, à Athènes le 16 juin, à Salonique le 18. Il n'amenait avec lui aucun renfort ; il apportait sa volonté, son expérience, son esprit de décision. — Plus on y songe, plus on est frappé de son œuvre. Il arrive, parcourt les lignes, se renseigne, prend contact avec les chefs des contingents étrangers. Il a sous ses ordres six cent mille

hommes, Français, Serbes, Anglais, Grecs, Italiens. Renseigné, il décide, et sa décision est complètement différente de tous les projets antérieurs. Il attaquera partout, mais fera son effort décisif au point le plus fort, le Dobropolje, au centre de cet immense front qui va de la mer Egée à la mer Adriatique. C'est le 14 septembre qu'il prend l'offensive, donnant une part importante à l'armée française, la plus rude à l'armée Serbe, comme il est naturel, puisqu'elle doit reconquérir son pays, utilisant pour le mieux les autres contingents. Sous une impulsion ferme et méthodique, chacun ayant confiance dans celui qui commande, le succès est complet. C'est bientôt la victoire totale. Les armées bulgares enfoncées se replient sur tout le front. De proche en proche tout le front s'effondre ; une armée entière est faite prisonnière. Rien ne résiste à l'armée serbe enthousiasmée ; elle ne connaît ni trêve ni repos, et, le 7 octobre, le prince Alexandre rentrera à Belgrade, sa capitale reconquise. Le 29 septembre le tzar des Bulgares demande l'armistice, qui est signé à Salonique.

Récapitulons. Il y a trois mois et dix jours, pas davantage, que le général Franchet d'Espérey est arrivé à Salonique. L'offensive a duré quinze jours. On trouverait peu d'exemples d'une œuvre ainsi accomplie. Le chef a franchi rapidement les étapes : méditation, décision, préparation, exécution. C'est qu'il était doué de ces deux attributs du chef d'armée, l'imagination et l'audace. En vérité il pouvait dire, comme autrefois César : je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu.

Vainqueur, il ne fut pas laissé maître de ses actes ; et la suite militaire des événements — car la guerre n'était pas finie — n'a pas été ce qu'il avait conçu. Il fit ce qu'on lui demandait : il entra à Belgrade, à Sofia, à Bukarest ; il alla en Hongrie ; il y parut en maître et y parla en chef. Il eut été, à travers l'Europe, le bon Lieutenant d'un Napoléon qui a manqué à l'Entente. C'est donc en Orient, c'est à Salonique, que la victoire a été déclenchée. Les événements dès lors se précipitent. Le 30 octobre, la Turquie cède par l'armistice de Moudros ; le 4 novembre, à Padoue, l'Autriche se reconnaît vaincue. Enfin le 11 novembre, à Rethondes, c'est l'Allemagne qui cesse à son tour de combattre. Certes il ne peut venir à l'esprit de

personne d'amoindrir le rôle et le mérite des armées en France, qui ont eu jusqu'à la fin la tâche la plus dure, en face de l'adversaire fort et énergique, persévérant et tenace. Mais c'est bien de l'Orient qu'est venue la victoire. Hindenburg, Ludendorf, le comte Burian, ministre des affaires étrangères d'Autriche, l'ont dit dans leurs mémoires ; l'histoire a recueilli et fixé leurs propos (1). Les traités de paix suivirent. Le 14 juillet 1919 eut lieu à Paris le défilé historique des armées alliées, suivant Joffre, Foch et Pétain, sous l'Arc de triomphe. Ce même jour, c'est à Constantinople que Franchet d'Espérey passait en revue ses troupes, avec les enfants des écoles françaises rapidement reconstituées.

Au mois de février 1921, il était nommé maréchal de France, avec Lyautey et Fayolle. Cette dignité suprême du maréchalat fut créée naguère par Philippe-Auguste, en 1185. La monarchie, l'Empire, disposant de cette haute institution, s'en firent honneur à toutes les époques. La république défunte n'y a rien compris. Elle n'avait pas compris, en 1914, que c'était aussitôt après la Marne qu'il fallait donner à Joffre le bâton de maréchal, à la fois pour affirmer la victoire, récompenser et encourager le vainqueur, convaincre et réconforter le pays. Après le triomphe final, elle disposait d'une loi, due à la Restauration, qui prévoyait que le nombre des maréchaux de France pouvait être porté à douze pendant la guerre ou à l'occasion de la guerre. Elle s'en tint à sept, le chiffre prévu pour le temps de paix ; elle ne songea même pas, par la suite, à remplacer ceux qui disparaissaient. Il y eut ainsi des oublis, des injustices. Des souvenirs, des noms nous reviennent à la mémoire, noms de vivants, noms de morts. Il faut décidément un régime nouveau, fort, solide et respecté, pour comprendre et appliquer, en dehors des intrigues et au-dessus des prétentions injustifiées, sans faiblesse ni ingratitude, des institutions de cette grandeur.

---

(1) C'est le 4 octobre qu'est parti de Berlin, à l'adresse du gouvernement fédéral à Berne, pour être transmis au Président Wilson à Washington, le premier télégramme du gouvernement allemand demandant l'armistice.

Le maréchal Franchet d'Espérey s'efforça de continuer à se rendre utile, selon sa noble devise : « servir jusqu'au bout ». Il fut spécialement chargé de l'inspection permanente de l'armée d'Afrique ; et c'est au cours d'une mission de cette nature qu'en 1933, en Tunisie, il fut victime d'un très grave accident dont il ne devait jamais se remettre. L'année suivante, il fut élu membre de l'Académie française, à la place du maréchal Lyautey. Autrefois l'Académie avait accueilli et reçu dans son sein des chefs d'armée ; elle s'était ensuite écartée de cette tradition. Il y avait eu cependant, au XIX[e] siècle, des faits mémorables, des conquêtes, des guerres victorieuses, des triomphes ; et pourtant ni le duc d'Isly, ni le duc de Malakof, ni le duc de Magenta ne firent partie de la haute et prestigieuse assemblée. Elle reconnut son erreur en accueillant les principaux artisans de la victoire de 1918.

Ce sont, avons-nous dit, les suites d'un grave accident, survenu dans le service, qui ont emporté, à un âge avancé, le maréchal Franchet d'Espérey. Il n'est pas douteux qu'il fut aussi gravement atteint et affecté par le désastre de la patrie. Son souvenir de la victoire, son tempérament guerrier, sa fierté française durent en être accablés. Il n'avait pas l'idée d'une pareille catastrophe. Peut-être aussi s'était-il fait illusion, comme beaucoup d'autres, sur l'affaissement de nos institutions, sur une décadence progressive et rapide, sur l'abandon du goût du travail, la chûte de la conscience professionnelle, sur les suites à prévoir d'un pacifisme prolongé, presque général, bien proche de l'antimilitarisme. Alors la déception dut lui être plus pénible encore.

Progressivement le mal s'aggravait. Il ne pouvait plus marcher, ni ensuite écrire ; la parole lui devint difficile ; mais la pensée était toujours claire, vive et forte. Et ceux qui ont eu l'honneur de le connaître, de lire ses derniers messages, savent que son énergie, sa confiance dans les événements et dans les destinées de la France sous le régime nouveau que la Providence lui a donné, ne furent jamais atteintes. Ainsi, sans qu'il s'en aperçut, la fin approchait, au milieu des siens, dans un admirable foyer familial et profondément religieux. Vers le

milieu de juin, il décida de quitter Albi pour aller s'installer au Château de Saint-Amancet. C'est là qu'il est mort, le 8 juillet, âgé de quatre-vingt-six ans, laissant derrière lui le souvenir et l'exemple d'une magnifique unité de vie, toute pénétrée d'une virile et noble énergie. Il fut le grand Soldat, le grand Chef, le grand Français. Commandant d'une armée alliée, sur un théâtre d'opérations particulier, victorieux, il a pris place dans l'histoire à côté des plus illustres et des meilleurs serviteurs du pays.

Général P.-E. BORDEAUX,
du cadre de réserve.

DES BOURGEONS SUR UN TRÈS VIEIL ARBRE

La restauration de l'ordre hiéronymite

Nous vivons un temps fertile en menaces, mais en promesses aussi, parfois même, déjà, en beaux « fruits », comme tant d'œuvres et de mouvements en administrent la preuve, à qui sait voir, du moins, et interpréter le donné social complexe... Et de très vieux arbres reverdissent, bourgeonnent, preuve qu'ils n'étaient pas morts et que, dans le grand duel chanté par l'Eglise au jour de Pâques :

Mors et vita duello
Conflixere mirando,

le Roi de la vie triomphe toujours, finit par triompher, malgré les apparences contraires :

Rex Vitae mortuus
Regnat vivus.

Etes-vous allé au Parral, ou mieux, pour donner une référence géographique satisfaisante, à Ségovie ? Je n'ignore pas que les voyages ne sont plus très faciles. Ceux qui sont obligés d'en faire, passeports, laisser-passer, tryptique en mains, en savent quelque chose ! Espérons toutefois, avec l'élève optimiste de « *Topaze* », que « ça s'arrangera », et partons à la découverte.

Ségovie, sœur d'Avila, ceinturée de ses quatre-vingt-six tours, fièrement campée à près de mille mètres d'altitude aux pieds du Guadarrama, comme l'autre à ceux de Gredos. Ségovie ? Une nef en marche sur l'océan pétrifié de la « *meseta* »

centrale. Un grand navire à l'éperon vainqueur qu'un orgueilleux château domine : l'Alcazar d'Abd-der-Rhaman III et d'Alphonse IV, Islam et Chrétienté réunis. Une nouvelle aporie de Zénon, à faire rêver tous les docteurs de Castille, de Salamanque à Alcala ! Ce navire atteindra-t-il jamais la ligne d'horizon ? fendra-t-il jamais ces houles figées ? s'engagera-t-il enfin dans les eaux, pourtant chantantes, du bruyant Clamores et du frais Eresma, qui se rejoignent à sa ligne de flottaison ?... Tout ne serait-il donc qu'immobilité ; rêve d'évasion sans issue, songe d'éternelle mais impossible aventure, au pays où Alphonse X, le *Sage* et le *Savant*, roi hardi et impolitique, ayant soutenu que la terre tourne autour du soleil, dut faire amende honorable devant le *tolle* des bonnets doctoraux ? *La Pieza del Cordón,* en ce même Alcazar, rappelle la défaite de ce mobilisme prématuré et la belle procession que le monarque, cordon de Saint-François aux reins, se vit obligé d'organiser pour expier sa fougue scientifique !

Ville de monastères et de couventins, où la vie semble s'être arrêtée ; ruelles étroites ou chemins de ronde, qui retiennent le nom d'un roi qui les hanta ; formes imposantes et défiant le temps. De la montagne, où l'on croit voir une « femme morte », étendue, provoquant le ciel de son front et de ses seins durs ; de l'aqueduc romain, marque impériale de pérennité ; de la cathédrale et de l'Alcazar, servis en grands seigneurs — l'ecclésiastique et le féodal — par la foule des moinillons-églises, et des pages-palais, tout ici se revêt de la chape du silence et se drape d'immobilité.

Descendons, vers le nord, ces pentes qui dévalent en sentiers capricieux, sous l'arc ruiné d'une porte ; entrons sous ces hautes ramures, qui font de Ségovie la seule ville verte, — mais combien verte ! — de cette région ; traversons la grand'route, le pont sur l'Eresma, remontons le versant d'en face. Nous y voici. C'est le *Parral,* « le lieu des belles treilles », où l'on vient anticiper sur la vendange et goûter les promesses du vin nouveau.

De longs murs gris ; une lourde porte, d'un bois massif,

qui semble inattaquable, et qu'il a pourtant fallu, ici, à droite, remplacer par une grande planche clouée, va-comme-je-te-pousse, à plein portant. Quelque évêque batailleur l'aurait-il fait enfoncer un jour pour vaincre la résistance de moines rebelles à la visite canonique ? Nous éviterons, tout à l'heure, de poser la question — inutile et indiscrète — au moine, apparemment centenaire, qui viendra nous ouvrir. Un monastère trapu, que nous devinons mal, derrière le masque de ses clôtures ; l'église, en revanche, bien visible : une haute façade, terminée en tour sans bienveillance, ocrée et chaude, où se découpent, tout en haut, les écussons des marquis de Villena, les fondateurs ; plus bas, le porche aux cinq voussures, qu'ornent des sculptures inachevées ou abîmées. Qu'importe : l'ensemble à lui seul est grandiose et s'impose au voyageur qui s'engage dans la cour d'honneur de l'église, terrain à paître les brebis, entre les murs hostiles à droite et, à gauche, la falaise où poussent de fines orchidées.

Montons-y. Voici que nous dominons le couvent : l'église de la fin du xve siècle, due à Juan Gallego ; les patios et les cloîtres, dont l'un reste entièrement ruiné tandis que les autres se reconstruisent ; les jardins, qui viennent mourir au bord de la rivière et que prolonge un beau bois, profond, ombreux, un « bois sacré » plein de mystère. Fray Luis de León, dans ses *Noms du Christ,* nous a décrit même jardin, mêmes frondaisons : celles de son couvent de la *Flecha* au bord du Tormés, près de Salamanque : « Le jardin était grand et bien planté d'arbres, encore qu'ils le fussent sans ordre aucun ; mais cela même était un charme pour le regard et surtout à cette heure et à cette saison ». (Un beau matin d'été !) Et bientôt ses personnages, « s'étant assis à l'ombre de quelques treilles, près d'une petite source d'eau courante, sur des bancs rustiques »... ; « ils avaient sous les yeux et tout près d'eux, une belle allée de hauts arbres, et un peu au delà, pas très loin, se voyait la rivière... »

C'est dans de tels lieux que des cénobies s'élevaient quand quelques âmes rêvaient de poursuivre Dieu à travers la poésie des choses. Le Parral avait déjà son ermitage de Prémontrés,

lorsque, en 1447, Juan Pacheco, marquis de Villena, ayant décidé de remercier Notre-Dame du Parral de l'aide qu'elle lui avait apportée, dans une lutte inégale soutenue contre trois ennemis qui en voulaient traîtreusement à sa vie, prit la résolution d'en faire un beau monastère et d'y appeler les Hiéronymites, dont l'ordre était alors en pleine splendeur.

C'est une assez curieuse histoire celle de la fondation de cette société monastique, que l'Espagne à peu près seule connaîtra, et qui sera, trois à quatre siècles durant, le plus grand ordre de la péninsule.

Au XIVe siècle, des ermites, venus de France et d'Italie, prenaient le chemin de l'Espagne, car le bruit circulait qu'un grand ordre allait y naître, gloire de Dieu et de l'Eglise. Un courant, plus ou moins spontané, s'organisait. On peut admettre que le point de départ initial fut Sienne et le groupe d'ermites, réuni, sous l'invocation de saint Jérôme, par le vénérable Thomas Succio. A la mort du Maître les disciples se dispersèrent, tels d'entre eux entraînant vers l'Espagne un petit contingent, que d'autres spirituels vinrent grossir. L'Esprit soufflait en tempête sur ces âmes, dont les anciennes chroniques nous disent les étonnantes pénitences, les rares vertus, l'immense amour pour Dieu. Il fallait pourtant une tête pour organiser cette société fragile. C'est l'Espagne qui va fournir les premiers chefs, vers 1370 : un chapelain royal de Tolède, Fernando Yañez ; et deux frères : *le camarero mayor*, Don Pedro Fernandez Pecha et l'évêque de Jaen : Alonso Fernandez Pecha. Les papes d'Avignon donnèrent des brefs et, sous la bure blanche, symbole de pureté, et le scapulaire brun foncé « couleur de la terre — terre de Castille ! — que l'on peut fouler aux pieds », marque de l'humilité, les premiers *Jerónimos* partaient à l'assaut des plus hautes « demeures » spirituelles.

Ils y réussirent et, comme toujours, la sévérité de la règle, la sainteté des premiers frères, contribuèrent à la vogue et à la splendeur de l'ordre. Tout y était fondé sur une vie d'oraison profonde, à travers la louange monastique classique de

l'office canonial, aussi magnifiquement réalisé que possible. Cette volonté de bien faire : chants, offices, cérémonies, fut toujours la caractéristique de l'ordre et les jeunes restaurateurs de 1941 y apportent, avec une bonne volonté émouvante, le même souci que leurs anciens.

L'étude n'était point bannie d'une journée claustrale pourtant très coupée — nous allions dire trop coupée — par le service divin et l'exécution des tâches matérielles. Théologie et Ecriture Sainte seront surtout les buts désignés aux efforts des *travailleurs intellectuels* de l'ordre, cependant que les *choristes non prêtres* pourront se spécialiser surtout dans les arts d'Eglise : architecture, peinture, musique, broderie, enluminure ; les uns et les autres, néanmoins, rejoignant chaque jour, quelques moments, les *frères convers* dans le nécessaire et saint travail des mains et du corps tout entier et dans l'exercice de la charité aux malheureux.

Tel quel, riche de valeurs opposées, donnant satisfaction à tous les désirs d'une âme en quête du plus haut service, l'ordre de saint Jérôme connut vite le succès. Son premier général, Fray Diego de Alarcón, sut orienter sa marche en avant et, dès l'an 1415, 25 monastères purent tenir un chapitre plénier à Guadalupe.

C'est à Lupiana, dans la province de Guadalajara, que l'ordre était né, mais bien vite, les ascétères s'étaient multipliés. L'Estremadure brillait avec N.-D. de Guadalupe et San-Juan-de-Yuste. Pendant que Ségovie voyait s'élever le Parral, Madrid s'enrichissait de San-Jeronimo-el-Grande, qui deviendra la basilique des rois.. Ceux-ci prenaient déjà conseil des Père de l'ordre : sous Henri II comme sous le triste Henri IV, de grands moines sont utilisés pour le bien commun : un fray Gonzalo de Illescas, évêque de Cordoue, ou un fray Alonso de Oropesa, écrivain distingué. Zurbaran, l'immortel peintre des Hiéronymites et de saint Jérôme en habit de l'ordre, fixera les traits énergiques du premier, en un tableau célèbre que conserve Guadalupe. La vogue des Hiéronymites croît encore sous les Rois Catholiques : fray Hernandez de Talavera, écrivain lui-même, est confesseur de la Grande Isabelle

et la Reine remettra entre ses mains expertes l'organisation religieuse du royaume reconquis de Grenade, dont il sera le premier archevêque. Le cardinal Cisneros veut des Hiéronymites comme gouverneurs des Indes. Charles-Quint, quand il se retire, las du pouvoir, du siècle et de la vie, va s'enfermer avec eux au monastère de Yuste : ce sont eux qui chanteront cet étrange office des morts, « *ante obitum* », que réclame le monarque pénitent. C'est chez eux que dut servir surtout cette discipline, teinte de sang, que Philippe II léguera à son fils, lui faisant remarquer combien celle de l'empereur son père était plus usée que la sienne propre... Et ce Philippe lui-même, qui confia la direction de sa conscience royale, royalement scrupuleuse d'ailleurs, au délicat biographe de sainte Thérèse, le Hiéronymite fray Diego de Yepès, ne voulut point d'autres moines pour peupler son Escorial. « Je veux, dit-il alors, bâtir ce monastère à la mesure des religieux de saint Jérôme » (« *a medida de los Jerónimos*), car il admirait fort l'austérité de leur vie, l'humilité de leur esprit, la valeur de ces hommes et, peut-être plus encore, la splendeur de leur culte : San Lorenzo de l'Escorial va leur fournir une scène digne d'eux.

Louis Bertrand nous a conté, dans un de ses meilleurs livres, auquel il tenait beaucoup, — il nous le rappelait peu de temps avant sa mort à Madrid, — l'histoire de cette étonnante et colossale fondation. Qu'elle ait été, au début s'entend, tout à fait du goût des bons moines, on pourrait en douter. Le lieu était sauvage et de male réputation quand le vent — ce vent dont nous subissons, à Madrid même, les derniers soubresauts — s'élevait de la montagne proche. C'était comme si le diable en furie eût voulu venger l'injure que lui faisait le défrichement d'une partie de son royaume. Les excellents religieux eux-mêmes n'étaient pas très rassurés quand soufflait ce vent infernal. « La procession des cadavres royaux », que le Habsbourg organisa pour honorer ses ancêtres et peupler son panthéon princier, n'ajouta pas à la gaîté du site. On eût déserté, si c'eût été possible : mais, avec un Philippe II, la résistance s'avérait inutile et peu à peu, et bientôt, sous la vigou-

reuse direction du père vicaire, fr. Juan de Colmenar, et du maître d'œuvres, fr. Antonio de Villacastin, le beau monastère s'éleva. La première pierre avait été posée en 1563 ; Philippe mourra dans son monastère, depuis plusieurs années achevé et glorieux, en 1498.

Ce fut vraiment, cet Escorial et ce siècle d'or, l'apogée de l'ordre hiéronymite. Philippe II avait voulu une « armée » de cent cinquante moines, priant, disant des messes, chantant des offices innombrables pour ses morts, pour lui-même, pour la grande œuvre catholique et impériale qu'il poursuivait. Il avait entendu grouper des prédicateurs, des théologiens, des exégètes, des artistes, des lettrés, créer un centre de lumières qui éclairerait le monde et répondrait aux calomnies réformistes, « une école normale de la liturgie et du cérémonial... une école des Beaux-Arts où iraient s'instruire des milliers d'artistes et d'artisans » (L. Bertrand : *Philippe II à l'Escorial*). On peut dire qu'il réussit, du moins qu'il n'échoua pas. L'Escorial a retenu quelques-uns des meilleurs historiens de l'ordre : un José de Siguenza, qu'Unamuno tenait pour l'un des plus purs écrivains de langue castillane, inspirateur des fresques de la bibliothèque, qui révèlent un « programme d'humanité au large horizon, qui réunit l'antiquité païenne et la chrétienne, le Moyen-Age et la Renaissance ; qui rapproche la mort d'Archimède et le concile de Nicée ; Zénon d'Elée et saint Augustin ; Orphée et David ; Ptolémée et Alphonse X de Castille » (Guinard : *Madrid*). Et encore un Juan de San Gerónimo, premier annaliste du monastère ; et ce constructeur génial que fut Villacastin, ex « *lazarillo* », « *picaro* » fait moine ; et ce jardinier, « Le Nôtre de l'Escorial », qu'était frère Marcos de Cardona ; et des enlumineurs, des brodeurs, des musiciens... Quarante chapes magnifiques permettaient à tous les prêtres d'être « parés » durant les cérémonies, que le Roi suivait attentivement, de sa stalle près d'une porte basse, dans le haut chœur ; ou de son lit de malade qui avait vue sur l'autel majeur. La musique était excellente ; les « *cantorales* » de l'ordre seront parmi ceux que la commission de réforme du chant d'Eglise consultera

attentivement : un Trujillo, un Ramoneda, un Soler ont une solide réputation de musiciens sincères et probes. Rien d'outré d'ailleurs en tout cela : l'ordre hiéronymite aimera faire le silence autour de lui et de ses fastes. Il freinera la roue de la Fortune et mettra une sourdine à la trompette de la Renommée. Sa discrétion « est quasi bénédictine ». Il ira plus loin, et nous ne savons ce qu'il faut penser de ce détail : il ne sollicitera la canonisation d'aucun de ses membres, ne voulant, pour ses morts, que l'oubli sous les pierres tombales qui forment les dalles de ses vieux cloîtres !

C'est ce grand ordre espagnol, purement espagnol (quelques rares fondations en France et au Portugal n'enlèvent rien à cette affirmation) que le XIX[e] siècle vit, sinon brusquement, au moins prématurément s'éteindre. Peut-être quelques divisions intérieures, apparues dès le chapitre de 1640, appelé « *el litigioso* », n'y furent-elles pas étrangères. Il végétait au XVIII[e] siècle, mais « le libéralisme » de 1835 lui porta le coup de mort. L'ordre de Saint Jérôme sombra, tenta de se relever : en 1854 à San-Lorenzo ; en 1884 à Guadalupe ; en 1922 au Parral. Chaque fois il joua de malheur. La dernière tentative de restauration, il va y avoir vingt ans, n'est pourtant pas à négliger et comporte plus de signes de vie qu'on ne pourrait, à première vue, le croire. Pourtant, dans la toute récente restauration, quelques survivants de la belle aventure se retrouvent à leur poste : un prêtre, et de vieux convers, figures de vitrail qu'on ne saurait oublier.



Rien ne prépare au recueillement du cloître comme le séjour dans une prison. Le Père Orti — neveu du philosophe Orti y Lara qui fut, en son temps, le pourfendeur des Krausistes espagnols — en sait quelque chose. Mais ce contemplatif, qui n'atteint pas la quarantaine, avait vécu dans le clergé séculier et dans l'action apostolique ses premières années de sacerdoce.

De brillantes études d'histoire à l'Université de Séville ; un doctorat, conquis devant celle de Madrid, l'avaient tout préparé à devenir le directeur d'une « *Residencia de Estudiantes* », qui était en pleine vigueur au moment du « *Movimiento nacional* », et qu'il reprit, à pied d'œuvre, dès 1939. Les étudiants revenaient, pressés de recommencer les études interrompues, enrichis aussi par l'expérience de leurs années de souffrance.

Que se passait-il ? Le Rme Père Prieur veut voir uniquement dans cette aventure qu'est la reprise d'une restauration monastique le souffle de l'Esprit. Et je suis bien d'accord avec lui sur le fond de la thèse. Mais je pense aussi que, portant au fond de son cœur — lui, fils de Jaen, d'où partit, jadis, l'évêque Fernandez Pecha, — l'idée de la reconstruction du grand ordre national de l'Espagne impériale, il sut, nouveau Lacordaire, nouveau Guéranger, faire vibrer l'âme de ses fils et leur insuffler le désir du cloître. Au terme d'une retraite qu'il leur prêcha, — petite Pentecôte des temps modernes — « ils s'en allèrent joyeux », rêvant de tout donner, sans réserve aucune, au seul Maître qui ne trahisse pas et qui paie au centuple. Les autorisations ecclésiastiques arrivèrent. Rome permit la hardie tentative de reconstruction ; Mgr l'évêque de Ségovie fut désigné comme administrateur apostolique et le Père Orti, admis à prononcer ses vœux avant les autres, prit, au printemps de 1941, la direction du premier couvent de l'Ordre restauré.

Il y a un an maintenant qu'ils vivent ainsi, dans une pauvreté admirable et une incroyable joie, la vie donnée dans l'amour. Le monastère s'en allait par tous les bouts quand ils le reprirent ; plus d'une fois, cet hiver, ils durent traverser la belle galerie qui couvre le grand cloître, et sur laquelle s'ouvrent les cellules, « en courant ou sous un parapluie ». Mais ils sont vingt-six, tous jeunes, sauf nos vieux et chers convers ; tous également forts — pas un malade de tout l'hiver ! — tous habitués au travail, capables de manier pelle, pioche ou truelle, et, presque tous, rompus aux meilleures disciplines de l'esprit : deux architectes, des ingénieurs des

ponts et chaussées, des licenciés ès sciences, sans parler des littéraires, moins utiles que leurs confrères scientifiques pour la reconstruction d'un édifice. Mais leur tour viendra !

Cette jeune équipe nous paraît riche d'espérances concrètes, positives. Son idéal n'a rien d'un songe creux. Ce sont des réalistes et des réalisateurs. Techniciens et spirituels ; hommes d'étude et combattants, ils apportent en dot à l'Ordre un admirable capital humain et, si des événements majeurs ne balaient pas cette nouvelle pépinière, je pense que, maintenant, « ça prendra ».

C'est chez ces moines qu'un groupe de Français est allé, ce printemps, faire deux jours de retraite. De tous âges : de 60 à 16 ans ; de tout rang : depuis de grands universitaires, d'authentiques savants, jusqu'à des élèves imberbes et sans diplômes, en passant par de jeunes professeurs et des étudiants de licence. Quelques femmes avaient suivi et, parmi elles, une grande sportive et de remarquables artistes, pour lesquelles, durant le jour, l'église et un tout petit bout de la clôture s'ouvraient. Quelle belle découverte : cette louange perpétuelle qui, recommençant à minuit, se poursuit à travers tout le jour, alternant avec les études et le travail manuel ; cette volonté de servir, à cette place, et dans l'ombre, par d'inhabituels moyens, la cause de la paix dans le monde et du bien des pauvres hommes déchirés ; cette espérance de refaire monter haut vers le ciel, pour que s'y reposent les grands vols lassés des âmes, l'arbre géant, jadis frappé par la foudre. Quand ces jeunes hommes seront devenus prêtres, docteurs, maîtres de la vie spirituelle, dans laquelle ils progressent vite, ces jeunes hommes qui ont su se battre et souffrir, quel beau travail ils feront ! Et comme cette pointe d'avant-garde de la spiritualité sera nécessaire demain, à ce monde, où il faudra de grands exemples et de véritables saints !

Mgr de Ségovie — qu'une brillante portraitiste de notre groupe croque, peut-être un peu cavalièrement, pendant qu'il monte la côte — nous dira, tout à l'heure, le vif intérêt qu'il

porte à cette audacieuse restauration. Presque chaque jour il vient assister aux vêpres conventuelles, s'enquérir des progrès, donner quelques précieuses indications. L'évêque et le prieur veillent au grain, en bons ouvriers du champ paternel ; et, le 2 juillet, ils auront l'immense joie d'admettre à la profession religieuse les plus anciens novices. Parmi eux se trouvera ce frère Moïsés de Zaragoza — les beaux vieux noms réapparaissent ! — qui fut, il y a deux ans, l'un de nos étudiants à l'Institut français de Madrid, aujourd'hui notre guide et notre cicerone.

De ma cellule, voisine de celle du prieur, je vois monter vers la ville l'assaut tumultueux des beaux arbres. A portée de ma main, s'érigeant des ruines du cloître, dit de l'infirmerie, les ombellifères croissent intrépidement, symbole de toute cette vie renaissante. Quand j'élève mes yeux, c'est le grand vaisseau amarré qui comble mon regard : le château, la cathédrale, la flèche svelte de San-Esteban, et, se groupant autour d'elles, d'anciennes maisons, qui me rappellent quelque coin d'Assise : ce n'est pas la seule ressemblance de Ségovie avec les vieilles cités italiennes ! Plus loin encore, en me penchant sur la gauche, c'est la tache bleu-sombre de la Sierra, que des neiges résistantes couronnent encore... O beauté des lieux respectés, paix des villes sans orgueil, et si nobles pourtant : Avila, Salamanque, Ségovie ! Vous seules savez encore engendrer les grandes vertus, témoins éternellement à charge contre les impures cités de métal ! Que Dieu en conserve beaucoup de ces humbles cités saintes, dans nos pays chrétiens, soumis à l'odieuse tentation de Babel !

Nous irons cette nuit à matines, en passant, dans le grand silence, sur les morts qui peuplent ces cloîtres. (Deux tombes récentes — 1929 — 1935 — barrent ma porte, gardiens vigilants). Nous entendrons, c'est l'Ascension, les belles leçons du jour et ce chant, déjà assuré, dans une liturgie déjà scrupuleuse. L'aumônier du groupe français aura l'honneur insigne et la joie de chanter au chœur l'oraison des laudes solennelles et de célébrer, au petit jour, la messe de communion des frères... Nous mangerons le plat de garbanzos ou

de lentilles, l'unique plat de chaque repas que l'exquise charité des moines fera multiple pour nous, dans le petit réfectoire, propre et pauvre. Nous prierons sous ces arceaux usés, dont les jeunes architectes réparent les brèches, et nos plus jeunes retraitants recevront, durant ces heures, des grâces d'éclairement qui leur semblent merveilleuses. « Père, venez voir le vieux frère ; le voilà qui prie pour le blé ». Le vieux frère, ébréché comme le monastère, édenté, cassé, est un perpétuel sourire d'oraison. Je l'avais remarqué, au réfectoire, mangeant sa pitance, mains jointes entre chaque cuillerée. Effectivement, mes garçons l'ont repéré au bon moment. Dans le patio central, planté mi-blé, mi-légumes, le voilà qui prie, comme en extase, sur le blé, le beau blé dru qui s'apprête à jaunir. Et puis il se tourne sur les choux et les carottes, et poursuit pour elles, sur elles, et sans doute avec elles, comme le poverello, sa candide oraison. Celle-ci finie, il tombe à mes pieds et baise, plein de foi, les mains sacerdotales. Il espère que j'amène au couvent une cargaison de novices. Qui sait jamais, sinon ici, du moins ailleurs ! Et il me chante les louanges de son ordre, mystique nacelle où, d'après lui, il faut embarquer beaucoup d'âmes pour les sauver. « Car cette vie, dit-il, elle passe, passe... » et son geste s'en va vers l'infini. « Mais l'autre, elle est pour toujours ». Et le geste s'arrête en un plané d'éternité. J'ai entendu souvent ces paroles, parfois même de la bouche de très grands prédicateurs. J'ai l'impression de ne les avoir comprises que ce matin, pendant qu'un pauvre frère jardinier reparlait pour moi l'évangile, au bourdonnement des abeilles familières du cloître mort et ressuscité !

On disait autrefois : « *Las huertas del Parral, paraiso terrenal* ». Les jardins du Parral seraient un paradis terrestre. Je n'ai aucun doute, en repartant, sur la vérité du dicton. J'ajouterai que le paradis terrestre a une saveur, un avant-goût de paradis tout court. Et le retour à Madrid, dans un train moitié omnibus, moitié marchandises, qui couvre en cinq heures cent kilomètres, n'est pas pour décourager notre optimisme.

Même là, dans la grande ville, il y a de beaux foyers de sanctification. Nos yeux seront mieux disposés à les reconnaître. Pour nous consoler de n'être plus chez les Hiéronymites, nous irons, le jour de la Pentecôte, à la messe et aux vêpres chez les bénédictins du prieuré de Montserrat, dans la rue San-Bernardo. La guerre a passé par là : Notre bon ami le bon D. José, l'ancien prieur, a été assassiné. Mais son successeur, D. Emilio, n'a rien perdu, au milieu des plus mauvais jours, de son surnaturel optimisme. Depuis la fin de la guerre il a essayé de faire de son église un centre de vie liturgique parfaite. Et il y réussit ! En coule et baguette en main, il range, avec une autorité que tempère un inaltérable sourire, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Il veut de l'ordre et de la discipline. S'il ne les obtient pas, il dit gentiment au récalcitrant : « Monsieur, Madame, n'oubliez pas qu'il y a tant d'autres églises à Madrid ! » Le chœur fait son entrée, le prêtre revêtu de la belle chasuble ample, qui fait vraiment par trop contraste avec la chasuble étriquée espagnole. Aux moines se joignent quelques « *monaguillos* », vêtus en moinillons bénédictins et qui, fils d'oblats, ne perdront rien de leur dignité durant tout l'office. Le chant s'élève : le propre exécuté par les religieux ; le commun : Kyrie, Gloria, Credo, Sanctus, Agnus, par la foule que le prieur a vraiment très en mains. C'est sobre et beau, et d'une piété solide qui émeut. Les vêpres constituent une innovation — on ne les chante pas ordinairement en Espagne — mais une innovation qui a l'air de vouloir se faire jour en plusieurs endroits. En tous cas les cours de liturgie, le mardi, et de chant grégorien, le mercredi, que D. Emilio donne à tous ceux qui veulent venir, constituent une belle école de formation liturgique dont, quelque jour, la capitale bénéficiera.

Qu'autour de tout cela des îlots de sainteté se créent, ce ne sera pas pour nous étonner. Une très grande soif de perfection se fait sentir au fond de beaucoup d'âmes ; un très grand appel vers les cimes se fait entendre. Et ces âmes, comme sous l'effet d'une prémotion divine, se rencontrent, se découvrent, s'attirent, se groupent. Des treilles spirituelles

sont en train de fleurir, *Parrales* divins, et le Vendangeur, quelque jour, pressera les grappes. Celui qui fait les âmes et qui les refait, tisse dans l'ombre les tentures éclatantes de ses éternels parvis...

Et notre sœur l'Espagne ne sera pas en retard, une fois de plus, pour cette renaissance spirituelle que le Pape Pie XII récemment annonçait.

Pierre Jobit.

LA CAPACITÉ DES ASSOCIATIONS DÉCLARÉES

Sa nécessaire extension

On ne saurait se le dissimuler, dès maintenant et bien plus encore lorsque la paix sera signée, pour travailler à la restauration morale et financière de la France, il y aura lieu de lutter contre un double danger : une crise d'étatisme et une crise économique aiguë.

La guerre aura fatalement développé la tendance croissante à l'ingérence de l'Etat, à son absorption de tous les services. Les circonstances auront multiplié les diverses sortes d'activité auxquelles il a été amené à se livrer en dehors de ses attributions régulières : on se sera habitué à le voir requérir toutes les ressources de la nation en matériel et en personnel, à s'occuper du ravitaillement, des transports, de la taxation des denrées, du contrôle des prix, des contingentements, de l'exportation des capitaux. Son intervention, même dans des conditions onéreuses et d'une opportunité discutable, n'étonnera plus. Cette substitution anormale aux initiatives privées ne se sera pas seulement révélée sur le terrain des intérêts matériels, elle s'étendra à la vie sociale et à la vie de famille. On en a constaté une manifestation à l'occasion des mouvements de jeunesse, et il a fallu la haute autorité du Maréchal de France, chef de l'Etat, pour s'opposer à des conceptions totalitaires si contraires à notre mentalité. Dans un admirable message adressé à la commission du Conseil National chargée de l'étude des questions de jeunesse, le Maréchal a déclaré : « Pas plus que nous ne voulons une jeunesse d'Etat, nous ne voulons une jeunesse unique : mais *nous voulons une jeunesse unie* ». Car « la diversité des mouvements de

jeunesse correspond à la variété effective des familles spirituelles en France ». Un exemple de nature à laisser déjà entrevoir le danger nous est donné par une loi qui malgré sa gravité a passé inaperçue, la loi n° 243 du 26 février 1942, publiée deux mois plus tard au *Journal Officiel* du 26 avril : le nouveau texte, sous prétexte d'un contrôle légitime, a entendu imposer une tutelle exorbitante sans précédent aux associations, fondations et institutions privées « fonctionnant dans le domaine de l'hygiène et de l'assistance avec le concours de l'Etat et d'autres collectivités publiques ».

Il ne faut pas se faire d'illusions : les bouleversements, suites fatales de la guerre, vont multiplier les besoins dans des conditions dépassant toutes les prévisions. Il est d'innombrables misères morales et matérielles auxquelles les organismes les plus perfectionnés d'assistance officielle ne pourront jamais apporter les soulagements nécessaires. Les systèmes les plus savamment organisés de prévoyance, d'assurances sociales, d'allocations familiales, de rentes pour la vieillesse, sont et resteront toujours insuffisants. Sur ce terrain, bien que le mot charité sonne mal à certaines oreilles, les conceptions de solidarité ne pourront jamais remplacer les initiatives privées et faire vivre les œuvres dans lesquelles, pour savoir gagner les âmes ou les relever, il faut donner l'exemple du sacrifice. D'autre part, comment assurer la reprise du développement scientifique, littéraire ou artistique ? Où trouver les ressources nécessaires ? Les impôts ont des limites qu'ils ne peuvent dépasser sans ruiner un pays. Le remède peut cependant se trouver à côté du mal : les époques des grandes souffrances voient en même temps éclore sur tous les terrains les plus généreux dévouements et les concours les plus désintéressés ; l'essentiel est d'assurer à ceux-ci des facilités pour s'unir et se développer au lieu de les entraver par des conceptions désuètes ou des craintes puériles.

Pour tendre aux buts désirables, l'association apparaît comme une nécessité : en même temps qu'elle peut être une véritable force conservatrice, elle est de nature à devenir pour l'Etat une aide précieuse allégeant le fardeau des charges publiques.

Il convient donc de rechercher comment cette force peut être utilisée et si la législation actuelle ne contient pas des lacunes qu'il y aurait lieu de combler.

I

Quand, à la suite d'une lutte séculaire, la loi du 1er juillet 1904 sur le contrat d'association fut votée, elle apparut comme réalisant un progrès considérable dans sa première partie consacrée aux associations autres que les congrégations : à la réglementation brutale et archaïque du code pénal de 1810 encore aggravée en 1834, elle venait, en effet, substituer le principe de la liberté. Désormais les associations pouvaient se former librement, sans avoir à solliciter d'autorisation, sans avoir même à se faire officiellement connaître par une déclaration si, dans ce dernier cas, elles ne prétendaient pas à la personnalité légale et à la capacité civile. Mais le législateur de 1901, comme épuisé par l'effort qu'il avait fait, hanté à cette heure par les préoccupations qui ont si malheureusement inspiré les articles 13 à 18 dirigés contre les congrégations, ne sut pas aller jusqu'au bout de la réforme préconisée par des jurisconsultes et des économistes clairvoyants : il mesura parcimonieusement la capacité qu'il reconnaissait aux associations et, selon une expression très juste, son erreur a été de ne reconnaître la liberté que dans la pauvreté.

Pour les associations déclarées, réglementées par le titre I de la loi de 1901, la capacité est, en effet, limitée à un double point de vue : au point de vue des modes d'acquisition et au point de vue des biens pouvant être possédés.

La loi n'autorise l'association à posséder que les locaux destinés à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres et les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose ; elle interdit de posséder des immeubles de rapport.

D'autre part, en dehors des subventions singulièrement théoriques de l'Etat, des départements et des communes,

l'article 6 de la loi ne mentionnait expressément qu'un mode normal d'acquisition : les cotisations des membres, avec un taux de rachat qui ne pourrait dépasser le chiffre de 500 francs, taux que la dévalorisation du franc rendrait aujourd'hui ridicule.

Il est clair que si les associations n'avaient pu se constituer licitement un patrimoine qu'au moyen des cotisations de leurs membres ou des subventions simplement théoriques des pouvoirs publics, leur rôle eût été singulièrement limité, pour ne pas dire annihilé : le bon sens et la pratique ont renoncé à une interprétation étroite, qu'on ne retrouve plus que dans de rares réponses données par des bureaux ministériels se bornant encore parfois à reproduire l'article 6 de la loi sans rien changer et sans rien ajouter. Quand ils sont interrogés, les jurisconsultes les plus autorisés n'hésitent plus au contraire à enseigner que la capacité juridique est une qualité spontanée appartenant en propre aux associations, puisqu'elle dépend de leur seule volonté manifestée par une simple déclaration à la préfecture, qu'elle n'est pas une simple concession et que, par suite, elle s'étend à ce qui n'est pas exclu directement par un texte. C'est ainsi que le Conseil d'Etat, quand il s'agit de concéder la reconnaissance d'utilité publique à une association, entend qu'elle justifie de ressources annuelles suffisantes provenant « des cotisations, des subventions, des dons manuels, des bénéfices réalisés à l'occasion des ventes ou fêtes de charité, quêtes, tombolas, de diverses rétributions perçues à l'occasion des services rendus par l'association, de la vente des insignes et des publications, des revenus des sommes mises en réserve ». (Ct. article de M. Puget, maître des requêtes au Conseil d'Etat : « La reconnaissance comme établissement d'utilité publique », *Musée social,* 1926, p. 29).

La Cour de Cassation, par un arrêt peu connu du 19 février 1935, a, de son côté, reconnu la légalité d'un procédé qui, sans enrichir directement une association, peut du moins avoir l'avantage de lui permettre parfois de se procurer immédiatement un capital qu'elle pourra rembourser par annui-

tés : une association pourra s'engager à servir une rente viagère à un tiers en contre-jartie de sommes à elle remises à cet effet (S. 1935, 1. 151, *institut Coué*). C'est là d'ailleurs un cas qui se présente rarement.

Plus importante est la disposition de l'article 9 de la loi des finances du 31 décembre 1935 qui, en soumettant les apports immobiliers faits aux associations pour assurer leur fonctionnement aux mêmes droits fiscaux que les apports faits aux sociétés, a confirmé la doctrine rappelée dans les *Exposés des motifs* présentés tant à la Chambre qu'au Sénat, sur la validité d'un procédé qui a déjà donné quelques heureux résultats : une réponse ministérielle publiée au *Journal Officiel* du 11 mars 1937 ayant reconnu que ce texte était applicable aux associations diocésaines, quelques églises et presbytères ont pareillement été l'objet de semblables attributions.

Cette liste des moyens d'acquérir paraît étendue : ce n'est là qu'une apparence : le seul procédé de nature à donner véritablement aux associations le moyen de s'assurer des ressources consisterait dans la faculté de recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires. Or sur ce point la solution n'est pas douteuse : toutes ces libéralités sont interdites ; elles sont nulles, de nul effet, et la nullité pourrait en être poursuivie par le ministère public ou par tout intéressé.

Dans la conception de la loi de 1901 — atténuée plus tard par une disposition d'une loi du 14 janvier 1933, pour une catégorie limitée d'associations qui consentiraient à sacrifier leur indépendance — il ne se trouverait, dans toute la hiérarchie administrative, aucune autorité capable de valider une libéralité ou d'accorder l'autorisation de l'accepter. En fait, chaque année, de nombreux legs restent sans effet, les testateurs, trompés par l'existence régulière d'associations déclarées ou d'associations diocésaines, ne s'étant pas rendu compte des restrictions inattendues apportées par la loi à leur capacité.

II

Si on veut que les associations puissent jouer véritablement un rôle efficace dans la reconstruction nationale, et dans bien des occasions exonérer l'Etat de charges écrasantes en se substituant à lui pour le dispenser d'intervenir, une réforme s'impose : il est indispensable que le droit de recevoir des libéralités leur soit reconnu, suivant l'exemple donné notamment par les législations belge et suisse.

Les dispositions restrictives de la loi de 1901 apparaissent aujourd'hui comme un anachronisme. On ne s'explique pas cette différence de régime avec les autres groupements. Les sociétés à but lucratif ont toujours pu recevoir à titre gratuit, sans aucune autorisation. Les sociétés de secours mutuels sont admises à recevoir des dons et des legs, même immobiliers, moyennant une autorisation administrative qui, en fait, semble largement et rapidement octroyée. D'autres groupements qui, en réalité, constituent des associations puisqu'ils ne comportent pas la répartition de bénéfices faits en commun, sont à cet égard traités comme des sociétés et bénéficieront de faveurs analogues. Tel sera, par exemple, le cas des sociétés ou caisses d'assurances agricoles constituées conformément à la loi du 4 juillet 1900, ou des sociétés coopératives de consommation de la loi du 7 mai 1917.

Mais ce qui est plus caractéristique, c'est la situation faite, antérieurement à la loi du 4 octobre 1941 sur la Charte du travail, aux syndicats professionnels : la loi du 12 mars 1920 avait consacré leur pleine capacité et affirmé leur droit « d'acquérir *sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux,* des biens meubles ou immeubles ».

Ainsi, pour les associations professionnelles, c'était la faculté d'acquérir librement, tant à titre gratuit qu'à titre onéreux ; d'acquérir aussi bien des immeubles que des meubles ; d'acquérir sans avoir aucune autorisation à solliciter. Pour elles, aucune limitation à l'étendue de la capacité ; aucune restriction résultant de l'intervention du Conseil d'Etat. Quand il s'agissait de syndicats, on ne mettait plus en avant l'argument tiré de l'intérêt qui s'attachait à protéger les familles,

ou à défendre l'Etat contre le péril de la mainmorte. Tout au contraire : une garantie exceptionnelle et d'ailleurs discutable venait protéger leur patrimoine : « Les immeubles et objets mobiliers nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à leurs cours d'instruction professionnels seront insaisissables » (art. 5).

Il ne semble pas que ces dispositions libérales aient donné lieu à des abus. Les syndicats ont prudemment évité de se constituer un patrimoine de mainmorte, qui eût, le cas échéant, rendu effective la responsabilité susceptible d'être encourue en cas de condamnations. Il n'y a guère que des syndicats ecclésiastiques ou d'enseignement privé qui aient recouru à ce moyen pour asseoir légalement la propriété de quelques immeubles affectés à leurs œuvres. Si la loi du 4 octobre 1941 a transformé le régime syndical, c'est qu'elle a procédé d'une conception différente, entendu grouper dans des syndicats uniques et obligatoires tous les membres d'un même métier, exerçant dans une même circonscription une même activité professionnelle : c'est aux comités sociaux qu'elle donne alors la capacité de recevoir des libéralités.

Pourquoi les associations désintéressées, charitables, scientifiques, celles qui tendent à satisfaire aux besoins intellectuels, moraux ou religieux de toute nature, continueraient-elles à être traitées en suspectes et régies par des dispositions dont l'effet tend à les empêcher de naître ou de se développer ? Hier encore un testateur aurait pu léguer un million à un syndicat pour lui permettre d'organiser des grèves : le legs eût été parfaitement valable et n'eût été soumis à aucun contrôle administratif ; mais si un testateur entend adresser sa libéralité à une association diocésaine ou à une association scolaire, le legs sera radicalement nul.

A la vérité une dérogation à la rigueur de cette règle a été apportée par la loi du 14 janvier 1933 sur la surveillance des établissements de bienfaisance privés, en faveur d'une catégorie d'associations, de celles « qui ont pour but exclusif l'assistance ou la bienfaisance ». Ces associations pourront accepter les libéralités « sous réserve de l'approbation par

décret en Conseil d'Etat », mais cette capacité se trouve singulièrement restreinte : l'autorisation ne pourra être accordée, en suite des enquêtes minutieuses auxquelles il aura été nécessaire de procéder, que si l'association accepte alors de se soumettre dorénavant à une tutelle administrative rigoureuse. En outre, l'association perdra le droit d'apporter librement à ses statuts les modifications que l'expérience et le temps paraîtraient rendre nécessaires. Soumise au point de vue de la surveillance au régime des établissements d'utilité publique, elle ne sera pas admise cependant à bénéficier des mêmes avantages fiscaux. En France, la charité n'aime pas à être enfermée dans des entraves législatives : elle a peu apprécié le présent que prétendait lui faire la loi de 1933.

III

A cette extension de la capacité que peut-on objecter ? Accorder aux associations déclarées la capacité qui avait paru très naturelle quand il s'était agi des syndicats professionnels, ce serait, a-t-on dit, leur faire une situation meilleure qu'aux associations reconnues d'utilité publique, puisque celles-ci ne peuvent recevoir de libéralités sans une autorisation administrative et sont soumises, d'autre part, à une tutelle que la jurisprudence administrative a étendue au delà des prévisions imposées par des textes législatifs.

Il serait aisé de répondre, tout d'abord, qu'il serait parfaitement raisonnable d'élargir la capacité de ces associations, de leur donner, en ce qui concerne les dons et les legs, un régime analogue à celui des établissements publics dispensés de la nécessité d'une autorisation préalable quand, les legs n'étant grevés ni de charges, ni de condition, ni d'affectation immobilière, ne donnent pas lieu à réclamation des familles.

Mais, sous réserve des réformes concevables pour le régime de ces établissements, il y a lieu d'observer qu'il peut être inopportun d'unifier le régime de toutes les associations en supprimant le bénéfice de la reconnaissance et, d'autre

part, qu'un certain régime de tutelle peut paraître légitime et souhaitable.

La reconnaissance d'utilité publique donne aux bénéficiaires un prestige particulier : cette étiquette est de nature à attirer la confiance et la sympathie de certains bienfaiteurs ; ces établissements réalisant mieux l'idée de la fondation durable et en quelque sorte assurée, et cela précisément en raison du mode d'administration de leurs biens, de la quasi-inaliénabilité de ceux-ci, du contrôle des autorités. D'autre part, si on redoute l'immobilisation des biens, leur accumulation indéfinie, un accroissement de la mainmorte immobilière, on conçoit qu'en raison de la stabilisation assurée à leur patrimoine, leur capacité comporte des limitations particulières.

Les mêmes raisons n'existent pas pour les associations simplement déclarées : pleinement libres d'aliéner même sans nécessité, celles-ci seront moins amenées à se constituer et à conserver un patrimoine excessif ; par ailleurs, leurs statuts faciles à modifier pourront mieux tenir compte des besoins qui évoluent et des intérêts qui se transforment ; avec elles on ne court pas le risque, signalé souvent avec exagération, d'arriver à un moment où un capital immobilisé ne servirait plus qu'à des œuvres devenues inutiles ou superflues.

Le danger d'une accumulation de richesses, concevable pour les fondations, est imaginaire pour les associations ordinaires. Une association ne vit que si elle a de nombreuses adhésions. « Lorsque le nombre de ses membres vient à décroître, elle s'étiole et tend à disparaître, écrivait M. Raymond Saleilles. Une association qui ne rendrait plus de services, dont l'objet ne répondrait plus aux préoccupations de l'opinion, ou qui ne saurait qu'imparfaitement atteindre le but qu'elle se proposait, serait bien vite délaissée. Elle s'acheminerait à la dissolution forcée. N'ayant plus assez de cotisations, il lui faudrait prendre sur son capital et entamer ses ressources ».

« ...aujourd'hui il est très rare que les groupements corporatifs cherchent à accroître leur fortune au moyen d'acquisitions immobilières... La fortune des personnes juridiques

sera de plus en plus une fortune mobilière. Ainsi la plupart des inconvénients économiques de la mainmorte n'existent plus » (1).

Au surplus, bien qu'une semblable restriction ait paru inutile au législateur de 1920 quand il s'est agi des syndicats, on pourrait concevoir une limitation raisonnable du patrimoine immobilier, et maintenir le principe de la nécessité d'une autorisation administrative, pour recueillir et acquérir ou conserver des immeubles qui ne seraient point nécessaires aux buts poursuivis, tels que des immeubles exclusivement de rapport qui seraient compris dans une libéralité testamentaire : il conviendrait alors d'admettre la possibilité d'un recours contentieux devant le Conseil d'Etat, appelé à statuer en fait et en droit sur les refus d'autorisation.

IV

Une autre cause qui actuellement gêne le développement des associations et entraîne à des combinaisons parfois fictives et compliquées, c'est la question fiscale.

On conçoit que les associations soient assujetties aux impôts de droit commun, contribution foncière, contribution mobilière, taxes locales chaque jour plus nombreuses. Leurs immeubles sont, en outre, atteints par la taxe de mainmorte qui s'ajoute à l'impôt foncier et constitue une lourde charge, représentative des droits de transmission entre vifs et par décès. Mais il reste un problème qui inquiète les associations réputées « poursuivre un but religieux à titre principal et prédominant ». Les biens de ces associations sont-il assujettis aux impôts exorbitants du droit commun établis contre les congrégations, communautés et associations religieuses par les lois des 28 déc. 1880, 28 déc. 1884, et 16 avril 1895 ? Au cours de la discussion de la loi du 9 déc. 1905 à la séance de la Chambre du 22 juin 1905, M. Caillaux a formellement déclaré que ces impôts ne devaient frapper que « les associations religieuses dissimulant des congrégations ». Seulement, comme il

---

(1) Saleilles, « *De la personnalité juridique* », (1910). P. 25 et 23.

n'existe aucun texte précis tranchant la question en dehors du cas des associations cultuelles, des réclamations ont parfois été tentées par certains bureaux d'enregistrement : il en résulte un malaise qui s'explique par la crainte d'interprétations extensives déterminées par les besoins du Trésor, d'autant plus que si le droit d'accroissement venait à être déclaré exigible, il ne serait prescrit que par trente ans, d'après la doctrine qui a cours. Il conviendrait de donner aux associations les apaisements nécessaires, en attendant la suppression de mesures fiscales dont l'origine remonte à des conceptions passionnées qui ne doivent plus avoir cours aujourd'hui.

Pour provoquer immédiatement dans l'intérêt général la création d'associations à buts charitables, cultuels ou d'éducation, une mesure au moins provisoire serait désirable : la réduction des droits de mutation sur les libéralités qui leur seraient adressées. Pour favoriser la constitution de sociétés commerciales ou l'emploi de leurs réserves, des textes ont accordé pendant quelques mois en 1941 une réduction temporaire à 0,25 %, y compris même le droit de transcription, des droits d'apports qui normalement sont de 3,25 % ou de 6,35 %. Pourquoi, pour encourager la constitution d'associations, le législateur ne réduirait-il pas les droits sur les donations et les legs pendant une période d'essai de quelques années, cinq ans ou dix ans par exemple ? La perspective de droits de mutation pouvant dépasser 50 % est nécessairement de nature à décourager : il est aisé de comprendre qu'en fait ces tarifs rendraient pratiquement impossibles la grande majorité des libéralités immobilières. Là encore l'Etat, même si sur le moment il encaissait des sommes moins importantes, retirerait bien souvent un avantage pécuniaire supérieur des services rendus.

V

Essayons de conclure :

Pour réparer les ruines causées par la guerre, il faudra les efforts et la collaboration de tous les Français.

Les associations désintéressées, charitables, d'assistance morale ou matérielle, les associations scientifiques ou d'enseignement, les associations religieuses ou diocésaines, d'une façon générale toutes les associations sans but politique et indépendantes du fonctionnement des services publics qui doivent toujours être respectés, apparaîtront plus que jamais comme une nécessité dans la société nouvelle. Pour répondre à tous les besoins, elles doivent être multiples et se constituer librement sans la contrainte et le monopole qui sont la négation de sa liberté et l'empêchent de produire ses heureux effets. A condition, bien entendu, de ne pas poursuivre des buts illicites, elles peuvent constituer non seulement une sauvegarde de la liberté de l'individu, un remède contre une centralisation à outrance qui annihile les citoyens, les détache des intérêts publics et fait considérer l'Etat comme la providence des intérêts privés, mais une aide puissante pour l'Etat exerçant ses attributions dans sa véritable sphère, un moyen précieux d'alléger les charges budgétaires accrues par la guerre d'une manière vertigineuse.

Mais il serait illusoire de compter sur les associations pour faire œuvre utile et décharger l'Etat des fonctions qui appartiennent avant tout à l'initiative des citoyens, si on ne leur facilite pas en même temps les moyens matériels de vivre et de posséder, au grand jour, dans des limites raisonnables. Actuellement leur activité est arrêtée par des restrictions désuètes au droit de posséder ; il faut de toute nécessité leur reconnaître le droit de recevoir librement des donations et des legs.

Auguste RIVET.

LE BESOIN DE DIEU
DANS LA PHILOSOPHIE DE L'ACTION

Georges Borrow, romancier et moraliste anglais du siècle dernier, raconte que, passant près d'un camp de bohémiens aux environs de Chester, ces gens le prenant à sa mine pour un ministre de religion le prièrent de s'arrêter et de leur parler de Dieu : « Monsieur, prêtre ou ministre, donnez-nous une bonne parole, donnez-nous Dieu ! ». — Je ne suis, leur dit-il, ni prêtre, ni ministre ; que le Seigneur ait de vous miséricorde ! je ne puis vous dire autre chose ». Mais comme il s'éloignait, jetant aux enfants quelques pièces de menue monnaie, une vieille femme lui cria : « Gardez votre argent. Nous n'avons pas besoin d'argent, mais donnez-nous Dieu ! Give us God ».

L'anecdote date d'un siècle, mais la demande de la bohémienne est humaine et de tous les temps. De bons juges estiment qu'elle n'a jamais été plus actuelle que de nos jours, quand l'ordre social est ébranlé, quand les lois et les traditions perdent leur vertu, quand une vieille civilisation chancelle et qu'on ne sait pas ce que sera celle de demain. C'est la même question que des cœurs inquiets posent aux maîtres de la pensée, écrivains, philosophes, romanciers : « Qu'avez-vous à nous dire sur Dieu ? Donnez-nous Dieu, c'est-à-dire quelque principe dominateur et divin, amour, puissance, sagesse, qui donne à notre existence un sens et une loi ».

La philosophie doit une réponse, expliquer ce besoin de Dieu et le satisfaire. Sa raison d'être est depuis Socrate d'apprendre à l'homme à se connaître lui-même. Connaissance de soi ; Bossuet ajoute : connaissance de Dieu et de soi-même, et la définition est encore socratique : soi-même c'est l'objet immédiat, le sens de la vie, le destin et le salut de l'âme, le bien propre de l'homme, et, s'il ne trouve pas la réponse en lui-

même et dans son univers, Dieu, quelque puissance souveraine et transcendante.

Et le recours à Dieu apparaît nécessaire. En fait on peut dire avec M. Blondel qu'il n'y a pas d'athées. Mais il y a des idolâtres. L'homme reconnaît un Dieu, l'établit au-dessus de lui-même, de la famille, de la cité et aussitôt s'occupe de le rabaisser à son niveau. Il a de la peine à supporter le mystère d'un absolu divin. Le rationalisme moderne est une telle idolâtrie, quelque subtile et savante qu'en soit la forme.

J'entends par rationalisme l'attitude d'une pensée qui prétend se suffire pour la solution de tout problème humain. Le sage veut bien se soumettre, comme individu, à une autorité transcendante ; il ne veut pas lui soumettre la « *raison* » ; la raison n'admet rien non seulement qui la dépasse, mais qu'elle ne puisse adéquatement expliquer. De tout fait humain ou « divin » elle exige une interprétation rationnelle, telle qu'elle puisse, de droit absolu, infailliblement en déterminer l'origine et la fin. Le rationalisme exclut donc à priori toute intervention divine gratuite, imprévisible dans la nature et dans l'histoire ; il ne veut rien devoir au libre don d'une activité créatrice. Il n'est pas cependant négation pure et simple de Dieu. Il peut conserver, et, en fait, le plus souvent conserve la catégorie du « divin » ; il peut reconnaître le besoin humain d'une religion, mais dans les limites de la « raison ». Que la religion soit rationnelle, que Dieu soit rationnel. Mais déniant à ce Dieu toute initiative de création, tout droit de révéler son mystère, toute intervention dans l'histoire de l'homme, il le découronne de son attribut propre, la transcendance, l'indépendance absolue, et sous un nom ou sous un autre il établit en sa place la raison elle-même, dernière idole et la plus décevante...

Cependant l'homme garde au cœur à l'égard du divin un instinct de conquête. « *Conquérir Dieu* », le désir et l'espoir ne sont pas tout à fait vains. Cette ambition de conquête, loin d'être de soi impie, est un élément essentiel de la religion. Mais la première condition de cette conquête est l'aveu de l'impuissance de notre raison, la soumission et la prière

car Dieu veut être ainsi conquis et donne à la prière la grâce de la conquête.

Quelle sera la part de la raison dans cette entreprise ? Faudra-t-il par un excès contraire l'en exclure et s'en remettre aveuglément à l'irrationnel d'une foi expectante du don divin et qui s'interdit de lui préparer les voies de l'esprit ?

Non, sans doute. La raison a son rôle, qui est d'expliquer ce besoin instinctif de Dieu ; de le justifier par l'insuffisance reconnue de notre nature créée à rendre compte d'elle-même et à s'achever. Par le fait même qu'elle doit reconnaître et qu'elle affirme une véritable *transcendance* du divin, elle s'arrête sur le seuil du mystère divin, elle doit reconnaître son propre inachèvement. Ainsi une enquête rationnelle, partie de l'inquiétude initiale instinctive, devra aboutir à l'inquiétude pleinement consciente et raisonnée. Ajoutons inquiétude salutaire et non sans espoir.

Au contraire une raison jalouse de sa souveraineté et qui, excluant tout ce qu'elle ne peut pas mesurer, tente une interprétation tout humaine et rationnelle du divin, manque l'humain aussi bien que le divin et aboutit au désespoir. Désespoir qui ne prend pas nécessairement une allure tragique, qui peut même prendre des apparences de sérénité, de contentement, simple renoncement à l'espoir, résignation à l'absurdité des choses, de la vie de l'homme, de l'effort humain.

En effet le domaine propre de la raison et qu'elle doit s'interdire de dépasser si elle veut rester souveraine, est temporel. C'est la vie humaine dans le temps. Or à qui reste sur le plan rationnel et temporel, la « méditation de vie » ne peut être, en dépit de Spinoza, qu'une « méditation de mort ».

L'existence dont nous avons l'expérience « n'a de sens, dit Heidegger, que par la mort ». Exister, c'est être engagé dans une aventure temporelle. Or toute affaire n'a de sens que par le terme entrevu. Toute entreprise est tendue vers l'achèvement. Or le terme ici est la mort et l'inachèvement nécessaire. Exister, c'est « être pour la mort ». L'état naturel de l'homme, s'il prend conscience du terme inévitable, est *l'angoisse*. Il n'y échappe que par la distraction. La leçon n'est

pas nouvelle ; c'est le *divertissement* dont parle Pascal. S divertir, se distraire de la pensée obsédante, désespérant de soi-même. Si l'homme, dit un poète moderne,

> Si l'homme pouvait être ivre toujours
> De boisson, d'amour, de bataille,
> Allègre je me lèverais au matin,
> Et je me coucherais le soir le cœur léger ;
>
> Mais l'homme n'est pas ivre toujours ;
> Il lui arrive de penser.
> Et quand il pense, ses mains se crispent
> Sur son cœur douloureux.
>
> (A. E. Housman).

Mais une âme vaillante refuse de se distraire ainsi de désespérer. Il faut regarder en face cette énigme de la vi

« Oui ou non, la vie humaine a-t-elle un sens, et l'homm a-t-il une destinée ? J'agis, mais sans savoir ce qu'est l'actio sans avoir souhaité de vivre... J'en aurai le cœur net. S'il y quelque chose à voir, j'ai besoin de le voir. J'apprendr peut-être si, oui ou non, ce fantôme que je suis à moi-mêm avec cet univers que je porte dans mon regard, avec la scien et sa magie, avec l'étrange rêve de la conscience, a quelq solidité ».

Ainsi s'exprimait Maurice Blondel à la première page d sa thèse sur l'*Action.* Cette philosophie de la vie qu'il anno çait ainsi, il l'a reprise depuis, complétée, éclairée et affe mie dans sa magistrale trilogie de la *Pensée,* de *l'Etre* et d *l'Action.*

Traitant du besoin de Dieu (1), après avoir montré la r dicale impuissance du rationalisme à expliquer ce besoin à le satisfaire, je ne pouvais mieux faire qu'esquisser, à suite du philosophe de l'action, quelle doit être l'attitude la raison devant le grand problème divin de la vie humain C'est tout le dessein des pages qui suivent. Je ne me suis p

---

(1) Cet article donne la substance d'une conférence faite à Vichy en septemb 1941, la dernière d'une série sur « *La Raison et le Divin* » ; les trois premiè étaient sur l'attitude *rationaliste* chez Spinoza et deux penseurs contempora Alain et Léon Brunschvicg.

interdit, et je suis sûr que le maître ne m'en fera pas un grief, d'illustrer la doctrine par quelques réminiscences d'auteurs anciens, avec qui je suis plus familier ; non seulement de Platon, mais aussi et surtout d'Aristote, dont certaines formules, si on leur donne tout leur sens, semblent annoncer la philosophie de l'action.

Cette philosophie n'est pas un système, c'est plutôt une histoire et une dialectique vivante.

Philosophie de la bonne inquiétude, de l'homme qui ne se résigne pas à vivre en vain, de l'âme qui ne trouve pas son propre secret en elle-même, et le cherche au delà.

Philosophie, c'est-à-dire enquête rationnelle et d'une raison très exigeante, aboutissant à l'aveu d'une réalité transcendante, d'un Absolu auquel tout est suspendu ; l'être et le connaître, la pensée et l'action, la vie et son destin...

Philosophie d'une raison qui « ne boucle pas », qui doit reconnaître qu'elle n'est pas la mesure du destin de l'homme, parce qu'elle n'est pas la mesure du divin.

Philosophie, dialectique de l'inachèvement nécessaire sur le plan rationnel et terrestre.

Philosophie de la *transcendance.* Mais la méthode peut être dite d'immanence, c'est-à-dire que son point de départ est dans la conscience, la raison profonde de l'activité humaine, de ses exigences et de son progrès.

En ceci j'ose dire qu'elle est simplement socratique. Socrate avait-il un autre besoin que d'amener l'homme à se rendre compte de son « âme », à réaliser son plus intime et nécessaire vouloir ?

L'Action ! le titre même de la thèse étonna et même scandalisa. De bons esprits s'alarmèrent. On soupçonna un dessein anti-intellectualiste, pragmatique, *l'action* opposée à la raison, à la pensée, et Blondel s'en prenait en effet à une certaine suffisance de la raison, au rationalisme, non à la raison elle-même.

Il aurait pu, contre cette attaque, mettre son œuvre et ses intentions sous le couvert de l'autorité d'Aristote, le théoricien de l'Acte.

Que nous dit ce Maître de la *Philosophia perennis ?*

« Dans notre monde de diversité changeante, tout, dans le détail des choses et dans l'ensemble, doit être interprété par le rapport (besoin, tendance, appel) à la plénitude et à la perfection de l'être. Perfection de l'Etre absolu, c'est « *entéléchie* » ou repos dans la pleine possession de soi. Mais c'est aussi « *energeia* », acte, activité, vie. Comment concilier, au sommet de l'être, activité et repos ? Par la distinction de deux sortes d'activité, l'une de tendance et de mouvement vers une fin extérieure, l'autre qui est une fin en soi. A la limite, et la limite est ici la réalité de l'Etre absolu, l'Acte pur, l'intensité infinie de l'agir est aussi bien immobilité et repos. Et cet agir est « *Pensée de sa pensée* ». C'est une telle activité qui définit Dieu, l'Acte pur, l'Un qui donne son unité relative à toute chose et à l'ensemble des choses, Acte pur dont tout dépend, à qui tout est suspendu, toute existence, toute activité, qui attire tout à lui comme objet d'amour.

En deçà de l'Acte pur, tout être est mêlé de potentialité. Il tend vers l'achèvement de sa forme propre, et cette forme même implique tendance vers une forme supérieure. Car il y a dans la nature continuité d'effort et de mouvement, de la potentialité pure ou pure indigence d'être à l'Acte pur ».

Tel est le tableau de l'être esquissé ou du moins suggéré par Aristote. Tous les termes sont de lui, sinon la synthèse. Et M. Blondel attire justement l'attention sur le sens dynamique de la théorie de l'Acte :

La distinction rationnelle entre puissance et acte « a besoin d'être comprise non pas seulement comme une formule servant de passe-partout verbal et d'explication générique mais inopérante ; car sa signification réelle et vivifiante consiste à nous introduire dans l'universelle et singulière activité réalisatrice des êtres selon leur dépendance à l'égard de la Cause première ».

Mais Aristote, trop purement théoricien, trop spéculatif, observateur plutôt qu'acteur, génial mais trop désintéressé de la vie universelle, n'a pas fait la philosophie de l'action. Il ne lui manquait pour la faire que le « *cor irrequietum* » de

saint Augustin, et, je puis bien dire, de Platon, ou s'il a eu quelque inquiétude, songeant au mystère de la vie et de la mort, il l'a tenue bien secrète. Pour lui la plus haute forme d'activité, la plus haute vertu qui suffit au sage et le libère de tout souci de vie pratique est la science et la contemplation. Il se contente pour lui-même de cette participation à la pensée divine éternelle et bienheureuse que l'homme peut goûter par instants.

L'action telle que l'entend Blondel ne s'oppose donc pas à la pensée. Elle la suppose, et même, prise au sens d'activité intégrale, elle comprend la pensée. Penser, être, agir, il faut distinguer les termes mais non pas les isoler. Il faut reconnaître leur causalité réciproque. Agir est être, et être sans agir ne se conçoit pas. L'action est réalisatrice de l'être. La pensée est la plus haute forme de l'action, mais on ne doit pas l'isoler de l'activité opérante (« *poiein* » et « *prattein* ») que le sujet exerce sur lui-même et sur les choses. La pensée s'achève en action, est éclairée sur elle-même par l'action.

Précisons le sens et les données du problème.

La nature de l'homme comme de tout vivant est bien définie par Spinoza : L'effort de persévérer dans son être, « *conatus in suo esse perseverandi* ». Ajoutons « *et suum esse perficiendi* », effort de réaliser son être. Car à vrai dire, l'homme comme tout vivant terrestre *est* et *n'est* pas ce qu'il est. Il l'est d'autant moins que son ambition d'être est plus haute et plus vaste. Il est essentiellement changeant. Il « oscille entre l'être et le non-être » ; il n'est pas, il devient. Ou selon le mot de Pindare, sa nature est de devenir ce que d'une certaine manière il est déjà.

« Ce que tu es, travaille à le devenir ».

Dès à présent, dès sa naissance, ce qui constitue son être, l'unité subsistante de sa diversité mouvante, le principe réel qui demeure identique de la naissance à la mort, qui constitue proprement le « lien substantiel » de cette nature, c'est une relation vitale spirituelle à la pleine réalisation de son être ou à ce que Socrate appelle son Bien unique, le bien de l'âme, relation qu'il nous faut bien concevoir, comme une volonté

première et essentielle dont l'individu, divisé en lui-même par les désirs et les passions diverses, pourra bien s'indigner comme d'une chaîne ; qu'il peut contredire et renier, mais qui n'en demeure pas moins immuable à travers tous les démentis des vouloirs contraires ; ce qui faisait dire à Socrate de l' « heureux » scélérat, du tyran capable de satisfaire tous ses honteux désirs, jouissant en paix du fruit de ses crimes : « C'est le plus malheureux des hommes. Il fait ce qu'il ne veut pas, *il ne fait pas ce qu'il veut* ».

La question à résoudre est donc : quelle est cette volonté foncière, unique, persévérante ? — et ce que l'homme veut ainsi, peut-il l'achever par ses ressources naturelles, a-t-il en lui-même le secret et la puissance de son bien.

Le point auquel Blondel veut nous amener par sa dialectique, c'est que l'effort humain n'achèvera jamais la destinée humaine. L'enquête doit se terminer par un appel à la réalité transcendante, cause créatrice à la fois efficiente et finale de sa nature et de sa volonté. C'est au-dessus du temps, dans l'Absolu et l'Eternel, qu'elle trouvera son assiette, sa plénitude et sa solidité.

C'est la conclusion de saint Augustin méditant sur le temps et « les temps de l'homme ».

Votre miséricorde, ô mon Dieu, s'est abaissée sur nous, ma vie est dispersion et tension (entre le passé qui n'est plus, l'avenir qui n'est pas encore) ; mais votre droite m'a saisi par Jésus le médiateur entre vous qui êtes l'Un et nous qui sommes multitude et chacun perdu dans une multitude d'objets... pour que je me recueille de mes jours anciens, pour me mettre à la suite de Celui qui est l'Un éternel, pour que, transcendant le temps qui s'écoule, non plus distendu entre passé et futur, mais tendu vers l'éternité qui demeure, j'entende la voix de votre louange et contemple votre félicité qui n'est pas à venir, qui ne se perd pas dans le passé, mais qui *est*.

Cependant mes années s'écoulent dans les larmes. Vous, mon Dieu, mon consolateur et mon Père, vous êtes éternel, et moi je m'égare dans mes temps dont j'ignore l'ordre... mes pensées se déchirent en diversité tumultueuse en attendant

que je me fonde en Vous, purifié, liquéfié dans le feu de votre amour.

« *Et stabo atquė solidabor in Te, informa mea veritate tua* ».

Avant d'exulter dans ce terme béatifique, il nous faut suivre une voie austère, la dialectique de l'action, logique vivante qui part du fait nécessaire de la volonté profonde, qui en cours de route, quand la conscience s'éveille aux appels divers et contradictoires des biens finis, engendre la liberté, nécessite à chaque pas l'option entre la satisfaction d'un désir terrestre et l'action orientée vers le Bien, qui au terme, par la nécessité de la Volonté essentielle, éternellement comblée ou frustrée, fixe la sanction du libre choix.

Mais auparavant il nous faut répondre à une objection préjudicielle. La vie a-t-elle un sens ? Et la vie est-elle bonne ? Nous avons supposé une nature, une volonté essentielle, une fin de toute chose et de la nature humaine en particulier. Mais qui nous assure que le monde a un sens, que l'homme n'est pas une créature de hasard, un faisceau accidentel de tendances diverses de valeur égale ou toutes également dénuées de valeur. Ou peut-être la vie n'est-elle que l'erreur d'une volonté perverse qui a voulu sortir du néant bienheureux de l'inconscience ? Si l'action n'a aucun sens, la vie n'a aucune importance autre que la jouissance de l'instant, ou si la vie est une erreur, si le néant est le bien, quoi de plus vain que cette philosophie de l'action ?

Dilettantisme et pessimisme, on peut démontrer que l'un comme l'autre se résout en acte et en doctrine de l'acte, mais doctrine qui porte son ennemi en elle-même, car nier la valeur ou le prix de l'agir, c'est encore agir et manifester, qu'on le veuille ou non, une volonté de vivre et une idée de ce que doit être l'effort de la vie.

Je passe sur cette partie préliminaire de l'œuvre de Blondel... Aussi bien, nos plus sérieux adversaires, les plus sincères, s'accordent avec nous sur ce point que la vie est chose sérieuse... et qu'il y a un sens et un bien de la vie.

Quel est ce bien vers lequel une volonté qui est le fond de

ma nature espère nécessairement. Qu'est-ce que, consciemment ou non, je ne peux pas ne pas vouloir ?

La pensée.

« Toute la dignité de l'homme consiste dans la pensée ». L'homme se réalisera-t-il par la pensée ? Par elle atteindra-t-il le divin ? Par elle et sans sortir de lui-même pourra-t-il combler son essentiel besoin de Dieu ?

Ou la pensée impuissante à se réaliser sur le plan rationnel lui révélera-t-elle une transcendance divine ? Et qu'est-ce que penser et bien penser ?

C'est, peut-on dire, juger et juger souverainement :

« Notre destinée, dit un maître, est de chercher à rapprocher notre jugement de ses conditions d'intelligibilité, de façon à ce qu'il puisse de plus en plus se fonder sur lui-même et trouver en soi la réalité qu'il affirme ».

Le type de ce jugement est, ajoute-t-il, le jugement scientifique ; l'affirmation d'un rapport nécessaire entre deux termes. Toute l'histoire spirituelle de l'humanité est dans le progrès de la science, science positive et science idéaliste ou pure, science dont Platon a conçu le type et qui, après un long interrègne de réalisme ou de science de choses, a retrouvé conscience d'elle-même avec la méthode et la physique de Descartes.

Il faut bien en comprendre le sens. Elle n'est pas matérialiste, utilitaire, dominatrice de la nature pour la faire servir à nos besoins et par là nous asservir plus étroitement à la matière.

Donnons-lui son véritable objet qui n'est autre que l'Esprit ou Dieu même. Elle doit s'achever en religion et en mysticisme de l'Esprit... Pour elle la réalité concrète existante, instable et contingente est à la fois le moyen nécessaire de réalisation, un stimulant et un obstacle. Elle s'exerce sur le réel concret pour l'abolir progressivement et se créer elle-même à ses dépens. Elle tend à substituer au monde de l'expérience un système de lois, un monde d'intelligibilité pure.

Comment ce progrès, admirablement décrit par M.

Brunschvicg, coïncide et se confond même avec le progrès de la conscience morale, c'est ce que l'on comprend moins. Son Dieu impersonnel et immanent, l'Esprit ou la pure raison scientifique, se désintéresse et nous invite à nous désintéresser de ce *conatus in suo esse perseverandi* qui était le point de départ de notre enquête du divin, de tout effort vital, de toute fin et de toute valeur personnelle en nous-mêmes comme dans les autres.

Le dessein cependant est légitime de trouver en nous, sinon la pensée absolue, la pensée pure, divinement souveraine et indépendante, du moins un rapport à cette pensée, même une ressemblance, une analogie si lointaine qu'elle soit. Ne renonçons pas à exercer par l'esprit la vie éternelle et divine. Brunschvicg est ici d'accord avec Aristote pour nous donner ce généreux conseil. Pour Aristote comme pour Brunschvicg, le terme du progrès de la conscience est divin. Le point de départ est indigence pure ; le terme est la pensée pure. Notre âme intellective, dit Aristote, n'est rien, mais elle peut et elle veut devenir toute chose. Et M. Blondel, dans une formule équivalente mais plus précise : le but est de

« Réaliser notre être en réalisant les êtres et l'être en nous ». Remontons à l'origine de cette pensée en quête d'absolu, à sa préhistoire. Avant la conscience, avant la vie même, la pensée est immanente aux choses, présente dans tout être, idée-force, ordonnatrice non extrinsèque comme l'idée d'une machine construite par un ouvrier humain, mais réelle au plus intime de l'être : une âme obscure des éléments, telle l'âme des cristaux, donc Ruskin, dans « *Ethics of the dust* », nous dit l'effort vers la forme parfaite, les vertus et les défaillances.

Des corps bruts à la vie, de la vie à la conscience, il y a continuité et discontinuité de la tendance vitale, progrès dans la complexité et l'unité de l'ordre, éclosion soudaine de la vie, ensuite de la spontanéité animale qui annonce et prépare la pensée consciente.

Celle-ci semble éclore de la complexité des forces vitales, lumière nécessaire pour diriger l'action et choisir la route

dans la diversité des orientations possibles, mais sa fonction dépasse l'ordre biologique. Aussitôt née, elle conçoit obscurément le dessein de domination universelle. Elle est faite pour devenir et posséder toutes choses et par là se posséder elle-même, enfin se réaliser pleinement dans l'indépendance absolue de l'Esprit ou de la Pensée pure. Tel est le sens de la formule d'Aristote. Telle l'ambition de la pensée non pas téméraire, mais naturelle et nécessaire.

Mais n'étant rien à l'origine, elle doit s'enrichir de tout ce qui l'entoure ; elle est tributaire de toute créature. Elle n'est pas cependant simple réceptivité, écho, reflet ; elle juge ce qu'elle reçoit, elle l'assimile et ainsi le transforme en sa propre excellence d'esprit. Assimiler, réaliser en soi les valeurs éparses dans les choses, les purifier, les parfaire, les unifier dans la simplicité de l'esprit comme le poète :

Qui donne un sens plus pur aux mots de la tribu, et fait du commun langage la langue même des dieux ; ainsi la pensée interprète le langage inconscient de la nature, en exprime la valeur spirituelle et le traduit en la plus divine essence qui est sienne, qu'elle découvre et réalise à mesure.

Mais pourra-t-elle atteindre le terme désiré de sa pleine réalisation ?

Saint Thomas ne le pense pas. Notre intelligence, enseigne-t-il, est la plus infime dans l'ordre de l'esprit. Elle est raison, « *ratio* ». Si son objet adéquat est l'être, tout ce qui est, son objet immédiat est la chose sensible, le moins être ; faible, discursive, dépendante des conditions du donné sensible, l'espace et le temps, elle chemine à l'ombre de cette expérience vers la pleine clarté de l'*intellectus* ou de la pensée intuitive ; elle en approche indéfiniment, par ses propres forces elle ne peut l'atteindre. Ses concepts, abstraits de l'expérience, ont valeur d'être mais n'expriment qu'une analogie très lointaine avec l'Etre absolu.

Blondel arrive à la même conclusion par une belle analyse du mouvement de la pensée. L'esprit, dans son entreprise de devenir les choses, a deux démarches opposées et complémentaires, l'une analytique, abstractive, conceptuelle,

« noétique », qui tend à créer un ordre de concepts et à définir les lois des essences, — l'autre « *prospective* » et concrète, connaissance directe de l'individuel et du mouvant, de ce qui se fait et qui doit être, saisie de l'être dans son devenir. Ce n'est pas *intuition* mais ce qui en approche le plus, connaissance par sympathie intelligente, anticipation, divination.

Cette double démarche pourrait se résumer en cette formule : *Aliquid est ; Quid amplius ?* Il y a quelque chose ! Concevons-le exactement autant qu'il est possible ; exprimons-le en termes clairs et, pour ne le perdre, classons son essence définie dans l'ordre des genres et des espèces. Opération non seulement utile mais nécessaire et valable comme connaissance. Mais l'objet une fois défini, il ne satisfait pas : il est autre chose que sa définition ; il est plus et il est moins ; il n'est qu'imparfaitement l'idée que le concept désigne, il n'est pas achevé, il n'est pas clair, il ne peut « être » vraiment. Mais il vit, il tend à dépasser l'idée claire que la raison s'en fait ; il veut être autre chose et mieux.

En résumé, connaissance notionnelle, nécessaire, spirituelle, et d'un grand prix, mais qui abstrait de l'existence et des richesses de la vie, qui immobilise le mouvant, qui fixe prématurément le devenir, et connaissance directe, intime et réelle, celle en qui se vérifie le mieux la définition aristotélicienne et scolastique : « *actus communis cognoscentis et cogniti* », la coïncidence parfaite du sujet et de l'objet dans le même acte, ou encore cette « *conscious communion* », dont parle Newman, que l'âme délivrée du corps voudrait avoir avec l'ange. Cet acte commun autant que nous pouvons le réaliser est une quasi-identification avec la vie, une divination de sa voie. Mais elle reste conjecturale et toujours insatisfaite, laissant l'esprit inquiet en deçà du plus intime secret de l'être.

L'idéal auquel il tend est l'objet perçu dans sa loi et dans son ordre et dans son originalité vivante, incommunicable, une intimité dynamique dans la clarté de l'idée. Idéal impossible ! La pensée analytique ne peut fixer le devenir, la pensée concrète et prospective n'est jamais intuition, et quand elle arriverait à coïncider sympathiquement avec son objet,

elle participerait à son devenir, elle ne connaîtrait pas ce qu'il est dans la pensée du créateur, ce qu'il doit être. Si lucide et si pénétrante qu'on la suppose, la pensée comme son objet est toujours en voie de réalisation impatiente et ignorante du terme. Nous n'avons pas et nous ne pouvons espérer la contemplation platonicienne des Idées, ni la vision en Dieu des archétypes des choses.

Nous devrons nous contenter de ce que Platon appelait l'*opinion droite :* un noyau de certitude et une large frange de conjecture et de doute. Et cela par l'imperfection de l'objet aussi bien que par celle de notre esprit, l'un comme l'autre étant dans le devenir. Seule une pensée créatrice peut connaître son objet, ce qu'il est au plus intime et ce qu'il doit être ; *veritas est factum,* disait Vico ; ce que l'on traduit : la vérité n'est possédée qu'autant qu'elle est faite par l'esprit.

Et cependant notre pensée garde cette invincible ambition de « devenir tout », de s'égaler à tout, de tout pénétrer et dominer par la connaissance. Et il lui semble qu'elle a en elle-même quelque participation de la pensée créatrice. Elle juge les choses *sub specie aeternitatis,* elle possède des lois du réel, des principes absolus du vrai et du bien, *rationes aeternas.* Mais dans cette possession elle doit encore avouer sa dépendance. Les lois qu'elle impose aux choses, s'imposent à elle-même, elles sont autres qu'elle-même, elle ne les a pas faites, et elle ne trouve rien ni en elle ni en dehors, rien à quoi ces principes dans leur sens et leur valeur positive s'appliquent parfaitement. Ce sont lois de l'être et toute notre expérience est mêlée de non être, ou comme dit Aristote, participe à l'être dans une très pauvre mesure. Rien sans doute de ce qui existe dans le temps ne contredit le principe d'identité « un être est ce qu'il est » ; mais il échappe à ses prises, puisqu'il *n'est* pas mais *devient.* A cette objection héraclitienne qu'Aristote se posait, il ne trouvait d'autre réponse que d'inviter son adversaire à regarder au ciel le vrai domaine de l'identité, les corps célestes incorruptibles. Et cela peut-être ne suffisant pas, « il faut leur persuader, disait-il, qu'il y a une certaine nature absolument immuable ». C'est-à-dire, si je l'entends bien : « l'être est identique de droit, mais cette identité que

l'esprit exige ne se vérifie que dans l'Absolu ». Tout ce qui existe hors de l'absolu n'est être que par participation. Il tend à l'identité comme il tend à l'être.

Et Blondel :

« Notre pensée pose l'être des données expérimentales, elle affirme une unité intelligible, une substantialité dont elle n'a pas l'intuition ni en elle-même, ni dans les choses, mais seulement l'exigence et l'anticipation innée. Elle dit de l'objet : *c'est*, quitte à constater que ce n'est pas comme il devrait être, que ce *n'est* pas assez ».

Nos « *rationes aeternae* » sont donc principes de droit, non de la réalité, telle que nous l'expérimentons.

« Ils sont la pensée même, dit Blondel, en tant qu'elle cherche à se connaître et à se justifier elle-même. Il ne s'agit donc pas de principes régulateurs, encore moins d'extraits empiriques, ou d'une déduction intellectuelle ; il s'agit de vérités réelles qui, ne trouvant pas à s'appliquer intégralement aux objets ou au sujet dont nous faisons l'expérience, hors de nous ou en nous, sont affirmés et en même temps nécessaires à tout l'ordre empirique ».

Notre esprit ou du moins notre pensée spéculative, notre intellection n'a ni en soi, ni en dehors de soi de quoi s'achever. Elle domine les choses sans pouvoir jamais les pénétrer, en assimiler toute la valeur. Comment pourrait-elle espérer de combler sa plus haute ambition de devenir Dieu, de s'éterniser en se divinisant comme l'y invite Aristote, devenir pensée pure ou entrer en communion consciente avec la Pensée pure qui est Dieu.

Le texte d'Aristote porte « *athanatizein* », s'immortaliser, exercer l'immortalité, mais tout le passage indique une participation à la vie divine. Et toujours sage, pour corriger ce que l'expression peut avoir de téméraire, il ajoute : « autant qu'il nous est possible ».

Ailleurs il reconnaît que ce que Dieu, l'Acte pur, réalise dans son acte éternel, nous ne pouvons l'espérer pour nous-mêmes que dans quelques instants très courts. Un cours suffisant de vie mortelle occupé à la recherche du vrai et traversé

par quelques éclairs d'immortalité, c'est toute la béatitude à laquelle nous pouvons prétendre.

Aristote me semble ici à la fois encore ambitieux et trop modeste. Il se résigne trop vite à la mortalité. D'autre part il méconnaît la nature et l'infirmité humaine en lui proposant comme idéal une pensée contemplative qui nous libérerait ou tendrait à nous libérer des conditions humaines de la vie sociale et privée, de toute obligation et de toute fonction étrangère à la pensée « pure ».

Nous avons vu que la pensée, par sa double démarche abstractive et prospective, était condamnée à rester toujours en retard sur elle-même sans jamais arriver à se posséder. Ajoutons qu'elle ne le peut pas, si elle se borne au « connaitre », à la spéculation. Connaître pour connaître, ce n'est qu'un aspect de l'action pleinement humaine. La pensée ne s'éclaire et ne s'affirme que par l'action ou l'opération effective, en elle-même et hors d'elle-même. Penser : devenir toutes choses. Mais pour cela il ne suffit pas de les contempler, il faut converser, agir avec elles.

Le penseur qui n'est que penseur est un homme incomplet et un penseur incomplet.

L'action.

« Le dernier mot de toute vie consciente et besogneuse d'infini et d'immortalité est de penser, de vouloir et d'aimer, toutes fonctions qui convergent et qui doivent s'accorder dans l'action ».

Si la pensée pure n'achève pas notre destin, l'action intégrale l'achèvera-t-elle ? Non assurément sur le plan temporel. Elle s'exerce dans un milieu trop borné, quand ce serait l'univers, et dans un temps borné, alors qu'elle exige l'infinité dans son objet et dans sa propre réalisation.

« Il est impossible de ne pas reconnaître, de ne pas éprouver l'inadéquation de tout ordre immanent où se déploie notre action à la capacité et aux exigences de notre vouloir

et de notre agir. Il est donc nécessaire de chercher au delà la véritable et suprême fin où tend tout l'effort humain ».

C'est ce que doit montrer la dialectique de l'action. On ne peut évidemment donner ici qu'une très brève et pauvre esquisse de cette enquête de logique vivante et de ses conclusions.

Il y a, disions-nous, un déterminisme de l'activité humaine aussi rigoureux que celui des concepts. Le fait du libre arbitre n'y contredit pas. Bien au contraire, la liberté naît de ce déterminisme. La complexité croissante de la vie, le nombre et la diversité des tendances amènent logiquement l'apparition d'un pouvoir ordonnateur et directeur, la conscience. Or dès que l'esprit prend connaissance de lui-même par la conscience des mobiles qui l'agitent en sens divers, il ne peut concevoir clairement un mobile, le définir, le transformer en raison d'agir, sans le distinguer d'autres mobiles et d'autres motifs. Par le fait même qu'il définit les motifs et les compare, il les domine et, les rapportant à un idéal d'un Bien qui n'est que bien sans défaut, sans limitation, il se sent libre à l'égard de tout motif particulier.

Il lui faut librement choisir. Aucun bien fini en lui-même ou dans la conception que l'esprit s'en fait n'étant de nature à le déterminer, il doit se déterminer lui-même, et c'est la liberté.

Du commencement au terme de sa carrière mortelle, le problème vital est pour lui, en toute occasion de détermination personnelle, de choisir d'accord avec sa volonté essentielle, et, dans le conflit des désirs, de vouloir ce qu'il veut et qu'il ne peut pas ne pas vouloir, le bien de sa nature d'homme. Mais ce bien de pleine réalisation, il ne le voit pas, il n'en a pas l'intuition présente ; il sait seulement la voie, à mesure qu'il avance la conscience morale lui dit le pas qu'il faut faire. Il peut ne pas le faire, prendre un autre chemin, opter pour un bien immédiat qui flatte sa passion du moment. Mais la logique de l'action n'est pas violée par le choix contraire à la volonté profonde. Celle-ci n'est pas abolie, elle reste inflexiblement tendue vers le bien ultime et nécessaire ; que

l'homme choisisse pour ou contre elle, elle demeure en lui pour le combler ou le condamner.

Et sans attendre l'issue finale où l'âme sera gagnée ou perdue, le mauvais choix entraîne un sens d'abdication, de dégradation. Au contraire si j'agis contre les inclinations opposées, dans le sens du Bien, que *je veux*, je prends conscience de l'accroissement et de l'expansion de mon être spirituel. Ainsi à chaque pas, je suis mis en demeure d'opter pour ou contre moi, et chaque option m'engage dans la voie de mon Bien ou hors de cette voie jusqu'à l'option suprême qui doit sceller mon salut ou ma perte.

Cependant cette fin ultime et ce que doit être ma pleine réalisation reste enveloppé d'ombre jusqu'au bout. Quel est le terme de mon devenir où reposera ma volonté ? « *Nondum apparuit quid erimus* », mais chaque pas éclaire ma route. Toute action bonne est source de lumière pour aller plus avant, et la bonne conscience trouve en elle son témoignage qu'il est bien ainsi, et l'espoir qu'à la fin, d'une manière qu'elle ne peut concevoir, tout sera bien absolument.

Si ce terme est caché à la raison naturelle, la dialectique de l'action marque la direction de l'activité conforme à la volonté essentielle, les étapes successives de son progrès. Ce progrès est bien dans le sens qu'indiquait Aristote parlant de la connaissance : « *fieri omnia* », s'accroître, se grandir, devenir toute chose, non en rapportant tout à soi, mais en se répandant hors de soi par le désir efficace d'un bien qui dépasse les limites étroites du bien-être individuel, un amour qui se donne un objet de plus en plus large, au delà même de l'humanité. « *Prius est vivere* ». Le premier effort avant toute conscience de bien et de mal est vers la conservation et l'accroissement de l'être physique. L'enfant est innocemment et nécessairement égoïste, ou égo-centriste. Il rapporte tout à son bien-être et ne s'étonne pas de tout recevoir sans rien donner. Cependant ne discerne-t-on pas chez lui, avant même l'éveil de la pensée distincte, un désir de converser, le sourire d'amitié sans arrière-pensée, l'instinct même et le geste du don ?

Une étape décisive est quand l'adulte se rend compte

qu'il ne peut vivre non seulement sans l'aide des autres, mais sans se dévouer au bien des autres.

« L'homme ne se suffit pas. Il faut qu'il agisse pour les autres, avec les autres. Il ne peut arranger par soi seul les affaires de sa propre vie » (Jowett, *Sermon sur Pascal*). « Le premier besoin de l'homme est son bien individuel, le second le bien de tous, le troisième l'amour de la justice et de la vérité » (*Action*, II, 229).

S'oublier, se dévouer au bien d'un autre, c'est la condition de sa propre réalisation.

« L'égoïsme nous aveugle, c'est en sortant de sa vie repliée sur soi, en nous attachant ailleurs qu'en nous, que nous nous possédons le mieux. L'enfant ne vit encore que pour soi et c'est pour cela qu'il n'est pas en soi » (p. 220).

C'est ce que suggère le mythe platonicien du Protagoras. La sagesse industrieuse, mère des arts, que Prométhée donna à l'homme avec le feu dérobé du ciel, sagesse utilitaire et individualiste, ne lui suffisait pas pour assurer sa sécurité. Il fallait pour qu'il survécût, qu'il fût capable de s'unir à son semblable, et par cette union de lutter efficacement contre la nature ennemie. Zeus y pourvut par un double présent. Il mit au cœur de l'homme deux vertus, la justice et la pudeur (*aidôs*), c'est-à-dire ce respect mutuel qui fait qu'on a honte devant les autres de faire ou d'avoir fait le mal. Un Kantien dirait : l'estime de la dignité humaine en soi-même, et dans les autres ; disons mieux encore : l'amour mutuel, l'amitié.

Ainsi l'homme devint sociable, et par une société d'estime et d'amour de plus en plus étendue, il devint plus homme, il réalisa de mieux en mieux le vœu de sa volonté profonde.

La société conjugale la première ne s'explique pas par la seule passion sexuelle, mais devient la famille, création d'amour et de dévouement. J'imagine, c'est un autre mythe, celui-là inspiré par Kipling, quelque ancêtre préhistorique méditant, au retour de la chasse, sur cette étrange et merveilleuse chose : le foyer, le « home », cet abri sylvestre qu'il s'est aménagé pour lui-même, sa femme et l'enfant. Quel est,

se demande-t-il, le maître de tout cela, de la grotte, des meubles, des premiers serviteurs, le chien et le cheval, quel est celui qui se sert de tout cela et qui rapporte tout à son propre bien. Ni lui ni sa femme, mais bien plutôt l'enfant. Homme et femme se donnent beaucoup de peine l'un pour l'autre et pour un troisième, le plus faible qui reçoit tout et ne rend rien. Et cela, pense-t-il, est bien ainsi. Il en est plus à l'aise, plus heureux, plus homme, plus lui-même. Il se sent devenir « quelqu'un », une personne. Mais il ne le sera parfaitement que dans la *Cité*.

La Cité est autre chose que la famille ou même la tribu agrandie. C'est en un sens une création de l'homme répondant à son besoin d'expansion, création si belle en apparence, si complète, qu'il est tenté de la prendre pour l'œuvre humaine suprême et le terme de son activité sociale. Création, disons-nous, invention, mais nécessaire, étape normale du déterminisme de l'action, marquant un nouveau progrès vers l'achèvement de l'homme parfait, développant des activités nouvelles et de nouvelles vertus.

La Cité ceinte de murs, plus efficacement protégée par la ceinture spirituelle de ses lois librement consenties, librement obéies, expression de la volonté commune et de la liberté. Le citoyen se dévoue à la Cité, pour elle il peut choisir allègrement de mourir. Cependant elle est toute ordonnée au bien du citoyen. Par elle et par sa subordination consentie, il est homme plus parfait, il pense plus noblement, son être spirituel s'accroît. En lui se réalise la Cité.

« Le citoyen, dit Blondel, c'est la Cité vivante ». « L'Etat, c'est moi », disait ce monarque, et je ne sais dans quel sens il le disait, s'il voulait marquer son pouvoir absolu ou son dévouement absolu, mais tout citoyen peut aussi bien dire : « La Cité ou la Patrie, c'est moi ! »

Un autre, un révolté :

« Rome n'est plus dans Rome, elle est toute où je suis ! » Coupable d'accaparer ainsi la Cité, il lui rend ce témoignage de ne pouvoir vivre que par elle. Le bon citoyen dirait : « Rome est dans Rome et elle est toute où je suis, pour la vie

ou pour la mort, je la porte en mon cœur ». Sparte est dans le cœur de Léonidas et de chacun des Trois Cents, aussi vivante qu'à Sparte. Où la Cité se réalisera-t-elle autre part que dans la conscience de chaque citoyen ?

Le but de la Cité n'est pas seulement de rendre la vie plus facile, c'est un haussement et un enrichissement des âmes dans l'unanimisté, et selon le mot du poète, un « échange de joies ». « Qu'ils échangent des joies » ; qu'ils se rendent heureux les uns les autres : telle est sur Athènes la bénédiction des Euménides, dans le grand poème d'Eschyle. Unanimité de joie ! cela est admirable ! mais le vétéran de Marathon ajoute « *l'unanimité dans la haine* ». Et cela paraît à certains un caractère essentiel de la Cité, comme si elle ne pouvait exister sans ennemis et donc sans haine. La Cité est ceinte de murs, elle est « close ». Tout l'homme en dehors de l'enceinte est réputé étranger et ennemi possible. En est-il vraiment ainsi ? La Cité ne pourrait-elle vivre sans cette haine sacrée de l'étranger ? Ses murs marqueraient-ils un terme de l'expansion du cœur humain et de sa volonté ?

Nous sommes arrêtés ici par un conflit au moins apparent entre deux maîtres. Quoique la Cité ou la patrie marque un temps d'arrêt, Blondel estime que la même volonté dont elle est issue tend à reculer indéfiniment les limites de l'amour mutuel vers une société de plus en plus élargie et enfin vers la société humaine universelle ou un amour effectif qui embrasse et unisse toute l'humanité. La « Cité des hommes et des dieux », disaient les Stoïciens, et « dieux » peut s'entendre des hommes eux-mêmes. S'il est vrai qu'en fait, trop souvent, l'homme est un loup pour l'homme, il est foncièrement plus vrai que l'homme est un Dieu pour l'homme. Le progrès de la conscience l'amène à reconnaître ce qui fait la personnalité. Certes, Bergson affirme avec autant de force cet idéal de l'humanité comme société universelle, mais la conception d'un tel idéal serait, d'après lui, le fait d'un individu, d'un héros, en opposition au principe qui a fait la Cité. Il y aurait ici dans l'évolution créatrice de l'humain comme une brisure nécessaire, un conflit de

forces, brisure d'ailleurs et conflit provisoires, avec prévision d'une refonte et d'une plus haute synthèse. Mais la Cité de soi est *close.*

Cela est vrai en tant qu'elle est une association d'intérêts et de défense. Mais elle est autre chose, et Blondel pense justement que c'est la même tendance humaine qui fait la famille, la Cité, et la Cité de plus en plus agrandie, la patrie, mais qui ne peut être contenue dans son expansion par aucune barrière d'intérêt ou de crainte. Et ce principe est *l'amitié* ou d'un autre beau nom et qui dit tout : *l'humanité,* l'amour de l'homme pour l'homme, le besoin de converser avec son semblable sans autre but que de cette « conversation », penser et sentir ensemble. De cela on pourrait apporter plusieurs témoignages, même de l'antiquité païenne.

Si la Cité est close par nature, le cœur du citoyen devra être inhospitalier comme la Cité. La haine de l'étranger ou tout au moins la méfiance serait donc un article essentiel de la morale civique. Le beau et malheureux vers d'Eschyle « *stugein mia phreni* » sur la haine unanime, semble apporter un confirmatur à cette théorie de la Cité close. Mais il y a d'autres vers et d'autres exemples. « Notre cité, disait cet autre grand Athénien qu'Eschyle n'aurait pas désavoué, est ouverte à tous, prodigue de ses trésors ; elle veut être une école pour toutes les cités ».

Telle coutume hellénique, la « proxénie », témoigne du besoin d'union de patrie à patrie. Un citoyen d'Athènes, de Thèbes ou de Sparte pouvait sans blâme demander ou recevoir un droit de cité honoraire dans une autre cité. Il y avait même de tels pactes d'amitié entre Grecs et barbares, tel que celui que rapporte et approuve Xénophon (ce bon Athénien laconisant, type de la vertu hellénique moyenne) entre Agésilas et le fils du Satrape Pharnabaze.

J'accorde que l'antiquité païenne n'a pas réalisé la « société des nations ». Je crois que le commandement du Christ : Aimez-vous les uns les autres, faites du bien à vos ennemis, était un commandement nouveau. Mais il répond à un appel au plus profond du cœur de l'homme.

Tant que subsiste une haine ou une défiance, le cœur humain est à l'étroit. Mais qu'il réalise en lui-même comme le saint cet amour universel, qu'il arrive à réaliser en fait la société des nations, une fraternité universelle respectant l'originalité des nations diverses comme la Cité celle des individus, la volonté de l'homme serait-elle enfin satisfaite ? Toucherions-nous au terme de l'action ? Blondel ne le pense pas. Le dynamisme de l'action nous porte au delà de tout idéal réalisable dans l'espace et le temps.

« Rien de ce qui est humain ne m'est étranger ». On pourrait bien ajouter : Et rien de ce qui n'est qu'humain ne peut me satisfaire.

Toute ambition humaine domine et dépasse l'objet qu'elle se définit. L'action ne peut avoir pour terme ultime où il lui soit loisible de se reposer, l'homme ni aucun groupement humain, famille, patrie, humanité. Tout cela qui est dans le temps ne peut s'achever dans le temps. Il se fait toujours, il est toujours à faire.

Dans toute œuvre, l'homme veut faire de l'éternel, éterniser de l'humain. Il agit, il veut, comme il pense, « *sub specie aeternitatis* ». Il lui faut, pour être ou se croire heureux, se leurrer d'une perpétuité :

Exegi monumentun aere perennius...
Quod non imber edax, non aquilo impotens
Possit diruere, nec fuga temporum.

Fuite du temps, fuite d'un espoir jamais comblé.

Debemur morti, nos nostraque...

Il est inutile d'insister sur ce leurre poétique, d'une immortalité humaine... Mon œuvre me survivra, je survivrai en elle. je lègue mon nom au panthéon de l'histoire ». Je survivrai... quelque temps comme le pharaon dans son tombeau inviolable, indestructible ; le temps a fui, et le tombeau a été violé, le pharaon-momie enlevé transporté dans un musée, exposé à la curiosité des savants et, les jours de fête, du public vulgaire. Est-ce là l'immortalité qu'il rêvait ? La postérité plus ou moins lointaine n'aura cure de nos œuvres et la posté-

rité elle-même est vouée à la mort. Pour la race humaine, pour la planète comme pour l'individu, exister, c'est être pour la mort ; on ne peut se distraire de cette angoisse. Qu'est-ce que l'univers entier pour garder un dépôt d'immortalité ? Quand les étoiles tomberont, quand la terre tournera inerte et glacée, quand notre soleil sera éteint.... mais d'autres soleils brilleront encore, d'autres s'allumeront. Et que nous importe ! ils s'éteindront à leur tour.

Banale méditation de la mort ! mais salutaire, si elle réveille en nous l'exigence de l'immortalité, si, comme pense Blondel, elle nous est un garant d'immortalité.

« Si nous n'avions pas un sens métaphysique pour placer derrière tous les phénomènes qui se succèdent et disparaissent, une réalité permanente, nous ne saurions concevoir une survie, ni même une mort au sens que nous donnons à ce mot. L'idée de la mort n'est possible, n'est réelle que par la certitude implicite que nous avons de l'immortalité » (*Pensée*, I, p. 245).

Tout doit périr, mais cet esprit qui compte « les temps », qui domine donc le temps, ne veut et ne peut périr. Ou l'existence, la pensée et l'action de l'homme n'ont aucun sens. Or nous ne pouvons pas ne pas agir, ne pas affirmer une valeur, un sens de l'action et de l'existence.

Dans un poème de Robert Browning, le maestro Abt Vogler vient d'improviser sur l'orgue et d'édifier avec des sons « un palais de musique ». On l'admire, on l'applaudit, puis on se distrait avec autre chose. Mais il écoute à peine ce qui se dit. Il est triste. Eh quoi ! l'orgue à présent se tait, où est le palais d'harmonie ? Ce n'était que la suite ou l'accord de sons fugitifs. Englouti dans le silence, voué à la mort, à l'oubli, comme toute chose mortelle. Mais cette création spirituelle, cette structure musicale de beauté, qu'a-t-elle à faire avec le temps, avec la mort ? C'est chose divine comme toute pensée, toute œuvre de beauté. Or du divin on ne peut dire qu'il sera, ensuite qu'il a été, *il est*. Fait de pensée d'homme, d'instruments humains et de leurs voix, qu'importe ; il faut qu'il demeure. Et comment, si ce n'est dans une Pensée éternelle ? Ou pourquoi pensons-nous l'absolu ?

Comme la pensée humaine, ambitieuse mais tâtonnante, incertaine dans l'ombre des images, tend invinciblement vers la Pensée pure dont elle est un reflet vacillant, ainsi l'action humaine créatrice, indéfiniment expansive, veut rejoindre le pur « agir », l'Acte pur, absolu diffusif de lui-même. Elle ne peut se satisfaire en deçà, et il est trop manifeste qu'elle ne peut réaliser ce pur agir dans sa condition temporelle. Toute tentative de divinisation immanente est vaine et conduit au désespoir. Le divin en elle n'est pas possession mais toujours exigence. Il faut qu'elle dépasse le temps, qu'elle invoque et qu'elle affirme un Absolu pour s'y soumettre et s'y suspendre, elle et son œuvre ; ainsi peut-elle espérer de trouver sa propre stabilité et pérennité. La dialectique de l'action s'achève sur cet aveu d'inachèvement, cette affirmation de la transcendance nécessaire. Réaliser le divin autant qu'il est en nous, c'est le conquérir par cet aveu et cet appel.

La preuve de Dieu.

Notre dialectique aboutit à l'affirmation de la transcendance du divin.

« Analysant toutes les données positives, les déficiences, les aspirations de la pensée, du vouloir et de l'action dans les êtres contingents, l'examen rationnel aboutit à la nécessaire affirmation sans laquelle nulle autre ne serait consciente ou concevable ».

L'homme pense au delà de ce qu'il peut concevoir, l'élan de son action dépasse ce qu'il peut réaliser. Il veut au delà de ses volontés particulières dans le temps ; il est moins qu'il ne voudrait être ; par son exigence, il est plus qu'il ne paraît être. Nécessairement inquiet, insatisfait, son indigence foncière, ou, comme l'exprime Blondel, son « *indigente transcendance* », appelle un absolu auquel il rapporte et suspend son être et son univers, dans lequel il trouve le secret de son existence et de son destin. Ainsi l'achèvement de notre nature sur le plan terrestre et temporel postule une transcen-

dance réelle. Ce n'est pas conjecture, espoir, mais affirmation et certitude.

Est-ce vraiment certitude ? La transcendance du divin est-elle prouvée ? On objecte : besoin n'est pas preuve, n'a pas la nécessité contraignante d'un argument apodictique ; si le sentiment de notre indigence évoque Dieu comme souverainement désirable, il ne dispense pas de le prouver. La raison refuse d'abdiquer ; elle ne veut se rendre qu'à la nécessité d'une conclusion rigoureuse d'ordre rationnel et non sentimental ou volitif. Il est désirable que Dieu soit. Est-il vraiment ?

On peut répondre : la transcendance n'est pas simplement affirmée, elle est conclue ; non pas à partir d'un besoin quelconque, mais d'un besoin qui est une nécessité vitale. Il y a donc nécessité d'affirmer Dieu, nécessité rationnelle, non de raison abstraite, mais de raison vivante. La dialectique de l'action aboutit à la transcendance rationnellement, on pourrait dire scientifiquement, par une application de *la méthode des résidus*. Il faut agir ; vivre, penser, c'est agir. Agir humainement en vue d'une fin. Or tout ce que je peux imaginer et concevoir de simplement humain, tout ce que mon action peut réaliser s'est trouvé foncièrement inefficace, incapable de répondre à mon instinct vital. Mon vouloir être n'a pu être satisfait... Dans la vie, dans la mort, il reste en mon âme un vide que seul un idéal divin peut combler. Il faut à l'homme un tel principe, dès qu'il prend conscience de l'essentielle déficience de son être spirituel. Il le lui faut pour que la vie ait un sens ; l'option lui est offerte entre l'absurdité de la vie et un absolu dont la vie tout entière dépend. Or il ne peut vivre sans agir, et sans affirmer implicitement une raison de son action. Il ne peut opter, s'il veut s'accorder avec lui-même, que pour le sens et le prix de la vie, et la réalité de ce qui conditionne la raison de vivre. Accordons que cette preuve vivante gagne à être explicitée, précisée, purifiée par le raisonnement. Elle ne dispense pas des arguments classiques de l'existence de Dieu. Il serait dangereux de rejeter ces preuves, démarches naturelles de l'esprit pour obtenir une conviction réfléchie, raisonnée et communicable.

Ramenons ces preuves à deux types : l'une, la plus obvie et la plus naturelle, par la réalité objective existante, preuve par les *choses ;* l'autre par l'idée même de Dieu et du divin, subtile, discutable, naturelle cependant et valable, pensons-nous, comme la première, si l'on en trouve la formule véritable et le ressort caché. *Preuve par la pensée : Je pense Dieu, donc Dieu existe.* De l'idée de l'être parfait, je conclus immédiatement l'existence, car en cette idée et dans cette idée seule l'existence est comprise.

Bien avant Kant, saint Thomas a dénoncé ici un sophisme, si le point de départ est un concept abstrait. Jamais d'une abstraction définie on ne tirera par raison démonstrative une existence, qu'en tant que concept elle ne contient nullement. Mais sans doute saint Anselme, comme saint Augustin, comme saint Thomas lui-même dans sa preuve par les degrés d'être, partait non du concept séparé de la pensée vivante, mais de cette pensée même du fait que nous pensons un idéal divin auquel nous rapportons toute chose ; que nous *disons* vraiment Dieu. La preuve est par ce *verbe* intérieur, cette *diction.*

Voici, du moins en substance, la preuve augustinienne :

Dire Dieu ! Penser Dieu ! C'est une grande chose que ce verbe que l'âme se dit à elle-même. Comment oses-tu dire l'Etre infini, tout-puissant ? D'où vient que tu penses Dieu, toi mortel, dans ta pensée débile, sinon de Dieu même ? Qui a mis en toi cette diction, ce verbe du Dieu que tu ne vois pas ? Mais penses-tu vraiment Dieu ? Oui, si tu penses et si tu dis l'absolu. Or ton jugement des choses et des actions implique l'affirmation d'une valeur absolue de vérité, de bonté, de beauté. Ce sont les « *rationes aeternae* » vivantes dans ton esprit, lois par lesquelles ton esprit juge de toute chose, mais lois qui dominent ton esprit, qui sont plus que ton esprit. Or que peut-il y avoir au-dessus de ton esprit, si ce n'est Dieu même, la vérité de Dieu ?

Tu affirmes ce qui est au-dessus de ta raison. Or que peut-il y avoir au-dessus de ta raison sinon Dieu ? Qu'y a-t-il au-dessus de ta pensée de l'Absolu, sinon sa réalité ?

Plus brièvement : ces « *rationes aeternae* » par lesquelles je juge tout, lois des choses et de mon esprit, ne sont pas faites par mon esprit, ne sont pas abstraites des choses. Elles n'auraient pas cette valeur absolue que je leur reconnais spontanément, nécessairement.

Elles s'imposent à l'esprit, il doit leur reconnaître une valeur indépendante préexistante, éternelle. Qu'est cette valeur de vérité, qui n'est pas et ne peut être une abstraction, sinon la vie de la Pensée divine ?

Mais l'argument le plus commun, le plus facile et le plus direct est celui qui est tiré des choses. ; « *ex iis quae facta sunt ad Creatorem* », argument dit de la contingence : « *Aliquid est, ergo Deus est* ». Quelque chose existe, donc l'être absolu existe en lui-même et comme cause de ce qui n'est pas lui-même. Cet être que je considère, cette pierre, cette fleur, cet animal, moi-même, je demande comment il se fait qu'il existe. Il n'a pas en lui-même la raison de son existence, puisqu'il n'est pas toujours. Il n'était pas, il est à présent ; il cessera d'être. Même au moment où je le considère et où il paraît être, est-il vraiment ? Il change, il n'est jamais complètement ce qu'il est. Cette raison de son être, il est vain de la chercher dans une série d'antécédents de même nature changeante. Une série indéfinie de telles « causes » mobiles, débiles, précaires ne serait jamais qu'une chaîne d'insuffisances. Sans donc remonter cette chaîne, j'exige, j'affirme, transcendant par son éternité toute la suite temporelle des êtres, la Cause, l'Etre absolu, Dieu. Et de l'Absolu, je ne puis demander pourquoi il est, puisqu'il est à lui-même son être. « Pourquoi Dieu ne serait-il pas ? » Il est l'Etre parfaitement, infiniment, sans quoi rien ne serait. Car si ma raison exigeait une cause de l'être dont j'ai l'expérience en dehors de moi ou en moi, ce n'est pas parce qu'il est, mais parce qu'il n'est pas assez, déficience qui appelle une plénitude.

Ainsi cette preuve rejoint la précédente et la confirme : je me rends compte que je ne puis penser le contingent ou le moins-être sans penser et poser l'Absolu.

Mais où la contingence m'est plus évidente et plus pressante, c'est en moi-même, dans mon effort et ma volonté de vivre ma vie, volonté d'un bien qui se trouve réclamer un objet, au delà de tout ce qui passe, de tout ce qui est et n'est pas, volonté mienne et nécessaire qui s'impose, que je ne puis changer, qui en tant que mienne ne s'explique pas, qui exige une cause, une volonté immanente à ma volonté, et transcendante, qui me pénètre et qui me domine, la Volonté créatrice.

Ainsi, la certitude que par la dialectique de l'action j'acquiers de mon inachèvement nécessaire dans la pensée et dans l'action, se trouve être le ressort et l'âme de toute preuve rationnelle de l'existence de Dieu.

L'option.

Dieu est prouvé, et il faut *opter* pour Dieu, comme au cours de notre action, à chaque démarche décisive, il a fallu opter pour le divin, suivre par choix cette vocation au divin qui est le fond de notre nature, car en toute matière qui engage notre vie, la preuve n'est pas telle qu'elle nous persuade en dépit de nous-mêmes. Sa valeur peut bien s'imposer à la raison droite, son efficacité dépend de l'attitude de notre volonté. Je puis choisir de jouir, de vivre à l'aventure sans m'inquiéter du sens de la vie. D'autant que la preuve me laisse sur un mystère. Ce principe surnaturel, ce Dieu transcendant que ma raison affirme, par sa transcendance nécessaire rationnellement établie, échappe aux prises de la raison. Il est incompréhensible. Aux attributs d'excellence que par un effort suprême ma raison lui confère, je dois ajouter qu'il les possède au delà de tout ce que je peux concevoir clairement. Etait-ce en vain que ma raison, ma volonté, tout mon être me portait à la conquête de Dieu ? Il reste le Dieu inconnu.

« Par son inévitable expansion la volonté humaine, même à son insu, a de divines exigences. Son souhait, c'est d'atteindre et de conquérir Dieu. Elle tâtonne aveuglément pour le toucher. Et pourtant Dieu n'a sa raison d'être dans notre

pensée et dans notre action qu'autant qu'inaccessible et inviolable en son mystère : il demeure hors de nos prises » (*Action*, thèse p. 356).

Il faut opter pour Dieu, pour notre volonté essentielle de Dieu, contre tout ce qui combat en nous cette volonté, les appétits contraires, la tentation de ne plus vouloir. Il faut opter pour Dieu dans l'obscurité du mystère. Et cela ne va pas sans un sens du risque. Risque souverainement raisonnable.

Ce n'est pas cet amour du risque, ce pari émouvant d'un joueur passionné qui peut justifier nos initiatives dans l'obscur élan où nous porte le destin. Nous avons besoin d'une certitude qui, fût-elle voilée aux regards défiants, apporte cependant une sécurité à des mains généreuses, à des pas allant droit aux tâches entrevues...

Il s'agit non d'un *aléa*, d'un pari, d'une option arbitraire, mais d'une sécurité vérifiable, qu'un examen rationnel et expérimental tout ensemble éclaire et confirme.

Le risque accepté, l'option sage et généreuse trouve dans l'action une plénitude de sécurité.

« La preuve ici, pour être décisive, et c'est son originalité, suppose qu'au lieu de rester dans l'expectative, l'agent humain se met lui-même à l'épreuve, qu'il se livre à l'appel de la conscience et de la vie, dans la fidélité à la lumière et au devoir qui ne trompent pas » (*Action* II, p. 460-1).

Reconnaître Dieu, cause et fin de notre être, le reconnaître dans son mystère insondable, adorer ce mystère, sacrifier au Dieu inconnu, « *Deo optimo maximo ignoto* », est-ce le terme de notre enquête, le dernier mot de notre sagesse et d'une théologie rationnelle ? Le plus sage des païens avouait ce mystère : « J'éprouve, disait-il au sujet des noms divins, une crainte plus qu'humaine ». Cependant il ne renonçait pas à faire du divin la loi de sa conduite, faisant son unique affaire de diviniser son âme, s'en remettant au Dieu inconnu d'un achèvement de son destin au delà de la vie présente. Il s'entretenait de l'espoir d'une révélation d'outre-tombe : « Le Dieu de la mort, enseignait-il, est sans doute un grand

charmeur. Il révèle tous les secrets, il instruit de toute science et de la seule science qui importe, celle du divin. En attendant, pour ce qui regarde notre conduite, la raison ne nous laisse pas tout à fait dépourvus. Nous pouvons concevoir quelque conjecture humaine raisonnable et sur ce radeau tenter le passage, à moins que nous n'ayons la ressource d'une parole divine, d'un « *logos* » divin ».

Ainsi l'attente d'une révélation après la mort et même l'idée, sinon l'attente ferme, d'une révélation dès cette vie, c'est le terme extrême de la sagesse antique. La dialectique de l'action, sans cesser d'être rationnelle, nous conduit jusqu'à l'option pour le Dieu révélé. Pour combler l'abîme entre notre condition de créature et le Dieu inaccessible, un seul espoir nous est laissé : c'est que l'initiative vienne de Dieu, qu'il se manifeste et se laisse conquérir.

La dernière démarche à laquelle l'auteur de l'*Action* invite l'homme inquiet de sa destinée, c'est de concevoir l'hypothèse d'une telle manifestation divine. Et si au cours de notre histoire quelque signe nous est donné d'un « *logos* » incarné pour nous apporter en langage humain la bonne nouvelle divine, ne convient-il pas rationnellement qu'on s'enquière du message, des signes qu'il apporte de son autorité, d'opter enfin pour l'Evangile ?

Avec quelle audace philosophique sereine et fervente, il y a près de cinquante ans, un jeune professeur candidat au doctorat proposait cette conclusion à ses juges rationalistes et incroyants ! Depuis ce temps, la philosophie de l'action a fait mieux encore que de conquérir son droit de cité philosophique d'abord âprement contesté. Elle s'est répandue, elle a éveillé les esprits, elle a pénétré les cœurs. Aujourd'hui enfin, après une longue maturation, elle reparaît aussi jeune et vaillante d'allure, mais — dirais-je assagie ? — éclaircie du moins et purifiée de quelques audaces et incertitudes d'expression, mais plus forte par son accord conscient et médité avec la plus authentique tradition des Pères et des grands docteurs médiévaux. Le dernier mot cependant n'est pas dit sur les rapports de l'esprit chrétien et de la philosophie.

Comment le mystère chrétien, tout en demeurant insondable, donne à la demande de notre raison la réponse attendue et bienvenue, comment, raisonnablement accepté, il confond la raison et l'éclaire, comment, sur le plan surnaturel, il achève la philosophie rationnelle, enfin quel sens précis il convient de donner à la « *philosophie chrétienne* » ? A ces questions, nous attendons du Maître la réponse qui doit couronner son œuvre de penseur, sincère et profonde, et bienfaisante entre toutes.

André BREMOND.

DÉPARTS...

Il est des lettres riches : celles des jeunes hommes qui tombèrent aux carrefours de France en mai et juin 40 sur les champs d'honneur et de fidélité, pour féconder la Révolution qu'ils avaient depuis des années commencée en eux et autour d'eux et qui dans leur esprit était exactement « ce retour d'une tradition moins parfaite à une tradition plus parfaite », ou encore, selon les propres termes de « *Cadets* », bréviaire de la première génération de routiers : « l'amour du patrimoine fait de l'effort hérité des générations, la volonté de renoncer ses appartenances spirituelles, de reprendre le bienfait des enchaînements et des continuités, d'œuvrer le sillon engagé » (1). Ces lettres prouvent à quel degré la Route leur avait donné le sens chrétien du sacrifice et l'amour aigu de la France.

Je pense particulièrement aux paroles et aux écrits d'Yves Bonnet dont je connais la famille, de Guy de Larigaudie et de Robert Pasteau qui m'avaient offert leur amitié d'aînés, trois parmi des centaines de routiers scouts de France qui prirent dans l'atmosphère du combat leur départ pour la maison du Père.

Yves Bonnet ? « Il se présentait à la vie le regard clair, le visage énergique, avec un rayonnement de l'amitié que, d'emblée, il donnait à tous ». C'est en ces termes que René Barthe, son ami, nous le présente dans la plaquette qu'il lui a consacrée. Comme tant de chefs et de routiers, les Jacques Desplats, Michel de la Porte du Theil, De Montmorin, Faivre d'Acier, Arnauld de Laportalière, Galiny, Gascon, il était bien de la race de Péguy, de Psichari et de Jacques d'Arnoux.

A quoi bon raconter ici son enfance et son adolescence ? Il convient de méditer sur ses derniers jours et sa dernière lettre en faisant le point de notre esprit de sacrifice. Jeune,

(1) « *Cadets* » par le R. P. Doncœur, 1re édition, p. 49.

Yves Bonnet aimait intensément la vie, passionnément ses études, et la flamme intérieure de l'apostolat le dévorait. René Barthe nous raconte comment les vacances étaient pour lui, après les mois de grand travail de la préparation de sa licence puis de son agrégation, une occasion de marcher sur les routes du pays, de s'épanouir physiquement au grand air en bravant les intempéries. Il aimait la chaude caresse du soleil et ce vent rude qui fouette durement le visage dans sa Montagne Noire natale. « Son intense faculté de sentir et de percevoir n'en faisait pas un isolé, un être replié sur lui-même. Ouvert aux choses, il l'était aussi à ceux qu'il rencontrait sur sa route. Il tendait la main toujours le premier ; à son aise dans tous les milieux sans rien abdiquer de lui-même. La mésentente fréquente, en milieu d'étudiants, pour raison politique ou religieuse, n'influait en rien sur son amitié qu'il plaçait au-dessus de ces divergences. Il forçait la sympathie de tous. Et c'est bien là son trait essentiel : « l'âme amicale ». Pour l'amitié comme pour son travail : pas de marchandage, il se donnait à plein. Depuis ses professeurs jusqu'aux petits scouts qu'il avait formés dans les troupes populaires et qu'il retrouvait dans la rue, tous sentaient en lui l'ami, pour les uns respectueux et reconnaissant ; simple, dévoué et compréhensif pour les autres. Pour certains déshérités, allant seuls dans la vie, mais marqués cependant de noblesse d'âme, il les avait presque enveloppés de tendresse »... « Je le sais, tu es de ceux qui ont la passion de leur tâche même s'ils doivent s'y claquer » lui avait dit son chef de clan, — qui devait devenir son beau-père, — au soir émouvant de son départ-routier.

Pratiquant l'effort intellectuel et l'effort physique, il jouissait d'un bel équilibre. Son aumônier scout m'écrit : « Ce n'était pas un simple scout ou un routier ordinaire : une âme d'élite, d'une droiture rare, un esprit des plus cultivés et des plus délicats. Jamais de ma vie je n'ai vu un jeune homme se préparer au mariage comme lui, autant d'une manière lointaine qu'immédiate. Je possède de lui une collection de lettres qui sont parmi les plus belles que j'ai reçues. C'était un chrétien cent pour cent ».

Sorti de l'Ecole d'Artillerie de Poitiers, Yves Bonnet choisit, pour mieux servir, l'artillerie légère et le 16 mai monta en ligne. Le 21, à la veille même du jour où il devait être blessé, il écrivait : « Notre division qui devait se refaire à l'arrière et se compléter, a été appelée à la hâte pour soutenir un front qui croulait (peur des hommes devant les divisions motorisées ? insuffisance du commandement ?) et nous avons essuyé un bombardement de vingt-six avions dans la gare où nous allions débarquer... J'ai remis mon âme entre les mains de Dieu en entendant miauler les bombes. Couché à plat ventre sur le parquet du wagon j'ai reçu le baptême du feu. Et depuis ça a continué... Je crois que ça sera très dur, que nous serons bombardés à outrance avant une formidable attaque. Et si mon canon ou mes hommes ou moi-même ne sommes pas détruits, nous tirerons jusqu'à la dernière cartouche, prêts à faire sauter la pièce s'il n'y a plus d'espoir ».

« Je prie Dieu de me faire consentir jusqu'au sacrifice de ma vie pour le salut de la France, car, seuls, ces sacrifices sincères pourront nous sauver, j'en suis chaque jour davantage persuadé. Je lui demande la générosité, la charité et le sang-froid, sans lesquels je serais indigne d'être un chef et aussi de ceux qui m'aiment ; plus que les obus et les balles je crains de ne pas être à la hauteur de mon devoir. Je mets mon unique confiance en Dieu ».

Le 22 mai, il était blessé au bras et à la cuisse par des éclats d'obus. L'amputation devint rapidement nécessaire. Et c'est un jeune chirurgien, comme lui routier scout de France, qui l'assista pendant la dernière nuit, en n'ayant pas peur de lui apprendre, car un chrétien est fort, que médicalement on ne pouvait plus rien pour lui. Ensemble ils récitèrent le chapelet, « lentement, en pesant tous les mots » et puis la prière scoute : « Seigneur Jésus, apprenez-moi à être généreux, à donner sans compter, à combattre sans souci des blessures... » Au Père Trappiste accouru pour l'absoudre il déclara : « Je fais volontiers le sacrifice de ma vie pour la France, ma femme et mon enfant qui va naître » et il rendit sa belle âme à Dieu.

Ainsi Yves Bonnet meurt en sachant tout ce qu'il abandonne : situation, famille, avenir brillant, sa femme et cet enfant fruit de leur amour qu'il ne connaîtra pas. Son cœur est déchiré et pourtant il meurt pacifié et heureux, par son sacrifice librement consenti, de maintenir la France. Pendant des années il a travaillé à s'ordonner lui-même, à maintenir en lui, au prix de combats victorieux et par conséquent de sacrifices, un constant équilibre, cet équilibre dont le rayonnement avait une puissance de conquête qui attirait ses camarades inquiets et avides de perfection. Sa mort conclut logiquement ces années de recherches et nous enseigne que le don total de nous-mêmes ne nous sera possible que dans la mesure où, dans les plus humbles occasions de nos vies quotidiennes, nous nous serons entraînés à nous briser nous-mêmes et à nous dépasser.

J'avais rencontré Guy de Larigaudie en 1936, au camp national d'entraînement de chefs routiers du Breuil. Ensemble nous avions salué les couleurs d'un même frémissement dans les matins brumeux de septembre, prié pendant les messes où le Christ était si proche et que couronnaient les « mots » de l'abbé Joly sur « le beau risque de la foi », approfondi avec des chefs aimés notre doctrine scoute et l'art de conduire des routiers, chanté d'un même cœur dans la clairière sous les étoiles ou joué dans la salle voûtée du château devant le feu qui tordait joyeusement ses flammes dans la cheminée vaste ! Une amitié fraternelle était née surtout au cours d'un grand jeu où, vers Essenterre puis Saint-Pierre-de-Varennes, nous avions marché deux heures de nuit sous la pluie battante, dormi sous un méchant hangar, longé je ne sais quel étang dans des champs de topinambours avant d'entreprendre une exploration régionale en règle... Guy avait un sourire fait de finesse et d'audace, un corps souple et musclé, un regard avide de découvertes, une âme de chevalier. Je le vois encore, quand à l'aube du 19 septembre il remercia avec sa grâce habituelle le fermier étonné de découvrir vingt jeunes hommes dans sa cour, de son hangar accueillant et nous convia tous à réciter un *Pater* et un *Ave* pour attirer

les bénédictions de Dieu sur cette maison rencontrée au hasard de la route.

Grand voyageur, Guy de Larigaudie avait fait le tour du monde, suivi les routes d'Amérique, vécu dans les îles du Sud où il résista à la chanson païenne. Sa grande œuvre fut en 1938 la liaison automobile Paris-Saïgon par Vienne, Budapest, Sofia, Ankara, Alexandrette, Jérusalem, Damas, Bagdad, Téhéran, Delhi, Bénarés, les bouches du Gange, la jungle, Chittagong, Rangoun, Hanoï. Roger Drapier l'accompagnait sur ces pistes audacieuses et alternait avec lui au volant d'une Ford démodée mais robuste qui leur permit de parvenir au but en sept mois. Ils eurent la fierté d'assurer les premiers la liaison entièrement par terre, au mépris de la mort. Le départ ayant été pris en Hollande, au Jamboree de Vogelenzang, les derniers préparatifs s'achevèrent en Dordogne : « Le dernier coup de l'étrier a lieu dans ma vieille demeure périgourdine. Les paysans d'alentour et la famille sont rassemblés. On dirait un départ de cadet de Gascogne, de croisé ou de corsaire ! ». La longue route exigea une dépense considérable d'efforts, mais tout le long Guy rayonna, avec le sourire, sa gentillesse française. « Avec quelle élégance et quel équilibre dans le bon ton, — note le général Lafont, dans la préface de « *La Route aux Aventures* », — il sut passer, des nuits dans la jungle ou dans les caravansérails pouilleux, aux palais des gouverneurs ». C'est qu'il montrait la valeur de la tenue soignée, quand il faisait sa toilette avant de pénétrer dans les lieux habités, quelle que soit la couche de boue ou de poussière accumulée au cours de l'étape, et quand il revêtait son smoking pour pénétrer chez les gouverneurs et le vice-roi des Indes. C'était le parfait honnête homme, racé, distingué, courtois et serviable.

C'était aussi un passionné du risque. Pourquoi partait-il ainsi vers tous les continents ? « Pour le simple et beau plaisir de courir l'aventure. En un siècle de facilité où il suffit de tourner un bouton pour avoir la chaleur, la lumière ou l'eau, où il n'est que d'entrer dans un magasin pour obtenir tous les produits nécessaires à l'existence, il était bon que deux gar-

çons, pour la joie de la difficulté à vaincre, essayassent de se débrouiller, seuls, par les moyens du bord, sur les routes du vaste monde ». En s'évadant de la médiocrité déprimante du monde de l'entre-deux-guerres, il montrait à ses cadets de quelles audaces et de quelles réussites un jeune est capable.

Mais c'était beaucoup plus encore qu'un parfait honnête homme et qu'un ami de l'aventure : un chrétien affamé de Dieu. Ses pensées recueillies dans ses livres sont significatives : « Tout ce qui m'entoure, écrit-il dans « *Résonances du Sud* », ce soleil, cette eau, ces chevaux et ces femmes, chante l'appel à une vie sans frein menée dans un débordement de joie animale... Mais non ! La vie est une autre et passionnante Aventure. Son enjeu est éternel et elle ne vaut que par cet enjeu. Il n'est que Dieu qui compte. Tout le reste est mirage », et celles recueillies par sa mère dans ses carnets intimes nous révèlent le but profond de sa vie : « Je me suis promené à travers le monde comme dans un jardin clos de murs. J'ai mené l'aventure d'un bout à l'autre des cinq continents et j'ai réalisé les uns après les autres tous les rêves de mon enfance. Le parc de la vieille demeure périgourdine où je fis mes premiers pas s'est élargi aux limites de la terre et j'ai joué sur la mappemonde le beau jeu de ma vie. Pourtant les murs du jardin n'ont fait que reculer et je suis toujours en cage. Mais un jour viendra où je pourrai chanter mon chant d'amour et de joie. Toutes les barrières se briseront et je posséderai l'infini ».

Et ce jour vint le 11 mai 1940. Il s'élança avec son G. R. D. dans un grand élan de sacrifice joyeux vers l'ennemi ; on ne le revit plus : « Le 11 mai, m'écrit sa maman, il partait joyeux pour le poste le plus avancé avec une vingtaine de camarades. C'était son premier combat. Ce fut le dernier. Ils furent attaqués à six heures du soir dans le bois de Musson en Luxembourg belge ; ni tanks, ni avions, leurs chevaux étaient restés en arrière. Combat par une nuit très noire. Nous tenons ces détails d'un camarade qui pendant trois heures s'est battu à côté de lui et qui, blessé, a pu s'échapper pour regagner nos lignes. Ils se sont battus jusqu'à onze heures et à ce moment on

leur a envoyé l'ordre de repli qu'ils n'ont pas reçu parce qu'ils étaient complètement cernés par l'ennemi. Quatorze ont été faits prisonniers. Guy et quatre de ses camarades sont tombés et ont été inhumés par les Allemands en ce même endroit. Ils ont dû vendre chèrement leur vie... J'oubliais de vous dire qu'à onze heures du soir on l'avait aperçu debout, rassemblant ses hommes, le lieutenant étant blessé ». Il avait 33 ans. « Ma vie tout entière, avait-il écrit, n'a été qu'une longue quête de Dieu. Partout, à toute heure, en tout lieu du monde j'ai cherché sa trace ou sa présence. La mort ne sera pour moi qu'un merveilleux laisser-courre ».

Guy de Larigaudie avait alimenté sa vie par la prière active et par les sacrements. Dans « *La Route aux Aventures* » il exprime la joie confiante de la prière simple : « Paisiblement nous égrenons des Ave. Nous avons pris l'habitude de dire chaque jour un chapelet et laissons tomber aux Indes comme en Afghanistan la douceur de la prière à Marie »...

Cet explorateur fut souvent pèlerin et mit ses pas dans ceux de Péguy pour aller de Notre-Dame de Paris « qui commande un océàn de têtes » à Notre-Dame de Chartres qui « commande un océan d'épis ». Relisons-le : « Dimanche et lundi de la Pentecôte, deux jours libres, je vais aller à Chartres.

« A la cadence des pas, les Ave Maria du chapelet se succèdent. Ave dits à de multiples intentions, sur de multiples sujets, puis aussi pour les gens rencontrés au hasard de la route :

« pour ces bohémiens crasseux et cette petite romanichelle en oripeaux multicolores qui doit chaparder les volailles dans les fermes ;

« Pour ce chemineau qui chemine comme moi parce que lui, sans doute, ne peut faire autrement ;

« Pour ces soldats rencontrés au Camp de Satory et qui me crient que le goût de la marche me passera au service militaire ;

« Pour ces touristes insupportables qui parlent tout haut dans la chapelle au village de Dampierre ;

« Pour cet ouvrier qui m'a lancé au passage : « En v'là encore un qui joue au dur ! » ;

« Pour ces petits scouts qui pour que je les accompagne, m'ont indiqué si gentiment un raccourci qui m'allonge de trois kilomètres ;

« Pour ces belles dames élégantes qui, de leurs voitures, sourient au pauvre porteur de sac.

« La forêt m'entoure, si belle qu'elle devient une prière. Tout seul, je fais en moi-même une retraite fermée avec mon âme pour cellule et la forêt pour monastère...

« Quinze kilomètres encore avant d'arriver à Rambouillet. Mes pieds me font mal parce que, au fond, ils ont toujours préféré l'étrier à la route. Le sac se fait plus lourd, la fatigue mauvaise.

« Mes pas martèlent des Ave distraits. La fatigue maintenant est ma véritable prière. Ce kilomètre pour cet ami qui m'est cher. Cet autre en union avec le Christ au Calvaire. Cet autre encore pour tous ces vieux péchés qui font tache grise sur le passé...

« Une longue, longue prière dans la Cathédrale de beauté (1) ».

Il nous confie que « la communion était pour lui chaque matin le bain d'eau vive qui affermit et détend les muscles, le repas substantiel avant l'étape, le regard chargé de tendresse qui donne hardiesse et confiance », et je crois que c'est parce qu'il possédait ainsi Dieu en lui, qu'il pouvait si parfaitement exprimer les ambitions et la grandeur de l'homme, car, en définitive, Dieu seul est capable d'expliquer l'homme : « Lorsque devant la mer, le désert ou une nuit lourde d'étoiles, on se sent tout gonflé d'amour inachevé, il est doux de penser que nous trouverons dans l'au-delà quelque chose à l'échelle de notre âme et qui comblera cet immense désir de bonheur qui est notre souffrance et notre grandeur d'homme ». Pensant que nos actes nous suivent, il écrivait « qu'un acte une fois posé ne se reprend pas. Ses orbes se prolongent en des loin-

(1) Guy de Larigaudie : « *La Route* », n° de juillet 1937, pages 235-236.

tains inaccessibles. Nous créons du définitif, et c'est ce prolongement dans l'éternité de nos moindres actions qui fait naître notre grandeur d'homme ». Telle était donc la pensée de ce routier, fou d'action et pourtant méditatif, qui courut le monde en quête de son Dieu et qui devenu soldat lutta jusqu'au dernier souffle dans la nuit « pour les pauvres honneurs des maisons paternelles », sachant parfaitement que les nations pour se racheter ont besoin de sang et qu'au bout du combat était l'aurore.

Robert Pasteau pensait de même. Le scoutisme avait pétri l'âme de ce capitaine d'aviation que j'avais aussi rencontré en 1936 au camp du Breuil près du Creusot. D'emblée, par son fin sourire, son regard pénétrant, son ardeur d'apôtre, il sut me conquérir. Je le sentais totalement donné à l'œuvre de pénétration scoute et de formation des jeunes chefs. Son dynamisme n'était que le rayonnement de sa vie intérieure, très riche, qui ne pouvait que déborder en active charité. En 1938 et 1939, à Bordeaux, j'eus l'occasion de travailler avec lui et la chance d'être reçu chez lui, de connaître cette famille rayonnante d'amour dont il était le chef et qui fut pour moi la révélation du jeune foyer chrétien. « Le vingtième siècle, a écrit le Père Carré, a besoin de saints qui, au foyer, donnent au monde envie d'aimer » et Pasteau réalisait ce vœu.

C'est à dix-sept ans qu'il découvrit le scoutisme au Prytanée, à l'époque héroïque où les premiers routiers étaient traqués quand ils sortaient en uniforme. Le scoutisme lui fit acquérir l'horreur du bluff, du tout fait, du salon poussiéreux, du renfermé physique et moral. Tandis qu'il était à Saint-Cyr, il s'évadait vers les quartiers ouvriers pour s'occuper des gosses qui le passionnaient. Il écrivait alors à son frère : « Les ouvriers de Paris ont des qualités épatantes. J'ai lu « *Ma vocation sociale* » de De Mun qui m'a enthousiasmé. » Il orientait ses lectures vers l'action et choisissait la carrière de l'aviation « car l'aviateur, qui est tout le temps en face de la mort ou dans la solitude de l'air, est porté à être meilleur que celui qui n'a d'amour que pour son cheval ou les bonnes choses d'une vie tranquille. Du reste, ajoutait-il, c'est là que je servi-

rai le mieux la Patrie ». Plus tard il écrira à sa femme au sujet des accidents possibles : « Il faut envisager ces accidents avec force. C'est la plus belle mort pour un aviateur et s'il n'y avait personne à quitter, celle que nous préférerions. Il faut que tu considères que je peux y passer comme les autres si le Bon Dieu le veut. Il sait ce qu'Il fait et me gardera s'il le juge bon. Si je ne suis plus là, Il te donnera les grâces nécessaires pour bien élever nos amours d'enfants ».

A sa sortie de l'Ecole Militaire, m'écrit son frère, « l'amitié commence à déborder de son âme. Des rencontres fortuites il gardait régulièrement des correspondances assidues. Aussi n'était-ce pas peu étonnant de le voir sans arrêt en activité : couché tard, levé tôt, il écrivait. Il griffonnait sur un petit carnet des monceaux de notes ». Ses camarades aviateurs le repèrent comme un original consommé : pensez donc ! il ne danse, ni ne boit, ni ne fume et il s'occupe des Scouts de l'Air, car il veut satisfaire son aspiration à vivre pleinement. Il a la passion du métier dont il ne pourrait plus se passer sans gêne intérieure, mais il souffre profondément de la situation de l'aviation française, de sa pauvreté : « J'ai commencé mon service à l'escadrille. Les choses les plus importantes sont : les papiers qui traînent dehors, les jardins qui entourent l'escadrille, la propreté du hangar. S'il reste du temps, on peut parler d'aviation, mais cela ne sert à rien puisqu'il n'y a pas d'avions. Voilà à quoi l'on paye quelques milliers d'hommes chaque jour. Pauvre France !... Ne crois pas quand même que je pleure toute la journée. Cette épreuve me fera peut-être du bien au point de vue moral. Je fais mon possible pour la bien accepter ».

L'amour qui vient un beau jour sur sa route le surprend et le charme. Le mariage l'enrichit : il est à ses yeux une occasion magnifique d'épanouissement et de sacrifice à deux : « Oui, nous ne serons qu'un dans les joies et dans les souffrances, un pour glorifier et servir le Christ, un pour servir les autres et les aimer ». Ces lignes sont de 1933. En 1939 il pensait toujours de même : « Il ne faut pas être avare de sacrifice, on deviendrait vite lâche ». Dans son foyer règne rapi-

dement une communion réelle de perfectionnement. Lorsque paraît le premier enfant, il exprime sa joie à son frère Bernard dans une délicieuse lettre : « Oui, c'est une bien grande joie d'avoir un gosse, on ne peut se l'imaginer avant. On n'ose y croire. On resterait des heures à le dorloter et pourtant c'est un petit animal pas très appétissant, braillard et qui ne vous connaît pas, mais il y a là-dedans en germe tout un avenir, et puis c'est si fragile qu'on se dépêche de l'aimer de peur qu'il ne s'en aille. On ne sait jamais ; et puis on ne se rend pas compte qu'il est bien à soi, non pas prêté, ni même donné, mais à soi, de soi, pour soi. Quelle joie ! Il y a aussi un peu de crainte ; si ce petit qu'on aime tant, qu'on voudrait élever à la perfection, qu'on voudrait offrir au Bon Dieu, allait tromper nos espérances ! S'il meurt, ce n'est rien, il est baptisé et pur, mais s'il reniait son « Chef », ses parents, son ascendance ? Que de prières l'accompagnent, ce petit ! ...Autre conséquence, cela vous rend plus altruiste, on comprend la famille, l'attachement des siens, l'amour maternel. Que te dire de plus ? Maman a dû t'écrire qu'il était gros, qu'il était beau, qu'il était propre, qu'il était sage ! ».

A Mourmelon, à Limoges, à Bordeaux, il s'occupe activement de troupes, de clans, de districts scouts. Il faudrait étaler ici le dossier des lettres reçues de tous ceux qui ont travaillé avec lui. Citons au hasard : « Je revois Robert Pasteau au cours des quelques visites qu'il a bien voulu me faire. Un peu timide d'abord, puis un feu dévorant de zèle et d'amour. Je lui dois tant. Chacune de nos rencontres m'a rendu meilleur ». Et encore : « J'aimais beaucoup Pasteau. C'est un de ces hommes devant lesquels on ne peut rester indifférent, car il rayonne d'eux quelque chose de plus que de l'officier, excellent qu'il était. J'ai pu l'apprécier en escadrille. C'était un pilote et un bel aviateur, mais quand on parle de lui, et il a beaucoup fait parler de lui, si modeste qu'il ait été, on parle toujours de son action morale, de l'influence qu'il avait sur tous ». Le plus émouvant témoignage est certainement celui d'une rempailleuse dont le fils avait été l'objet de soins constants de Robert : « C'était un être d'exception qui, par toutes

les qualités qu'il répandait parmi tous ceux qui avaient le bonheur de l'approcher, en faisait un être d'élite et d'admiration. Moi, pauvre martyre de la vie, je le considérais comme un jeune dieu et je le montrais en exemple à mon fils quotidiennement »... Il est devenu en 1940 le scout complet, le routier épanoui, citoyen heureux et utile, chrétien d'un christianisme de splendeur humaine ; aussi la guerre ne le surprend pas mais le trouve prêt. Pleinement heureux de vivre, il est disponible entre les mains de Dieu et accepte de se donner entièrement au pays pour contribuer à son salut.

Ses lettres de guerre révèlent son sens chrétien du rachat par le sacrifice. Le 8 novembre, à sa femme : « Je lis St Mathieu en ce moment ; j'y note ce soir : « Quiconque aura quitté sa maison, ou sa femme ou ses enfants pour moi sera récompensé au centuple et aura la vie éternelle »... Partir pour la guerre n'est-ce pas tout quitter pour la justice de Dieu... Alors les morts de la guerre sont des saints ! ». Le 9 février, toujours à sa femme : « C'est sur l'esprit de sacrifice que tournent mes pensées depuis le début de la guerre et c'est pour cela que j'ai voulu étudier la Communion des Saints, qui n'est autre que la participation au Grand Sacrifice, celui de la Croix et de tous les sacrifices des membres de l'Eglise prolongeant celui de la Croix, à tous, amis et ennemis ». Le 14 février : « Je crois et j'espère dans la purification de la France par cette épreuve. Mais crois-tu qu'elle soit suffisante actuellement ? Il faudra encore bien des sacrifices pour arriver à un résultat digne de notre vieux pays chrétien. Alors acceptons d'avance, si cela doit se produire, une guerre très longue ou plus dure ».

La guerre ne fait oublier à Pasteau ni les problèmes soulevés par l'éducation des enfants, ni la formation des jeunes chefs scouts des Provinces dont il s'est occupé. « Sans exclure l'intérêt du frottement d'un enfant avec les autres, je prétends qu'il y a des moments où il faut prendre à part l'enfant. On peut créer un climat collectif. On ne fait de la véritable éducation qu'individuellement. Mes idées ? Ce sont celles du scoutisme d'abord, du non-conformiste ensuite, lorsqu'il n'y a pas scandale exagéré. Scoutisme, c'est :

1) Faire confiance à l'enfant.

2) Etre optimiste, chercher à développer les qualités plus u'à combattre les défauts.

3) Laisser l'enfant se débrouiller, même s'il se trompe, à ondition que ses erreurs ne soient pas graves. Le laisser faire out ce qu'il imagine, si çà ne va pas à l'encontre des autres ou le son intérêt moral.

4) Etre exigeant pour la franchise.

5) Petits, obtenir une obéissance spontanée et indiscutée. Ensuite faire appel aux sentiments, plus tard à la raison, en yant recours aux arguments antérieurs si ceux-ci ne réussisent pas.

6) En faire des enfants forts et résistants suivant les prinipes d'Hébert. « Culture virile » même pour les filles, suivant es adaptations Hébert.

7) Ne pas faire de mystères sur les questions sexuelles ; nitier au fur et à mesure des besoins, suivant la doctrine hrétienne. Toujours montrer le beau côté et non le mauvais ; a beauté de l'acte et non ses déviations. L'endurcissement du orps au froid, à l'eau, au soleil, émousse la sensibilité, donc a sensualité. La fausse pudeur entraîne la pruderie, les scruules et souvent le vice.

8) Au point de vue religieux, l'éducation doit se faire en amille, et pas seulement à l'école ou au catéchisme. Apprenlre l'amour du Bon Dieu, l'histoire sainte et l'Evangile, les logmes, les prières, expliquer la liturgie, les fêtes, les célébrer nsemble, faire pratiquer les sacrifices de bonne heure.

9) Etre franc et discret avec eux. Ne jamais raconter à ersonne ce qu'il vous confient, ne pas se moquer d'eux, sauf xception rare. Ne pas les assommer : « tu es idiot, tu ne éussiras jamais, etc... » ; au contraire, toujours encourager t aider.

En définitive tout se résume à ceci : avoir avec les enfants lus encore qu'avec tout autre des sentiments loyalement et néticuleusement chrétiens ». On ne saurait mieux exprimer es principes essentiels d'une pédagogie familiale active.

Quelques semaines après avoir ainsi précisé sa pensée

sur l'éducation des enfants, Robert Pasteau rédigeait pour les chefs scouts de la province du Limousin, un article sur la vie personnelle du chef. Commander c'est diriger fermement et humainement des hommes. Le commandement, la formation des hommes suppose une connaissance approfondie de chacun d'eux et un dosage dans les ordres. Il faut se fixer pour chacun de ses subordonnés un but à atteindre et coûte que coûte les conduire à ce but. Mais comment apprendre à des hommes dont on est responsable et avec lesquels on vit sans cesse la maîtrise d'eux-mêmes si nous ne sommes pas d'abord absolument maîtres de nous-mêmes ? Comment essayer de les ordonner intérieurement si nous ne sommes pas sans cesse, au prix de combats quotidiens, des triomphes d'ordre ? Comment être toujours prêts à donner aux autres, si nous ne nous alimentons pas intellectuellement et si nous ne nous fortifions pas moralement ? Voilà bien le fond de la question de la vie personnelle du chef et de l'organisation de ses journées.

Pour Pasteau « la vie est courte et c'est pour nous un devoir de l'utiliser de notre mieux ». Bien l'utiliser, c'est faire convenablement ce que l'on doit faire. Ne pas perdre son temps. On le perd ordinairement, note-t-il, par paresse, par légèreté, par inconscience, par manque d'esprit pratique, d'où le devoir de toujours aller au-devant des occupations, d'exiger de soi-même des petites choses bien faites, de s'astreindre à quelques travaux terre à terre qui remettent en contact avec le réel. Suivant la parole de Jacques d'Arnoux, il importe d'exécrer les minutes perdues.

« Il y a une manière de travailler qui peut augmenter beaucoup la capacité de travail ou le rendement du travail effectué », note encore Pasteau qui donne ensuite quelques principes : ne pas tout lire dans une revue, mais commencer par le plus utile après l'avoir parcourue, prendre des notes en lisant et les ordonner, répondre aux lettres sans attendre. Il rappelle quelques règles fondamentales du système Taylor : « Avoir une connaissance complète de ce que l'on veut faire avant de commencer à agir et définir d'une façon très précise

le but visé, se préoccuper de proportionner chaque effort au but poursuivi ».

Faire ce que l'on doit. C'est-à-dire assurer comme il convient les choses vitales : minimum de huit heures de sommeil, toilettes quotidiennes aussi complètes que possible, repas pris posément en évitant les excitants, recherche de l'air, du soleil dans l'habitation et prières à genoux matin et soir, pendant quelques minutes. « Dans notre travail, donnons toujours la préférence (dans la mesure où celà dépend de nous) aux choses les plus importantes. On peut les classer ainsi : alimentation de notre vie chrétienne, exigences du devoir d'état, culture ».

L'alimentation de la vie chrétienne suppose des moments de prières le matin, le soir, aux repas, et la participation à la vie liturgique de l'Eglise, ainsi qu'un travail d'érudition au moins une fois par semaine et des temps de silence annuels. « On ne se bat que pour ce que l'on aime et l'on n'aime vraiment que ce que l'on connaît », d'où la nécessité de quelques travaux dogmatiques. On ne se connaît soi-même à fond qu'en s'examinant dans le silence, d'où le devoir de s'arracher aux tracas et aux bruits de la vie courante, de se mettre en face de soi, en présence de Dieu.

« Le devoir d'état, c'est notre façon de travailler pour tous, de collaborer à l'œuvre commune, d'accomplir la loi divine ». Il convient de restaurer dans le cadre de la profession les vertus de bon sens, de discipline, d'honnêteté, bases de toute confiance, et le sérieux, condition de tout travail. Le meilleur moyen, c'est d'être éminent dans sa profession. La citation de Robert Pasteau quelques mois après la rédaction de cet article devait prouver qu'il travaillait de toutes ses forces à devenir un officier aviateur de premier plan.

Etre une valeur professionnelle par la technique ne suffit pas. L'intelligence, la volonté, le caractère sont nécessaires. L'intelligence peut se développer, la volonté se forger, le caractère s'affermir par l'effort. « Il faut repenser tous les problèmes en puisant aux sources vives de l'effort et du sacrifice, la sagesse et la volonté nécessaires ». Or, nos moyens de

culture sont l'occasion, la lecture et la conversation quan
on l'engage avec quelqu'un dans le but de recevoir quelqu
chose de lui. Au sujet de la culture, Robert Pasteau renvoya
à ce maître livre qu'est « *La Vie Intellectuelle* » du R. P. Ser
tillanges. Ainsi si nous avons le souci constant de ne pas per
dre notre temps, de faire convenablement le travail qui nou
incombe, notre action sur autrui sera considérable et notr
commandement des jeunes se révélera fécond. S'ordonner in
térieurement par l'effort, organiser ses journées, agir, voil
donc l'essentiel. Déjà en 1937 Robert conseillait à son frèr
Michel : « Reste jeune et joyeux. Sois toujours prêt à accep
ter tout ce qui vient, à le digérer et à repartir avec ces nou
veaux éléments en modifiant en conséquence ton angle d
marche... Je réfléchissais il y a quelque temps au bonheur e
j'ai pensé que ce qui nous rendait malheureux c'était souve
notre passivité. Lorsque nous n'organisons pas notre vie, notr
monde, nous sommes ballottés entre les volontés des autre
et elles veulent souvent des choses qui heurtent notre carac
tère ou plus exactement nos sentiments, notre « laisser-vivre
naturel, d'où indécisions, contrariétés, etc... Lorsqu'au con
traire nous sommes actifs, nous surnageons tout de suite e
lorsqu'il y a un obstacle c'est l'instinct de lutte (inconscie
souvent) qui nous domine. Or cet instinct est joyeux ».

La guerre dure que Pasteau jugeait nécessaire à la puri
fication de la France commence le 10 mai. « La question d
la guerre est la même que celle du sacrifice de la Croix. Croir
la guerre impossible, c'est nier le mal et croire que les gen
peuvent devenir bons uniquement par la grâce du Saint-Es
prit ». Le 20 mai, il part sans arrière-pensée, confiant dans l
Providence, vers le combat. Le 25 mai, il adresse à sa femm
sa dernière lettre : « Le baptême du feu ? Ce n'est pas grand
chose ! On croit toujours que ça passe à côté et qu'on en sortira
qui arrive généralement d'ailleurs ! A part ça, très joli fe
d'artifice ! ». Et dans la nuit de 25 au 26 mai, aux environ
du village de Pommiers, sur la rive droite de l'Aisne, le ca
pitaine Robert Pasteau meurt avec son équipage. Parti su
un avion Bloch 210, il ne lui était pas donné de rentrer à l

Maison du Père dans l'exaltation du combat : au retour d'une mission périlleuse, il était emporté, dans une nuit d'orage, par la mort brève, violente et qui brise tout. Avant son départ, il avait fait lui aussi le sacrifice de sa vie pour la France et pour ses quatre enfants.

Un prêtre qui montait vers Soissons avec une colonne d'artillerie nous a fait le récit suivant : « Au bord de la route, à environ cent mètres, dans un champ de blé, nous sommes passés à côté d'un vaste incendie... Le jour levé, je me suis rendu, avec des camarades, sur le lieu du désastre. Le cœur serré, nous avons pu nous rendre compte que l'avion était français. Dans les débris de l'appareil nous avons pu distinguer les restes carbonisés et méconnaissables de trois hommes, un quatrième avait sauté en parachute et son cadavre gisait à quelques mètres... Pris dans la carlingue renversée de l'appareil, et un peu en dehors du foyer principal de l'incendie, le chef de bord dont nous avons retrouvé les papiers presque intacts : le capitaine Robert Pasteau. J'ai été frappé de voir accroché à sa vareuse l'insigne scout et deux médailles : une de Notre-Dame de la Garde et une de saint Christophe. Nous avons creusé quatre tombes au bord de la route, dans le champ de blé. Nous y avons enseveli les quatre aviateurs, les tombes surmontées d'une croix de bois, avec leurs noms. » Le capitaine méritait bien cette citation à l'ordre de l'armée aérienne : « Commandant d'escadrille hors de pair, unissant aux plus hautes qualités morales une expérience consommée du bombardement et de la reconnaissance de nuit. Exemple vivant de courage et d'abnégation pour le personnel placé sous ses ordres, n'a cessé d'entraîner ses équipages au combat pendant la ruée de l'ennemi sur la Meuse et l'Oise. A trouvé une mort glorieuse dans la nuit du 25 au 26 mai 1940 au retour d'une mission de bombardement sur la région de Guise, où il avait conduit son équipage au mépris de la D. C. A. ennemie et malgré une violente tempête. »

Les cadets doivent connaître de tels gestes et méditer de tels messages afin d'apprendre à la haute école de ces héros et de ces saints comment on sert jusqu'à en mourir.

Et nous, responsables devant l'histoire de l'éducation de ces cadets, puisons dans le souvenir de nos routes à travers le pays et dans l'exemple de nos frères tombés pour que s'accomplisse enfin notre révolution nationale, la force de poursuivre coûte que coûte notre rude mission de bâtisseurs. Au lendemain de la défaite nous avons promis à nos morts de transmettre leur message et de nous donner entièrement à l'œuvre du renouveau. A cette promesse nous ne faillirons pas. Fidèles à leurs voix fraternelles, nous accomplirons l'œuvre d'âme seule capable de redonner à la Patrie, avec sa grandeur, sa place de choix dans le monde. En suivant la route abrupte du don de soi, nous réaliserons leur rêve le plus cher : vigoureusement, nous mettrons debout la France Chrétienne.

Jean PEYRADE.

REGARDS SUR LE MONDE

EUROPE

ALLEMAGNE. — Au cours du mois de juin, la guerre de mouvement a repris sur le front de l'est. Retardée peut-être par l'offensive du maréchal Timochenko sur Kharkov et par la longue résistance de Sébastopol, où les Allemands ont pénétré le 1er juillet après vingt-cinq jours de combats acharnés, l'offensive du maréchal von Bock semble avoir commencé le 10 juin dans la région de Kharkov. Après quinze jours d'une lente poussée, les troupes allemandes ont reconquis le terrain perdu en mai et atteint l'Oskol. Les communiqués de Berlin affectent alors de n'attacher aucune importance à ces opérations qu'ils présentent comme un simple réajustement du front, et ce sont les Russes qui signalent la violence des attaques allemandes. Malgré une résistance tenace, l'aile gauche du maréchal von Bock parvient à faire une trouée décisive en direction de Voroneje. Elle atteint le Don, le traverse et réussit à se maintenir sur l'autre rive malgré de furieuses contre-attaques qui n'ont point cessé depuis lors. A la suite de cette audacieuse percée, tout le front russe du sud fléchit et bientôt s'effondre, tandis que les armées allemandes, avec Voroneje comme pivot, se lancent en direction de Stalingrad en même temps qu'elles débordent Rostov dont elles s'emparent le 24 juillet.

Les conséquences stratégiques et économiques de la victoire allemande sautent aux yeux : les armées de l'U. R. S. S. sont menacées d'être coupées en deux tronçons et toute communication risque d'être interrompue entre le Caucase et le nord de la Russie.

Au centre, en face de Moscou, les attaques allemandes ont rectifié le front passablement tourmenté qu'avaient tracé les opérations russes de l'hiver. Dans l'extrême nord, on ne parle plus de l'offensive du colonel-général Dietl, en direction de Mourmansk.

Les milieux berlinois compétents se montrent très satisfaits de la tournure qu'a prise après deux mois la bataille de Russie.

Déjà les commentaires reprennent l'idée d'une muraille de l'est destinée à contenir la barbarie asiatique, après l'avoir privée de ses plus riches terres, de ses régions industrielles vitales et de ses nœuds ferroviaires les plus importants. Tandis que la garde de ce rempart pourrait être assurée par un petit nombre de divisions, le gros des forces allemandes se trouverait désormais disponible pour d'autres opérations. Où seraient-elles appliquées ? Depuis quelques jours le *Voelkischer Beobachter* lance le mot d'ordre : « l'Angleterre, ennemie N° 1 ». Mais l'Angleterre peut être attaquée dans son île ; elle peut l'être aussi dans ces régions du Proche et du Moyen-Orient où le Reich a déjà des intelligences. Il est probable qu'ayant franchi « la porte du Cause », Rostov, les troupes allemandes tenteront de poursuivre de ce côté leur conquête.

Mais la réussite d'une opération de grand style dans cette direction est liée au succès final de l'attaque menée par le maréchal Rommel sur le territoire égyptien. L'avance foudroyante des blindés allemands le long de la côte africaine a été arrêtée à El Alamein, où le désert se resserre entre la mer et la dépression de Quattarah en une sorte de défilés de 60 kilomètres de large que le général Weygand considérait comme le seul point où l'Egypte pouvait être efficacement défendue. Chacun des deux adversaires regroupe ses forces et reçoit des renforts. La guerre dans le désert d'Afrique a réservé trop de surprises et présenté trop d'alternatives pour qu'il soit possible de prévoir l'issue des batailles en cours.

Un communiqué du D. N. B. insiste sur « l'importance des sacrifices » consentis jusqu'ici par l'Allemagne pour obtenir ses victoires ininterrompues. Ne faisant état que des pertes sur le front de l'est entre le 22 juin 1941 et 21 juin 1942, il évalue à 271.612 le nombre des officiers, sous-officiers et hommes de troupe qui ont trouvé une mort glorieuse en Russie. 162.314 ont été tués pendant les cinq mois de l'été dernier, 88.977 pendant les cinq mois d'hiver, 26.319 pendant les deux mois de printemps. Le total des disparus s'élève à 65.730.

Ostland. — Au delà du Gouvernement général de Cracovie, auquel ont été rattachées les anciennes provinces polonaises de Lemberg, de Tarnopol, de Stanislau et de Wolhynie, qui avaient été sous la domination russe réunies à la République ukrainienne,

les anciens Etats lithuanien, letton, esthonien, la Russie blanche, l'Ukraine et les autres territoires russes occupés constituent désormais une immense unité administrative, le Commissariat du Reich de l'Ostland.

Sous la direction unique du ministre du Reich pour les territoires occupés de l'est, M. Alfred Rosenberg, ces différentes régions ont reçu une organisation administrative particulière. Dans les Etats Baltes, qui ont subi peu de temps l'occupation russe, on a respecté davantage les cadres administratifs existants. En Ukraine, au contraire, il a fallu tout innover. Le pays est commandé par le Gauleiter Erich Koch, qui a sous ses ordres les cinq Commissaires généraux de Loutzk, Jitomir, Kiev, Nikelaïov et Dniepropetrovsk. Des Commissaires régionaux ont sous leur autorité l'administration ukrainienne auxiliaire à laquelle les Allemands ont dû faire appel pour exercer les fonctions administratives au bas de l'échelle. Elle comprend les maires de villages et leurs Conseils principaux. En général, ces fonctionnaires ukrainiens ont été acceptés par la population. Dans certains endroits, M. Rosenberg signale cependant que des bandes sauvages ont assassiné les bourgmestres ukrainiens qui collaboraient avec la puissance occupante.

Un régime de propriété absolument original a été substitué au régime communiste antérieur. Alors que le bolchevisme était parti du double principe de l'étatisation du capital et de la terre aux paysans, le Reich, à l'inverse, revient à la propriété privée du capital, mais établit une sorte de haute propriété de l'Etat sur le sol et sur les immeubles, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Dans les sovkhozes, l'Etat allemand devient ainsi le successeur de l'Etat russe comme propriétaire du sol. Quant aux anciens kolkhoses, ils ont été partagés, mais les lots ne sont pas attribués en pleine propriété : ils sont affermés contre des prestations régulières, le bail pouvant être héréditaire sous certaines conditions. Le principe de la propriété du capital lui-même n'est d'ailleurs pas appliqué intégralement. La grosse industrie, le grand commerce et la banque restent pour une part propriété du Reich, et passent pour une autre part entre les mains de filiales des grandes firmes allemandes.

Dans cette organisation du pays conquis, les dirigeants suivent un plan de très vaste envergure. C'est ainsi qu'ils tentent de faire collaborer à leur entreprise des peuples de haute valeur

colonisatrice comme la Hollande ou le Danemark, choisis parmi ces nations germaniques « en bordure » qui sont appelées à constituer avec le Reich une Confédération de la Grande Allemagne.

Dans ce dessein, on a déjà eu recours à la collaboration d'hommes et de capitaux hollandais. La « Nederlandsche Ost Compagnie », dont le siège est à La Haye, a pour objet de se mettre au service des entreprises ou personnes privées hollandaises désireuses d'exercer une activité économique dans les territoires occupés de l'est. Elle a l'appui complet de la Banque de Hollande et les crédits qu'elle accorde peuvent recevoir la garantie de l'Etat. Le Reich tente par là d'utiliser l'expérience et les capitaux des sociétés coloniales qui travaillaient jusqu'ici dans les Indes néerlandaises. Le ministre des Transports du Danemark a également engagé à Berlin des pourparlers en vue de la participation de son pays à la réorganisation des Pays Baltes. Le but que poursuit le Reich est, non seulement l'exploitation, mais le peuplement des territoires russes dévastés. 45 artisans néerlandais se sont rendus à Kharkov en avril, comme avant-garde d'un groupe de 800 artisans qui vont s'établir en Ukraine. Dans l'intention du Reich, ce mouvement est destiné à prendre une grande extension.

ANGLETERRE. — Le débat attendu sur les responsabilités de la défaite de Tobrouk a eu lieu aux Communes les 1er et 2 juillet. Il a été provoqué par la motion de blâme de Sir John Wardlaw Milne. Dans son discours, ce dernier a vivement critiqué la concentration des pouvoirs de Premier Ministre et de Ministre de la Défense entre les mains d'un seul homme. Dans un sens opposé, un autre membre de l'opposition, l'Amiral Keyes, a exprimé le regret que les projets de M. Churchill n'aient pas obtenu l'adhésion de l'Amirauté.

M. Churchill dans sa réponse, après avoir admiré avec quelque amertume le « remarquable exemple de liberté sans borne des institutions parlementaires anglaises en temps de guerre », n'a pas caché que les Anglais se trouvaient présentement face « à une régression de leurs espoirs dans le Moyen-Orient, sans égale depuis la défaite française ».

« Le caractère le plus pénible de cette défaite a été sa soudaineté. La chute de Tobrouk en une seule journée fut complètement

inattendue par la Chambre, par le public, par le Cabinet de guerre, par le Chef de l'Etat-Major et par le haut commandement du Moyen-Orient... Lorsque je suis parti pour les Etats-Unis, mon sentiment était que la situation dans le désert entrait dans une longue phase d'usure, semblable à celle de l'automne dernier. Lorsque j'arrivai au bureau de M. Roosevelt, le 21 juin, il était fortement impressionné par la chute de Tobrouk et il me fut difficile de croire à cette nouvelle au premier abord...

« L'une des plus douloureuses péripéties de cette bataille a été que dans cette première phase nous fûmes battus dans des conditions qui avaient une bonne et raisonnable perspective de succès. En effet, il se trouvait en Afrique 100.000 hommes des forces impériales et 90.000 hommes de l'Axe, dont 50.000 Allemands. Nous avions, et avons encore, la supériorité dans les airs. Nous étions donc en droit de nous sentir confiants dans l'offensive qui aurait dû être entreprise pendant les premiers jours de juin si l'ennemi n'avait pas frappé avant nous ».

En terminant, M. Churchill a déclaré qu'une longue guerre était probable, mais il a affirmé sa confiance dans l'avenir. La Chambre des Communes a repoussé la motion de blâme par 475 voix contre 25.

Quelques jours après cette mémorable séance, le 16 juillet, la Chambre des Communes se réunissait de nouveau à huis clos pour examiner la situation créée par les pertes maritimes britanniques. « L'Assemblée comprendra la nécessité du huis clos, avait déclaré Sir Stafford Cripps, lorsque la situation lui sera exposée ». L'opinion anglaise n'en a pas moins protesté contre cette mesure. Elle voudrait d'autant plus connaître la vérité, que se font plus alarmants, dans le silence de l'Amirauté, les renseignements venus d'Amérique, sans parler des longues listes de navires coulés dressées par le D. N. B.

L'inquiétude a été avivée par des dépêches allemandes, suivant lesquelles un convoi allié, en direction de Mourmansk et d'Arkhangel, a été entièrement détruit au large des côtes de Norvège, dans des opérations combinées de sous-marins et d'avions, entre le 2 et le 9 juillet. Dans cette région, où le vent glacé et la neige rendent l'attaque de l'aviation impossible en d'autres saisons, et qui même en été est couverte la plupart du temps par un brouillard très épais, les aviateurs et les marins allemands ont profité de circonstances atmosphériques exceptionnelles pour envoyer par le fond, en plusieurs fois, la totalité des 38 navires marchands composant le convoi, et un croiseur

de l'escorte. La version anglaise de cet événement n'a pas été jusqu'ici communiquée. L'Amirauté a seulement signalé l'arrivée sans incident de transports de troupes américaines à destination de l'Irlande du Nord.

La question des pertes de tonnage est étroitement liée à celle du deuxième front : un débarquement en forces ne peut être tenté si l'on ne dispose d'un grand nombre de navires. Or, on estime que la reconstitution d'une armée en Egypte mobilise une bonne partie des transports anglo-américains. Néanmoins, une pression de plus en plus forte de l'opinion anglaise et américaine, surtout dans les milieux ouvriers, et de la diplomatie russe, s'exerce sur les Etats-Majors pour les amener à soulager, coûte que coûte, les armées soviétiques par une intervention en Europe Occidentale.

En attendant, le front intérieur de la production de guerre retient toute l'attention des ministres compétents. La bataille du charbon est à l'ordre du jour. C'est un critère impressionnant des exigences de l'économie de guerre, que le pays du charbon connaisse une pénurie de houille. Alors que l'Angleterre exportait 50 millions de tonnes en temps de paix, on évalue à 15 millions de tonnes la différence entre la production minière et les besoins de la consommation. Plusieurs mesures doivent permettre de combler ce déficit. Pour assurer, en l'absence d'un recrutement normal, la relève des 25.000 mineurs qui quittent chaque année le métier pour raison de santé ou de vieillesse, il faudra d'abord ramener aux puits les mineurs employés dans les services combattants et dans la fabrication du matériel de guerre. Mais il sera nécessaire aussi de rationner la consommation civile et le projet du gouvernement se propose d'entrer dans cette voie. Pour augmenter le rendement de la production on concentrera la main-d'œuvre disponible dans les mines et dans les couches les plus productives, sans prendre en considération ni la propriété des houillères, ni la perspective des rendements à long terme. Quant à la productivité de la main-d'œuvre, on peut l'accroître de diverses façons : « La première mesure qui s'impose, écrit le Times. est de réagir favorablement aux récentes demandes formulées par les mineurs concernant les salaires ».

Toutes ces mesures entraînent, sinon la nationalisation réclamée par les travaillistes, au moins le contrôle direct des mines par le gouvernement. Dans ce but, est institué un Corps de Contrô-

leurs régionaux, doués d'une pleine et entière responsabilité pour la conduite générale des opérations minières, pouvant même déposer les directeurs, s'ils le jugent nécessaire. Leurs décisions feront loi, et les considérations commerciales ordinaires seront mises à l'écart. Les charges imposées par là à la direction trouvent leur contre-partie dans un contrôle de la main-d'œuvre, destiné à maintenir les mineurs à la mine, à lutter contre leur absentéisme qui a tendance à s'accroître et à s'opposer aux grèves « sporadiques, non autorisées, qui, bien qu'elles ne soient pas étendues, continuent, au dire du « Times », à coûter au pays plusieurs millions de tonnes de charbon par an ».

Le même effort se poursuit dans tous les domaines de la production. Le chancelier de l'Echiquier a déclaré que le total des dépenses militaires de la Grande-Bretagne s'élevait à 84 millions de livres-sterling par semaine. Le total des crédits votés par le Parlement, depuis le commencement des hostilités pour les dépenses de guerre, s'élève à 10 milliards.

Dans une allocution au peuple américain, le ministre de la Production britannique, M. Lyttelton, a déclaré que sur les 30 millions d'Anglais âgés de 14 à 65 ans, 22 millions sont dans l'industrie, dans les forces armées ou dans la défense passive. Les jeunes gens de 14 à 17 ans sont occupés à des travaux de guerre dans la proportion de 78 % et les jeunes filles du même âge dans la proportion de 68 %. L'Angleterre dépense 60 % de son revenu pour la guerre.

Les femmes anglaises participent, pour une large part, à l'effort national. Après l'inscription obligatoire des 300.000 jeunes filles ou jeunes femmes nées en 1923, qui vient d'avoir lieu, le nombre des femmes qui se sont présentées, en vertu du décret sur l'inscription pour le travail, s'élève à près de 8 millions.

Egypte. — La bataille de Cyrénaïque, commencée le 26 mai, s'est terminée le 20 juin par la prise de Tobrouk. Le 24, les troupes germano-italiennes entraient en territoire égyptien ; le 29, elles dépassaient Marsa Matruh ; et le 1er juillet, elles atteignaient la région d'El Alamein.

Ces événements étaient par eux-mêmes de nature à se répercuter gravement sur la politique égyptienne. L'effet en a été encore aggravé, le 4 juillet, par la proclamation des puissances de l'Axe :

« Au moment où leurs forces avancent victorieusement en territoire égyptien, les puissances de l'Axe confirment solennellement de nouveau leur intention précise de respecter et d'assurer l'indépendance et la souveraineté de l'Egypte.

Les forces de l'Axe n'entrent pas en Egypte comme en pays ennemi, mais dans le dessein seulement d'expulser les Anglais du territoire égyptien et de continuer contre l'Angleterre les opérations militaires qui devront délivrer le Proche-Orient de la domination britannique. La politique des puissances de l'Axe s'inspire de l'idée que l'Egypte est aux Egyptiens. L'Egypte, une fois libérée des liens qui l'attachent à la Grande-Bretagne et qui lui ont fait subir les conséquences de la guerre, est destinée à prendre sa place au rang des nations souveraines ».

Le président du Conseil, Nahas Pacha, a immédiatement défini la position de l'Egypte : « J'affirme, une fois de plus, a-t-il déclaré, que le gouvernement s'efforcera, quels que soient les événements, de maintenir le pays en dehors de la guerre ».

Ainsi, la Grande-Bretagne doit assurer seule la défense du territoire, et il n'est nullement question pour les troupes égyptiennes de se battre aux côtés des armées anglaises.

Les autorités britanniques ont pris toutes les mesures qui s'imposaient : leurs forces occupent les positions, notamment les forts et les barrages, qui étaient gardées jusqu'ici par les troupes égyptiennes. Un fonctionnaire anglais, avec les pouvoirs les plus étendus, a été accrédité auprès du gouvernement du Caire : il est autorisé à prendre des initiatives dans les questions relevant de la compétence du ministère de l'Intérieur. Un officier britannique a été détaché auprès du président du Conseil pour assister celui-ci dans ses fonctions de gouverneur militaire. Toutes les missions diplomatiques accréditées au Caire, à l'exception de la Légation de Suisse, ont été privées du droit de télégraphier librement à leurs gouvernements respectifs. Les réserves d'or de la Banque Nationale d'Egypte auraient été envoyées à Khartoum, d'où elles seraient transportées en Afrique du Sud.

Il y a là un ensemble de décisions correspondant à une complète mise du pays sous tutelle britannique, qui devait entraîner de multiples frictions entre l'administration égyptienne et les autorités anglaises. Ces empiétements inévitables, joints aux pressions qui étaient faites pour obtenir une participation plus

active de l'Egypte à sa propre défense, n'ont pas manqué de soulever le mécontentement des nationalistes.

En même temps, au sein du parti wafdiste, de graves divisions se faisaient jour. La puissante personnalité politique de Makram Obeid Pacha a été de nouveau au premier plan de l'actualité. Après s'être vu retirer son portefeuille de ministre des Finances, le secrétaire général du Wafd a été destitué par le comité exécutif du parti pour avoir dérogé au principe wafdiste et avoir accusé le chef et plusieurs membres du parti de négliger leurs devoirs. La semaine suivante, dix-neuf de ces partisans étaient à leur tour expulsés du Wafd et une dépêche de Sofia a même annoncé son arrestation.

Makram Obeid Pacha se voit ainsi repoussé par le président Nahas Pacha, dont il était jusqu'ici l'ami inséparable et l'inspirateur. De religion copte, l'ancien ministre des Finances s'est montré, au gré de ses adversaires, trop favorable aux Anglais qui cherchent, comme aux Indes et ailleurs, à tirer parti de la dualité religieuse existant au sein du Wafd. Son expulsion manifeste les hésitations et les divisions de l'opinion égyptienne à un tournant décisif de l'histoire du pays.

Les remous provoqués par la présence de Rommel aux portes de l'Egypte, conjuguée avec l'arrivée de von Bock au seuil du Caucase, se sont étendus bien au delà du Delta à tous les pays arabes. Depuis longtemps, la propagande germano-italienne présente les puissances de l'Axe comme les champions de l'indépendance arabe, décidés « à délivrer le Proche-Orient de la domination britannique », suivant les termes de la récente proclamation lancée à l'Egypte.

La diplomatie du Reich s'est constamment suscitée des intelligences dans ces régions. L'ex-président du Conseil irakien, Rachid Ali Kaïlali, déposé par les Anglais lors du coup d'Etat de mai 1941, a été reçu par le Führer en présence du ministre des Affaires Etrangères du Reich, et leur entretien a été empreint « de l'amitié confiante que le peuple allemand éprouve pour les populations arabes ». La présence à Rome du grand Muphti de Jérusalem et la constitution par lui d'un Cabinet panarabe est une preuve de cette activité diplomatique.

Par ailleurs, le roi Ibn Séoud, lié par un pacte d'amitié à la Grande-Bretagne, qui a reconnu depuis le 20 mai 1927 l'indé-

pendance de ses Etats, « Hedjaz, Nedj et dépendances », éprouve le besoin de faire connaître qu' « il n'a jamais cédé de bases aériennes aux Anglais et aux Américains » et qu'il « n'a, à aucun moment, chargé des commissions américaines de l'aménagement de certains réseaux téléphoniques ».

L'occupation par les troupes anglo-soviétiques du territoire de l'Iran a créé évidemment dans ce pays des conditions favorables à la propagande de l'Axe, surtout depuis que les unités anglaises rappelées en Egypte ont été relevées par des troupes russes et notamment par des formations de femmes-soldats.

Plus loin encore vers l'est, l'Afghanistan ne reste pas indifférent aux événements récents qui renforcent l'impression produite par les succès du Japon. Malgré la présence à Kaboul d'un des plus habiles diplomates russes, homme de confiance de Staline, Asthakov, l'agitateur politique Prokop, depuis de longues années partisan résolu de l'Empire nippon, ne cesse d'y remuer l'opinion.

Ainsi, tout l'Orient, jusqu'aux Indes, troublé par les succès de l'alliance tripartite, est devenu le lieu d'ardentes compétitions entre les belligérants. Le congrès panarabe, qui doit se tenir a Londres, montre que la Grande-Bretagne ne se désintéresse pas de la partie serrée qui se joue dans ces régions.

Indes. — Depuis l'échec retentissant des négociations de M. Stafford Cripps, la situation politique ne cesse de s'aggraver aux Indes.

Le 6 juillet, s'est ouverte à Wardha la session du comité d'études du Congrès national panindien. Le président du Congrès. Azad, le Mahatma Ghandi, le Pandit Nehru y ont maintenu la position de principe adoptée par eux au mois de juin. Elle a été approuvée.

Ils déclarent que la domination anglaise doit cesser complètement aux Indes. Une fois le pouvoir britannique écarté, les représentants des principales castes de l'Inde se réuniraient pour préparer l'élection d'une Assemblée qui aurait pour tâche d'élaborer une Constitution acceptable par toutes les classes de la population. Alors seulement, les représentants de l'Inde libre et ceux de la Grande-Bretagne détermineraient les relations futures des deux nations et leur coopération en tant qu'alliées contre une menace d'agression. En attendant, le comité d'études est favorable

au maintien des forces alliées dans l'Inde en vue de résister à une attaque japonaise et d'aider la Chine.

Ghandi a plusieurs fois affirmé qu'il était prêt à appuyer ces propositions par une campagne de désobéissance civile. « Ce sera, a dit le Mahatma, la plus grande bataille de ma vie ».

Cette menace est d'autant plus grave que Ghandi est de nouveau et sans conteste le grand leader du Congrès, dont il doit assumer la présidence suivant le désir manifesté par le comite d'études. Les autres hommes politiques influents, comme le Pandit Nehru, malgré la sourde rivalité qui les oppose au Mahatma dont les vues mystiques leur sont étrangères, sont obligés de se rallier à lui. Il y a donc toute raison de penser que l'extrêmisme de Ghandi prévaudra.

Comme les milieux de Londres estiment inacceptables ses propositions, on voit dans quelle impasse est engagée la politique britannique aux Indes. La seule chance de l'Angleterre est l'extrême division qui règne dans le pays. Le pan-indouisme du Congrès est battu en brèche par l'importante minorité musulmane qui compte 75 millions de membres sur 340 et dont le chef, Mohamed A. Djinnah, réclame la division des Indes et la formation d'un Etat musulman indépendant, le Pakistan. Cette fraction de la population, où se recrute principalement l'armée indienne, est violemment opposée à la dictature du Congrès. Ses revendications ont pu se faire entendre jusque dans le Congrès par l'entremise du Brahme Rajagopalahariar qui a insisté pour que la question constitutionnelle soit discutée avec les autres minorités. Mais, devant l'échec de sa proposition, l'ancien Premier ministre de Madras a donné sa démission du parti et de l'Assemblée législative de Madras afin de reprendre sa liberté d'action. Il a été abandonné par la plupart de ses partisans.

L'extrêmisme de Ghandi est lui-même dépassé par l'ultranationalisme de Chandra Bose. Ce leader s'est fait l'avocat de la politique nippone dont le principe affiché est « l'Inde aux Hindous ». Il a été l'âme du Congrès d'indépendance indienne qui s'est tenu à Bangkok sous l'œil bienveillant du Japon.

Dans ce dédale, la Grande-Bretagne joue de son mieux la rivalité des partis et des castes. Un intouchable, le Dr. Bhimrao Ambedkar, vient d'entrer au Conseil exécutif et au Cabinet de guerre du vice-roi à titre de ministre du Travail. Le vice-roi a désigné comme collaborateur du général Wavell, en qualité de

ministre de la Défense, Sir Firuz Khan Noon, qui compte parmi les princes musulmans : ses attributions sont plus importantes que celles qui avaient été proposées par Sir Stafford Cripps au moment des négociations.

Une expédition punitive a été nécessaire pour mettre fin, dans le territoire musulman du Sind, sur la frontière nord-ouest, à la révolte des Hours, bandes fanatiques qui se sont rendus coupables d'une série d'actes de sabotage. La loi martiale a été proclamée dans cette région.

ESPAGNE. — Le 17 juillet, le général Franco a annoncé la création des nouvelles Cortès d'Espagne.

« J'ai considéré, a-t-il dit, que le moment était venu d'encadrer le régime juridique de l'Etat et son ordre administratif dans un système d'institutions où seront représentés les éléments qui constituent la communauté nationale. Dans ces Cortès les avis différents, dans le cadre de l'unité du régime, l'expression des inspirations, la critique documentée et l'intervention de la technique législative contribueront à la vitalité, à la justice et au perfectionnement des droits positifs de la Révolution et de la nouvelle économie ».

A cette occasion, le Caudillo a de nouveau affirmé la supériorité du régime totalitaire pour les pays européens :

« La guerre actuelle, avec ses destructions et ses dépenses énormes, pose à l'avenir des nations des problèmes tels que nous pouvons assurer que peu de chose sera sauvé du système libéral et démocratique. Dans l'ordre guerrier, le régime totalitaire a démontré pleinement sa supériorité. Dans l'ordre économique, il est le seul qui puisse sauver une nation de la ruine, et dans l'ordre social, la guerre ne pourra pas se prolonger longtemps sans que les gouvernements fassent aux masses laborieuses des concessions et des promesses que les Etats totalitaires réalisent déjà... Pour les pays européens, un seul danger existe, celui d'hier, d'aujourd'hui et de demain : le communisme. Un seul système peut surmonter les grands désastres causés par la guerre ».

Politique familiale. — Une nouvelle loi protège « l'institution de la famille » comme étant la base de l'ordre social. Cette loi transforme en délit l'abandon de domicile familial et l'inaccomplissement, en matière d'éducation, des devoirs paternels inscrits dans la loi, lorsqu'ils ont pour cause une conduite désordonnée.

Par ailleurs, la législation espagnole en matière d'avortement est renforcée et les sanctions pénales contre le délit d'adultère sont rétablies.

PORTUGAL. — Comme le Caudillo en Espagne, et à quelques jours d'intervalle, le président Salazar a prononcé un grand discours où il a défini les principes du régime. Après avoir montré la difficile situation des pays neutres, il en a marqué l'action bienfaisante.

« Quand on voit ce que le Portugal et la Suisse, pour ne pas parler avec autant de raison d'autres pays, ont fait pour sauvegarder du naufrage les restes de la solidarité humaine dans un monde pratiquement entièrement en guerre, quand on considère la valeur des petites étendues où la vie n'est ni haine, ni désespoir, où la sympathie du cœur ne distingue ni peuples ni races, mais seulement la souffrance et les besoins... on devrait louer la Providence ».

Le président signale ensuite « le trouble indéniable causé dans les esprits par l'alliance anglo-russe et la douloureuse impression qui en a été ressentie partout, même au sein des nations unies ». « Pourtant, ajoute-t-il, il est exagéré de penser et de dire que l'Angleterre désire le communisme ou cherche à le favoriser comme un espoir de demain pour l'Europe ». Parlant de la démocratie et du libéralisme, le président exprime sa conviction que la guerre n'est pas faite pour permettre aux régimes usés ou rejetés de revivre.

En conclusion, M. Salazar a déclaré :

« Nous, par exemple, nous ne pourrions pas accepter que l'hypertrophie de l'autorité méconnaisse les droits de la conscience, ni que l'Etat absorbe toute la vie de la nation ainsi que les groupements naturels qui défendent la vie elle-même et l'activité des hommes, ni que les besoins économiques constituent le principe de l'organisation des nations ou de la société internationale, ni que l'initiative individuelle disparaisse comme organe propulseur de l'activité sociale et que toute initiative, toute richesse ou que tout le commandement de la vie en société passent à l'autorité publique. Ces restrictions, apparemment si simples mais si essentielles que pour elles ou contre elles semblent se battre beaucoup d'hommes, représentent justement l'un des traits dominants des institutions portugaises ».

ASIE

JAPON. — Au point de vue des opérations militaires, l dernières semaines écoulées ont été pour le Japon une pério d'accalmie.

La guerre continue en Chine. Une dépêche de Tokio annon que le chemin de fer du Tché-Kiang au Kiang-Si est maintena entre les mains japonaises sur la totalité de son parcours. L deux provinces ne sont pourtant pas entièrement occupées. L comme dans les autres régions, la guerilla chinoise ne cesse harceler les contingents nippons stationnés le long des grand voies de communication.

Aux Aléoutes, le Japon tient les îles d'Atu et d'Agatu da l'archipel des îles Proches, et l'île de Kiska dans l'archipel d Rats. L'opinion américaine ne voit pas sans inquiétude l'enne s'installer dans ces parages sur les lignes de navigation que pa courent les bâtiments russes pour amener à Vladivostock le m tériel américain.

Sur les autres théâtres d'opérations, on ne signale qu'u faible activité militaire.

Cette accalmie prépare-t-elle un nouvel orage ? Australi Indes, Sibérie : les grands objectifs ne manquent pas à la str tégie nippone. Pour ce qui est de la Sibérie, bien que des troup importantes stationnent des deux côtés de la frontière russ mandchoue et qu'on parle d'accord secret entre la Chine l'U. R. S. S., l'amiral Togo a déclaré une fois de plus que s pays désirait vivre pacifiquement avec la Russie, et qu'il n'ava pas pris ombrage des récents accords passés par l'U. R. S. S. av les ennemis du Japon.

Entre temps, l'Amirauté américaine informe que la batai de Midway a abouti à la destruction des porte-avions Kaga, Aka Hiryu et Soryu. S'il est exact que les combats de la mer de Cor ont coûté au Japon la perte du Shokaku et du Zuikaku, il resterait en tout et pour tout que trois porte-avions dans l escadres du Mikado. Les Américains prétendent d'autre part av détruit une vingtaine de croiseurs depuis le début des hostilit Ces chiffres, s'ils étaient confirmés, expliqueraient peut-être relative inactivité des forces nippones.

Dans le domaine économique, par contre, les Japonais montrent fort actifs : ils équipent les régions conquises et

parent rapidement les destructions opérées par les forces alliées en retraite. Les docks de Singapour seraient déjà reconstruits. Une grande activité industrielle est signalée aussi bien en Birmanie qu'en Malaisie ou à Java. Une liaison par chemin de fer serait projetée entre Shanghaï et Singapour : cette ligne est déjà construite à l'exception d'un court tronçon et on se demande si les opérations en Chine des armées japonaises n'ont pas pour but d'occuper militairement les sections de ce parcours qui ne sont pas encore sous sa domination. L'agence chinoise Chekiaï prétend d'autre part que le Japon est maintenant rattaché à la Corée par le tunnel Mojo-Shimonoseki.

Cette vaste organisation du grand espace japonais, largement doté des matières premières nécessaires à la métropole pour poursuivre et élargir son effort de guerre, inquiète les milieux compétents américains. On précise que le plan stratégique des alliés consistant à se tourner d'abord contre l'Allemagne et l'Italie pourrait, si la victoire de ce côté se faisait attendre, créer une situation dangereuse en Extrême-Orient.

AMÉRIQUE

ETATS-UNIS. — A l'occasion de « l'Indépendance Day », le président Roosevelt a déclaré dans son message à la nation américaine que jamais depuis le jour de sa première célébration à Philadelphie, cet anniversaire n'a eu lieu à un moment aussi critique pour tout ce dont il est le symbole.

« Ne pas perdre une heure, ne pas perdre un coup de fusil, ne pas épargner un seul coup à l'ennemi, telle est cette année notre façon de célébrer notre grande fête nationale ».

La résolution du pays se traduit sur le terrain financier par des chiffres éloquents. Le département des Finances a clos le 30 juin l'année fiscale la plus coûteuse qu'aucune nation ait jamais connue dans l'histoire. Les dépenses de l'Etat se sont élevées à 32.491 millions de dollars, dont 25.953 millions pour la guerre. Néanmoins, les prévisions pour le prochain exercice dépassent largement et doublent presque ce chiffre. Le coût quotidien de la guerre est actuellement de 158 millions contre 76 en décembre. Les recettes budgétaires ne s'étant élevées qu'à 12.799 millions de dollars, le déficit pour les 12 mois écoulés ressort à

19.692 millions. Il atteindra 43 milliards l'année prochaine. La dette fédérale a déjà dépassé le 30 juin 76 milliards. Le secrétaire du Trésor, M. Morgenthau, se préoccupe de mettre sur pied un nouveau système d'impôt qui permette d'équilibrer moins imparfaitement son gigantesque budget.

Les sommes versées par l'Etat déclenchent, au sortir de l'usine américaine, une production d'armes de toutes natures, que M. Roosevelt compare à une « inondation » : 4.000 avions, 1.500 chars et 2.000 canons ont été construits pendant le mois de mai. Beaucoup d'entreprises ont reçu l'ordre d'adapter leur outillage aux nouvelles fabrications. Le Bureau de la Production de Guerre a interdit presque entièrement la confection des instruments de musique. Les fabriques de pianos construiront des avions sans moteur, les fabriques d'orgues des souffleries pour les « Link-Trainers », appareils pour l'entraînement des pilotes au sol, et les fabriques d'instruments de cuivre et de flûtes, des instruments pour l'aviation. En même temps, les stocks de 27 instruments de musique ont été réservés aux fanfares de l'Armée et de la Flotte.

A la suite de leurs entretiens, M. Roosevelt et M. Churchill pouvaient déclarer :

« En ce qui concerne la production des munitions de divers types, les statistiques donnent dans l'ensemble un tableau optimiste. Le débit mensuel, précédemment établi, n'a pas atteint son maximum, mais comme prévu s'en rapproche rapidement. »

Mais ils devaient ajouter :

« Par suite de l'extension de la guerre à toutes les parties du monde, le *transport* des forces armées, des munitions et du ravitaillement constitue le problème le plus important des nations unies. Alors que la guerre sous-marine de l'Axe continue à nous faire payer un lourd tribut de navires, la construction de nouveaux tonnages continue à augmenter considérablement mois par mois. Il est permis d'espérer que comme résultat des mesures envisagées au cours de cette conférence, nos marines de guerre respectives réduiront les pertes en navires marchands. »

Si la bataille de la production est ainsi virtuellement gagnée, celle du transport, on le voit, est encore indécise. La pénurie de navires marchands se fait gravement sentir. Pour amener hommes et matériel aux points menacés, les bâtiments alliés doivent couvrir des distances de plus en plus grandes. La liaison Etats-Unis-

Egypte, par exemple, ne peut se faire qu'en contournant par le sud l'Australie ou l'Afrique.

Or, s'il faut en croire les communiqués allemands, la navigation alliée aurait perdu en mai 170 unités d'un déplacement total de 924.000 tonnes et en juin 156 bâtiments d'un tonnage global de 886.000 tonnes. Cela porterait à 4 millions de tonnes le chiffre des pertes pour le premier semestre de l'année. Les renseignements fournis pour les premières semaines de juillet sont plus alarmants encore. Ils ne tiennent pas compte des navires coulés par le Japon et l'Italie.

On rappelle à ce sujet qu'au cours du mois le plus néfaste pour la navigation alliée de la dernière guerre, avril 1917, 840.000 tonnes de navires avaient été coulés.

Si ces chiffres sont confirmés, l'activité fiévreuse des chantiers américains ne parvient pas à compenser les pertes subies. En mai, 632.000 tonnes de cargos et de pétroliers auraient été lancées ; en juin, 731.000 tonnes. Il est peu probable que la construction anglaise puisse combler le déficit que ces chiffres font apparaître.

Des mesures sont prises pour réserver strictement le fret aux besoins urgents. Mais c'est surtout en accentuant la chasse aux sous-marins que l'on se propose de parer au danger. Les submersibles de l'Axe opèrent principalement dans les parages où les bateaux naviguent isolés. Malgré le ralentissement qu'il occasionne, on tend donc à généraliser le système des convois qui se révèle efficace. On étudie par ailleurs les possibilités d'emploi d'avions de gros tonnage, sorte de cargos aériens, pour le transport du ravitaillement américain vers les nations alliées.

La marine de guerre est également l'objet des préoccupations de l'Amirauté. La Commission des Affaires Navales de la Chambre des Représentants vient de révéler que les Etats-Unis possèdent des navires de guerre totalisant 1.924.500 tonnes, construits depuis 1934 et actuellement en service, et 2.646.606 tonnes en construction. Une loi récente autorise le Département de la Marine à mettre en construction 500.000 tonnes de navires porte-avions, 500.000 tonnes de croiseurs lourds et légers et 900.000 tonnes de destroyers et de navires d'escorte, ainsi que 400 chasseurs de sous-marins en acier, 200 chasseurs de sous-marins en bois, 200 torpilleurs et 200 patrouilleurs. Le dernier navire sera probablement lancé avant la fin de 1946.

Cette ouverture de crédits est indépendante du projet voté par la Chambre et le Sénat, d'une affectation de 42.820 millions de dollars à la construction d'avions et à l'équipement d'une armée de 4.500.000 hommes.

Il est à noter que le Département de la Marine ne prévoit la construction d'aucun navire de ligne. Les Etats-Unis prennent ainsi position dans la controverse entre les partisans des cuirassés et ceux des porte-avions. Cette décision capitale s'appuie sur les conclusions des deux batailles navales de la mer de Corail et de l'île Midway, où les navires de ligne des deux flottes n'ont jamais pu s'approcher à portée de canon et n'ont eu d'autre rôle que de servir de cibles aux avions.

REVUE DES LIVRES

eorges Goyau. — **Histoire religieuse de la France** — Nouvelle édition réduite et conduite jusqu'à nos jours par M. G. Hanotaux, avec une vie de G. Goyau. Plon, Paris, 390 pages.

Nos lecteurs connaissent le beau volume consacré par Georges oyau à l'*Histoire religieuse de la France* dans la grande *Histoire de · Nation française* publiée sous la direction de M. G. Hanotaux. C'est ne des plus solides et des plus vivantes synthèses de quinze siècles de otre vie spirituelle française. On est heureux de la posséder sous ce ormat réduit qui permettra à un plus vaste public de connaître ce récieux ouvrage, le chef-d'œuvre de G. Goyau.

Le présent volume contient de plus *une vie de G. Goyau* (p. 1-37) : un appendice intitulé : *Vingt ans d'histoire religieuse de la France :* 920-1940 (p. 355-390). L'intention en est beaucoup plus louable que ı réalisation. Ces pages, inspirées par une haute amitié envers G. oyau et par un noble amour de la France chrétienne, manquent malheureusement de la solidité, un peu lourde parfois, qui caractérise œuvre de G. Goyau. L'esquisse biographique est diffuse par endroits : déficiente en plus d'un point important. Ni l'œuvre considérable de . Goyau consacrée à l'Allemagne, ni, plus importante encore, l'œuvre laquelle il voua les trente dernières années de sa vie, à savoir l'étue des Missions Etrangères, le zèle ardent à les promouvoir, les fondaons auxquelles le nom de G. Goyau demeure attaché, ne trouvent ici attention qui leur était due. Quant au chapitre qui conduit l'*Histoire eligieuse de la France* de 1920 à 1940, il est éloquent mais superficiel ; a été rapidement écrit en résumant deux brochures de vulgarisation, ıne de P. Lesourd, l'autre du Cardinal Verdier. On y regrette de cheuses distractions typographiques : (p. 360) « L'Encyclique *Motu roprio* porta, etc... » Il faut lire (p. 363) *Pie XI* au lieu de Pie X ; . 364) *Ubi arcano Dei ;* la leçon *Gesta Dei per Franco* est inattendue. uant à faire du Cardinal Verdier « *le Vercingétorix de l'ultime résisnce à l'invasion de l'incrédulité* » (p. 383), le rapprochement est surrenant.

Paul Doncœur.

ıul Lesourd. — **L'Ame de Talleyrand** — Flammarion, Paris, 1942. 192 pages. Prix : 22 fr.

Quand on prononce le nom de Talleyrand, on évoque le diplomate pe, le Napoléon de la Diplomatie, celui que tous les jeunes secrétaires

d'ambassade ambitionnent d'égaler. Mais on ne peut s'empêcher de se rappeler en même temps que cet homme de génie fut aussi un homme perdu de vices, qu'il fut renégat, sacrilège, débauché, fourbe, vindicatif, et qu'il profita de sa puissance pour s'enrichir scandaleusement. L'Histoire a-t-elle été vraiment équitable envers lui et n'a-t-elle pas noirci les traits sombres de son caractère ? M. Paul Lesourd a voulu s'en rendre compte et a étudié, avec l'intention avouée d'y trouver quelque chose d'estimable, l'âme de Talleyrand. Il en résulte non pas une réhabilitation, certes, mais une atténuation de la réputation fâcheuse qui s'est attachée au nom de Talleyrand. Ses vices subsistent, mais il y avait quand même quelques beaux côtés dans son caractère qui permettent l'admiration. S'il a renié son sacerdoce, « le climat de son siècle et son oncle, Mgr de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, pour le compte et à la demande de qui l'évêque de Noyon, Mgr de Grimaldi, ordonna Charles-Maurice de Talleyrand, portent, devant Dieu et devant la postérité, une grande part de responsabilité ». Au moins il ne fut jamais persécuteur et garda dans le fond de son cœur le respect de la religion de son enfance. S'il fut vénal et accepta sans vergogne les versements de l'Etranger, ce ne fut jamais au détriment des intérêts de la France. S'il trahit Napoléon, il le fit sans doute par rancune, mais aussi parce qu'il estimait que son règne devenait un danger pour l'existence même de la France. Enfin sa conversion à ses derniers moments ne fut pas un vain simulacre et s'il a reçu le pardon divin, pourquoi ne lui accorderions-nous pas nous-mêmes notre absolution ?

Laissons-nous gagner par le plaidoyer de M. Lesourd qui d'ailleurs est loin d'être sans sévérité.

Jean ROCHE.

Friedrich SIEBURG. — **La Fleur d'acier** — Grasset, Paris, 1942. Traduit de l'allemand par André Cœuroy. 290 pages. Prix : 29 fr.

M. Fr. Sieburg est allé en 1939 promener au Japon, les yeux bien ouverts, son rêve d'homme du Nord. Il en a rapporté cette image symbolique : une fleur d'acier. Des pétales blancs, délicats, éphémères, saupoudrant une armure ; un sourire d'Orient épandu sur les visages ; une noblesse de politesse rituelle, une bienveillance d'accueil recouvrant un farouche orgueil de race durement discipliné ; un appétit violent d'expansion dominatrice servi par une rare application au travail et le don de tout l'être à l'Empire et à un empereur quasiment divinisé : tel lui est apparu le Japon, et il a cédé, sans qu'il paraisse s'être raidi là-contre, à sa séduction, encore qu'il se défende d'avoir « poétisé » ce pays.

Il n'a pas eu grand'peine à pressentir et faire prévoir les événements qui ont éclaté depuis. Son livre, qui n'est pas d'un économiste

ou d'un politique, mais d'un clinicien d'âme, et dans le cas, pourrait-on dire peut-être, d'âme-sœur, donne excellemment une clef de l'histoire en cours. La lecture en est d'un bout à l'autre intéressante et instructive, malgré que traîne un peu, à travers Suez, les Indes et Hong-Kong, l'approche de notre voyageur vers le Japon.

Louis BARDE.

Marcel BLANCHARD. — **Géographie des Chemins de fer** — Préface de Raoul Dautry. Gallimard, Paris, 1942. 231 pages.

La collection « Géographie humaine », dirigée par M. Deffontaines, vient de s'enrichir d'un ouvrage d'un puissant intérêt : Géographie des Chemins de fer.

De tous les agents de transformation qui ont repétri la face du globe au cours du XIXe siècle, le chemin de fer a été le plus actif. Distributeur de richesses, mais aussi producteur, car c'est grâce à lui que de nombreuses régions, jusque-là improductives et cependant prodigieusement riches, ont été mises en valeur, le chemin de fer a été aussi un agent de transformation politique. Il a unifié des Etats, orienté leur expansion et assuré leur indépendance, et lorsqu'un ancien Empire, l'Autriche-Hongrie, s'est effondré, c'est parce que son réseau de chemins de fer qui lui servait d'armature, fut disloqué, que les Etats successeurs n'ont pas pu se réorganiser.

L'auteur démontre tout cela en étudiant successivement le développement du réseau ferroviaire des Etats-Unis, du réseau français, de l'ancien réseau Hasbourgeois, du réseau alpin ; il montre aussi les prodigieuses transformations opérées en Sibérie, aux Indes, en Mandchourie, par l'établissement du transsibérien et des chemins de fer asiatiques.

Les répercussions de l'expansion des chemins de fer ne sont pas seulement d'ordre économique ou politique, elles sont aussi d'ordre démographique et social. On a beaucoup accusé le chemin de fer d'avoir vidé les campagnes et provoqué l'hypertrophie des centres urbains. Cela est vrai, mais la contre-partie aussi est vraie. Non seulement les chemins de fer ont permis le peuplement de certaines régions lointaines jusque-là désertiques, mais dans notre France même c'est grâce à eux que la région languedocienne a pu devenir la plus grande région productrice de vins qui soit, et la plaine de Vaucluse une grande région productrice de primeurs, et augmenter sans cesse leur population. Ce sont les chemins de fer aussi qui ont décongestionné les centres urbains, en permettant aux banlieues plus saines et plus aérées de s'étendre presque indéfiniment. Nous ne donnons là qu'un aperçu des nombreux points de vue qu'aborde l'auteur. Il suffit pour montrer combien son étude est variée et suggestive.

Jean ROCHE.

Abel DURAND. — **Nantes dans la France de l'Ouest** — Librairie Plon, Paris, 1941. 230 pages. Prix : 40 fr.

Nantes s'est mise en frais pour que, dans la future organisation administrative du pays, lui soit attribué le titre de capitale légale d'une plus grande Bretagne, dite Région de l'Ouest, ou Région armoricaine. Ce serait d'abord, assure-t-elle, juste reconnaissance de droits consacrés par l'histoire, et en plus ajustement, par débordement des limites artificielles de l'ancienne province, aux besoins nouveaux, de tout ordre, du présent. Superbement édité, enrichi de nombreuses illustrations, cartes et plans, ce volume plaide savamment et très agréablement sa cause. L'essentiel du plaidoyer est dans l'habile et solide préface de M. G. Rondeau, maire de Nantes. Economiste et historien bien informé, M. Abel Durand s'emploie à en justifier les conclusions. Seul un érudit breton serait à même d'apprécier exactement l'objectivité de son exposé. Remontant aux origines de l'Armorique, celui-ci déroule toute l'histoire de la province, la complète et explique par une étude géographique de la région, l'achève par d'instructifs aperçus sur le rôle grandissant de Nantes, à notre époque, en tous domaines : économique, social, culturel.

Quoi qu'il en soit de l'intention qui dirige ces aperçus, l'ouvrage constitue une très intéressante et instructive monographie de province.

Louis BARDE.

Georges CHABOT. — **La Bourgogne** — Collection Armand Colin, Paris, 1941. 220 pages. Prix : relié 22 fr. 25 ; broché : 19 fr. 50.

Dans cette monographie, on étudie successivement du point de vue géologique, géographique et économique, les différentes parties et finalement Dijon, la ville centrale de la Bourgogne. Cette étude est très attachante : il serait à souhaiter qu'une monographie semblable fût faite sur chacune de nos provinces.

Jules COURTILLE.

Collection : « **Prends et Lis** » — Editions Spes. Chaque brochure : 3 fr. 50.

Mgr Calvet nous résume *Le message de Bossuet :* donner des règles de bon sens, rattacher à la raison la vie chrétienne, nous unir profondément à l'Eglise du Christ, nous faire aimer Dieu sagement. Bref raccourci qui est loin d'épuiser la matière du « message », mais qui nous rend plus fiers encore du « messager ». — Le chanoine Petiot expose *Le message de Joseph de Maistre.* L'original penseur, on le sait, a ses

admirateurs et ses détracteurs ; mais nul ne lui conteste son courage à scruter les problèmes fondamentaux, ni sa passion de l'ordre et de l'unité, ni sa totale sincérité. Il est vraiment actuel. — Le R. P. Dassonville précise *Le vrai sens de la vocation familiale :* vocation spéciale qui a ses signes propres, ses grâces particulières ; vocation commune mais réelle ; vocation au bonheur ! — M. J. Wilbois dans *Etes-vous chrétien ?* rappelle que être chrétien c'est aimer, malgré les obstacles des passions égoïstes. Il répond à trois objections : le christianisme contraire à la nature, destructeur de la personnalité, ennemi du bonheur... Travail substantiel qui fait réfléchir. — Mgr Lavallée se demande : *Qu'est-ce qu'un saint ?* A côté des saints extraordinaires, il y a les saints ordinaires vraiment « saints » : ceux qui font tout leur devoir en esprit d'amour. Dieu aidant, pourquoi pas nous ? Enfin le R. P. Poucel dans *La sainteté dans l'Eglise* souligne un autre aspect du même problème : la sainteté et la conformité au Christ en tant qu'il est le Fils de Dieu fait homme : elle est offerte à tous comme un idéal parfaitement réalisable des devoirs les plus communs. Le « monde » aime peu les saints tout en les admirant : il reconnaît leur vertu mais il craint leur exemple.

Maurice RIGAUX.

Jean-Jacques AGAPIT. — **Dites-le « leur »** — Editions du Livre Français, 12, rue de Constantine, Lyon. 254 pages.

« Quand ils voient un mutilé, « ils » supposent tout de suite que c'est un accident de tramway. Il faut leur coller des décorations sous le nez pour qu'ils comprennent... Il faudrait écrire un livre... un livre à la mémoire des morts, des blessés, de tous ceux qui ont souffert, pour que les autres comprennent... et se souviennent. » Tel est le but que se propose l'auteur. Livre parlant s'il en est, mais qui ne fait pas de littérature, peut-être pas assez au gré du lecteur, car c'est « tout le temps la même chose », comme dans ces malheureuses chambres d'hôpital où chacun a sa souffrance et porte en plus celle des autres...

L'ouvrage est volontairement très réaliste : il essaie « de peindre en trois tons leurs affreuses blessures, de faire respirer cette odeur d'hôpital qui est faite de trois odeurs mêlées à celle de l'antiseptique, de faire entendre les trois cris de l'homme, souffrance, espoir ou mort »...

Une sérénité calme et chrétienne est partout sous-jacente sous ces pages. On regrette d'autant plus que l'auteur n'ait pas voulu dévoiler davantage les sources spirituelles de la foi où il a pu puiser tant de patience et de courage.

Stanislas de LESTAPIS.

Chanoine L. VENARD. — **Saint Jean vous parle** — Textes choisis et commentés (Quatrième évangile, Epîtres, Apocalypse), Bloud et Gay, Paris, 1942. 251 pages. Prix : 27 fr.

Une vie toute consacrée à l'étude du Nouveau Testament pourrait-elle se proposer une fin plus haute que de mettre à la disposition des chrétiens les fruits savoureux de la littérature johannique ? Les spécialistes connaissaient M. Venard par ses bulletins bibliques, publiés en plusieurs revues, par ses articles du Dictionnaire biblique ; ils pouvaient regretter qu'il n'ait pas livré au grand public les richesses de son érudition. Leurs désirs sont comblés par le volume présent, qui fait souhaiter une succession d'ouvrages similaires.

Nous y trouvons les passages les plus importants du quatrième évangile, de la première épître de saint Jean et de l'Apocalypse. La traduction personnelle du texte original est accompagnée, au bas des pages, de quelques notes d'exégèse, sobres et substantielles. Viennent ensuite (pour l'Apocalypse précèdent) des considérations dogmatiques, morales et pieuses, présentant la doctrine contenue dans les versets transcrits. Elles sont à la fois instructives et édifiantes : résultat d'une information scripturaire étendue, d'une réflexion originale, d'un sens à la fois pratique et mystique, d'une longue expérience de la vie. L'auteur se couvre parfois de citations bien choisies : non moins heureuses sa pensée et son expression.

La théologie johannique est rangée sous les grandes rubriques : le Christ, lumière du monde et vie ; Dieu, lumière et amour. Les visions de l'Apocalypse sont condensées en quelques tableaux, aussi lumineux et suggestifs que possible. Enfin un dernier chapitre sur la vie spirituelle d'après saint Jean résume en lignes nettes les enseignements du dernier des Apôtres et les rapproche de celle de saint Paul, pour les mieux définir et spécifier.

Joseph BONSIRVEN.

Henri RONDET, S. J. — **La Paix du Christ** — Editions Spes, Paris, 1942. 155 pages. Prix : 18 fr.

Que de militants catholiques, au moment de notre défaite, connurent un moment de découragement. De toute leur âme, ils s'étaient lancés dans l'apostolat ; grâce à eux la moisson état prometteuse. Or, en quelques semaines, elle se trouva compromise par la défaite. « Sperabamus ! » se confiaient-ils déconcertés. Et leur foi vacillait parce que, pas mieux que les disciples d'Emmaüs, ils n'avaient vraiment compris le rôle providentiel de la souffrance, le sens profond des Ecritures, les leçons que nous donne l'histoire de l'Eglise. « Paganisés » à leur insu par le matérialisme contemporain, ils se faisaient du règne du Christ, de la paix, une conception par trop terrestre et temporelle.

Cette « paganisation », le R. P. Rondet l'explique fort bien et la

réfute en ces pages doctrinales fortement charpentées qui sont un écho des entretiens qu'il eut avec des militants d'action catholique, spécialement d'universitaires, ingénieurs et industriels. Il y a ajouté le texte d'une conférence donnée en 1929 à l'occasion du Congrès Marial de Lyon.

Gabriel ROBINOT MARCY.

G. COURTOIS. — « **L'art d'être chef** » — Editions Rivoire, 16, rue Nicolaï, Lyon, 1941. 190 pages. Prix : 30 fr.

Par sa reliure élégante, son format portatif, à bien des titres encore, ce petit livre-ci mérite spécialement le nom de « bréviaire ». Rien n'y manque, pas même la brièveté : courtes maximes de Lacordaire, de Foch, de Pétain, alternent avec des « leçons » tirées de la vie des chefs, ici Mangin, ailleurs Lyautey, et des sentences dues à l'auteur lui-même : conseils pratiques sur la mission du chef, sur les multiples qualités requises, sur l'exercice du commandement dans tous ses détails. Le style dépouillé exprime sans détours une pensée vigoureuse et claire.

Gustave DESBUQUOIS.

Abbé MAZIOUX. — **Dans le champ du Père...** — Lettre-préface de S. Em. le cardinal Gerlier. Chez l'auteur, 6, rue Mi-Carême, Saint-Etienne, 270 pages. Prix : 10 fr.

Ce petit livre de poche dont deux éditions ont déjà paru est composé à l'usage des militants d'action catholique, pour les aider à réaliser d'abord en eux-mêmes ce qu'ils veulent ensuite propager dans les autres ; c'est-à-dire pour leur enseigner les conditions spirituelles préalables à l'apostolat. Comme le précise l'auteur dans son avant-propos, bien qu'il ne s'agisse pas d'un recueil de méditations, mais plutôt d'une introduction à la vie chrétienne, l'exposé est à lire lentement, à plusieurs reprises. Ainsi le militant se pénétrera peu à peu, au son d'une voix amie et insistante, de la bonté du Père. Il se laissera mouvoir par une intime attirance vers les moyens d'ordre surnaturel, moyens simples, toujours efficaces.

Gustave DESBUQUOIS.

J. de FONT-REAULX. — **Manuel des Etudes Drômoises** — Imprimeries réunies, Valence — Brochure de 56 pages avec 3 cartes. 1941. Prix : 10 fr.

L'auteur s'est proposé d'indiquer « les ouvrages où se renseigner, les travaux à poursuivre et quelques sujets d'études » sur la géographie, l'histoire, les monuments, le folklore... du département de la Drôme. Livret consciencieux, certes ! mais quel maître aura le temps de

procéder à ces lectures, à ces recherches ? Est-ce bien ce genre de travail schématique et bibliographique que réclame l'initiation des enfants aux secrets de leur petite patrie ?

Maurice RIGAUX.

Docteur A. LEPELLETIER. — **Trois pages épiques** — Plaquette de 32 pages à 6 fr. — **A la recherche de l'énergie** — Volume de 148 pages à 16 fr. — Aubanel à Avignon, 1941.

La plaquette est poésie : il y a là du souffle et de l'idée, et le jaillissement d'une belle âme... Une partie de ces vers est reproduite dans le volume en prose, que pour notre part nous goûtons moins ; mais il s'y trouve d'excellents conseils aux jeunes. Saluons la mâle énergie de ce vieux « barde »...

Maurice RIGAUX.

Pierre HENNEGUIER. — **Tourelles de Mai, Patrouilles de Juin.** — Editions des Livres Nouveaux (Paris-Avignon). Un petit livre de 86 pages. Prix : 10 fr.

« Maudit soit le premier chariot qui fut blindé », pourrions-nous dire en plagiant un poète célèbre. Et pourtant les chars modernes furent naguère le véhicule de grandioses courages. Un des survivants de cette carrière nouvelle raconte ici quelques exploits... Honneur aux braves !

Michel GORY.

Henri QUEFFLEC. — **Neiges.** — Editions des Livres Nouveaux (Paris-Avignon). 96 pages. Prix : 14 fr.

Deux essais scandinaves, où l'auteur témoigne d'un style personnel et coloré, d'une riche observation de la nature et des hommes.

Michel GORY.

Georges R. MANUÉ. — **Méditerranée-Niger** — Fernand Sorlot, Paris, Clermont-Ferrand. 142 pages. Prix : 18 fr.

Exposé favorable et bien documenté de la question du Transsaharien, question longtemps débattue et que l'on semble aborder à présent avec plus de résolution et de méthode.

Jules COURTILLE.

LES ÉVÉNEMENTS

10 *juillet.* — Baptême du premier navire de guerre français depuis l'armistice : l'aviso « Matelot-Leblanc », lancé à Port-de-Bouc.

11 *juillet.* — M. Saradjoglou forme, presque sans modifications, le nouveau cabinet turc.

En Egypte, les deux adversaires ayant reçu des renforts, s'affrontent de nouveau sur la ligne El-Alamein-Kattara.

12 *juillet.* — Le gouvernement français proteste contre l'occupation par les Britanniques de l'île Mayotte (Comores).

14 *juillet.* — Un décret canadien autorise le stationnement de troupes américaines sur le territoire du Dominion.

15 *juillet.* — Une résolution du Congrès pan-indien demande le retrait du pouvoir britannique.

Le département américain de la Marine publie un bilan de la bataille navale de Midway.

Mort de M. Ortiz, président démissionnaire de la République Argentine.

16 *juillet.* — Le président Laval communique à la presse les négociations engagées avec les gouvernements italien, allemand et américain au sujet de l'escadre française d'Alexandrie. La France repousse les propositions américaines tendant à l'évacuation de ses navires par le canal de Suez.

17 *juillet.* — Prise par les Allemands du centre important de Vorochilovgrad, dans le bassin industriel du Donetz.

Rupture des relations consulaires entre les Etats-Unis et la Finlande.

18 *juillet.* — Prenant occasion du 6e anniversaire du soulèvement national, le général Franco annonce la création de cortès corporatives.

Signature à Saïgon d'un accord commercial franco-japonais intéressant l'Indochine.

Des territoires de la Compagnie de Mozambique sont transférés officiellement à l'Etat portugais.

Un accord italo-croate stipule que les autorités militaires italiennes se retireront de certains territoires de la côte adriatique.

19 *juillet.* — Les Etats-Unis déclarent officiellement la guerre à la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie.

En Ukraine, les Allemands atteignent le cours inférieur du Don et menacent Rostov.

20 *juillet.* — Naissance d'un fils du roi des Belges Léopold III.

22 *juillet.* — La ville de Rostov est prise d'assaut par les troupes allemandes et slovaques.

25 *juillet.* — Discours de MM. Eden et Hull sur la situation militaire et les buts de paix des Anglo-Américains.

Occupation par les Allemands et les Italiens des oasis libyennes de Djaraboud et de Siwa.

26 *juillet.* — Rassemblement de près de 6.000 Compagnons de France à Randan pour le deuxième anniversaire de la création de leur mouvement.

27 *juillet.* — Bombardement massif d'Hambourg par la R. A. F. où 175.000 bombes ont été lancées en une demi-heure.

Occupation par les Allemands de Bataisk, au sud de Rostov.

Le gérant : Louis LABOUREUR. IMP. LABOUREUR ET CIE, ISSOUDUN (INDRE)